

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LES
ACCORDS COMMERCIAUX
SUR LES
VINS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 25 Mai 1935 à 14 heures

PAR

François MUGLIONI

JURY

Président : M. OUALID, professeur.

Suffragants : M. NOGARO, professeur.

M. Roger PICARD, professeur.

LIBRAIRIE PICART

59, Boulevard Saint-Michel, 59

PARIS

—
1935

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LES
ACCORDS COMMERCIAUX
SUR LES
VINS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 25 Mai 1935 à 14 heures

PAR

François MUGLIONI

JURY { *Président* : M. OUALID, *professeur*.
 { *Suffragants* : { M. NOGARO, *professeur*.
 M. Roger PICARD, *professeur*.

LIBRAIRIE PICART
59, Boulevard Saint-Michel, 59
PARIS

1935

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



INTRODUCTION

La production mondiale du vin s'échelonne depuis 1920 autour de 175 millions d'hectolitres par an. Sur cette quantité, la France, sans compter l'Algérie, s'inscrit pour 50 millions environ.

Avec ce chiffre elle occupe le premier rang dans le monde parmi les pays gros producteurs de vins devant l'Italie, l'Espagne, le Portugal, la Grèce, etc. Cependant si notre pays se classe en tête pour la production du vin il l'est aussi pour l'importation des vins étrangers et constitue pour ceux-ci un marché de tout premier ordre.

Il semble qu'il y ait dans cette situation une contradiction, un paradoxe. Comment peut-on comprendre, en effet, que nous achetions environ 15 millions d'hectolitres de vin à des pays qui en produisent moins que nous alors que, souvent, le viticulteur du midi de la France se plaint de la mévente? Comment se fait-il qu'en face de cette situation les pouvoirs publics ne songent pas à mieux protéger notre marché contre l'envahissement des vins étrangers ?

Souvent ces questions, qui paraissent découler du bon sens sont posées par nos producteurs. Souvent de tels arguments sont présentés au Gouvernement par les Conseils généraux des Départements viticoles et les Chambres de commerce des villes intéressées au commerce des vins.

Le premier de ces griefs s'évanouit quand on pense que la France est un pays de grande consommation où, en tenant compte simplement des vins taxés, la moyenne annuelle par tête d'habitant ressort à 145 litres. La moyenne pour l'Italie est de 92 litres par an et par habitant, celle de l'Espagne 88, celle de la Suisse 45, celle de la Grèce 35, celle de la Roumanie 20 et celle de l'Autriche 15.

Il faut remarquer, en outre, que pour l'année 1932 par exemple, sur 15 millions d'hectolitres de vins importés, plus de 12 millions viennent d'Algérie et que, sur la quantité restante, une grande partie est constituée par les vins de liqueur (Porto, Madère, Marsala, Xérès, Samos, etc.), qui, quoi qu'on en ait dit, ne concurrencent pas directement nos crus nationaux.

Le second grief est plus sérieux, et il serait facile de montrer que nous ne sommes pas assez protégés contre les vins de provenance étrangère. Nous verrons, dans le cours de cette étude, que nos droits de douane sur les vins sont très modérés et que, de tous les pays, parmi lesquels la plupart d'ailleurs n'ont pas à défendre leur production nationale, puisqu'ils ne sont pas producteurs de vins, la France est celui où les droits sont les moins élevés bien qu'étant celui où ils devraient être les plus forts.

Nous raisonnons ici en théorie pure, car, dans la pratique, nous n'ignorons pas qu'une augmentation de notre tarif douanier sur les vins, nous amènerait de sérieuses difficultés avec quantité de pays, notamment l'Espagne, l'Italie, la Grèce et le Portugal qui considèrent la France comme un débouché obligatoire pour leurs vins.

Est-ce là cependant une raison pour ne rien tenter, pour prendre des demi-mesures qui ne donnent pas de résultats positifs?

Sans vouloir préconiser l'institution d'un régime d'économie fermée, nous estimons que le marché des vins en France n'est pas assez garanti contre l'envahissement des vins étrangers.

*
* *

Il faut placer en tête de cet ouvrage, une courte étude sur les mesures limitant l'importation en France de certains produits viticoles ou les interdisant complètement.

A) *Mesures de limitation d'importation*

Les mesures prises par le Décret du 27 août 1931 (1) qui a appliqué le régime du contingentement aux importations en France des bois (art. 128, 128 bis, 133, 597 et 600 du tarif douanier français) et des vins (art. 171 et 171 bis), ont été motivées par le déficit croissant de notre balance commerciale.

Au moment où fut pris le décret, l'excédent des importations sur les exportations s'élevait à plus de 8 milliards de francs et on craignait que pour l'année 1931 il n'atteignît le chiffre de 14 milliards.

Le Rapport au Président de la République qui précédait le décret du 27 août faisait état de cette situation et préconisait, pour défendre notre balance des comptes, de contingerer les bois et les vins à leur entrée en France.

Cette mesure était fondée sur l'article 17 du décret du 26 décembre 1926 portant codification des lois douanières, aux termes duquel « le Gouvernement peut, par décrets rendus en Conseil des ministres, prendre d'urgence, dans les cas où les mesures arrêtées par des pays étrangers sont de nature à entraver le commerce français, toutes les dispositions appropriées aux circonstances ».

En fait, la vraie raison de l'institution du contingent pour les vins se trouvait dans le dépassement des importations italiennes.

En effet, l'arrangement franco-italien du 16 mars 1931 fixait à 250.000 hectolitres de vins la quantité à importer au tarif réduit, et un accord tacite prévoyait de larges tolérances pour le décompte de ce contingent. Sous ce régime, du 20 mai 1931 (date de mise en application du traité) au 1^{er} septembre de la même année, l'Italie avait expédié en France 59.000 hectolitres.

Les viticulteurs français s'émurent de cette situation, lancèrent des ordres du jour alarmants et allèrent jusqu'à menacer

(1) *Journal officiel* du 28 août 1931.

les administrations de poursuites judiciaires pour n'avoir pas appliqué à la lettre l'arrangement du 16 mars.

De son côté, bien que l'on fût en période de vacances parlementaires, le Gouvernement craignait des interpellations sur ce terrain, ce qui n'aurait pas manqué de se produire dès la rentrée des Chambres.

La dénonciation de l'accord franco-italien ne constituait point une solution, puisqu'il fallait un préavis de trois mois. Les négociations engagées avec l'Italie pour qu'elle renonçât aux facilités accordées au mois de mars, n'aboutirent pas. Il restait une solution radicale : prohiber l'entrée des vins italiens immédiatement.

Le Gouvernement ne pouvait pas, de son propre gré, prendre une décision de cette nature, sans consulter les Chambres. Cependant, il fallait passer outre. C'est pour expliquer cet « abus de pouvoir » qu'on eût recours à l'article 17 des lois de douane codifiées.

Ainsi par un détour les vins italiens étaient prohibés à l'entrée en France.

On décida que l'importation des vins étrangers ne devait pas dépasser en douze mois le total des importations moyennes pendant les cinq dernières années.

Pour l'Italie, un arrêté spécial fixa, de suite, un contingent particulier ; la moyenne quinquennale des importations de vins italiens étant de 59.400 hectolitres, il était évident que les envois de l'Italie se trouvaient prohibés dès la promulgation de l'arrêté.

Pourtant, et cela prouve bien que la mesure était dirigée contre l'Italie, le décret du 27 août 1931 énonçait simplement le principe du contingentement et laissait à des arrêtés interministériels le soin d'en fixer les chiffres et les modalités d'application.

Pour la campagne vinicole 1933-1934 (1^{er} octobre 1933-1^{er} octobre 1934) le contingent d'importation des vins étrangers en France a été fixé à 2 millions d'hectolitres plus 10 %.

Primitivement, en prenant pour base la moyenne des importations pendant les cinq dernières années (1926 à 1930 inclus), le

contingent global avait été arrêté à 2.440.000 hectolitres répartis comme suit :

Espagne	1.800.000 hectolitres
Grèce	480.000 —
Italie	160.000 —

Par la suite, en tablant sur la moyenne d'importation des cinq dernières années (1928 à 1932 compris), pour un contingent global de 2.200.000 hectolitres, la répartition suivante a été adoptée :

Espagne	1.400.000 hectolitres
Grèce	480.000 —
Italie	200.000 —
Autres pays	120.000 —
2.200.000 hectolitres	

B) Mesures d'interdiction d'importation

Les produits vinicoles étrangers figurent parmi les marchandises dont l'entrée en France est provisoirement interdite ou soumise à des mesures de contrôle.

Nous signalons à ce sujet :

1° Le décret du 22 juillet 1920 qui se rapporte à l'importation des raisins de vendange et marcs de raisins, moûts de vendange (Ex. 84).

Une dérogation générale a été apportée à ce principe par la décision du 6 décembre 1922 pour les jus de fruits non fermentés ayant subi la cuisson et destinés à la fabrication des sirops et confitures.

En outre, les moûts de vendange d'origine et de provenance espagnoles, peuvent être importés sans autorisation spéciale (Avis aux importateurs du 8 décembre 1922). Il en est de même pour les moûts de vendange et jus de raisins frais non fermentés ou partiellement fermentés, mutés autrement qu'à l'alcool ou non mutés, même pasteurisés, d'origine grecque (convention du 11 mars 1929) et d'origine italienne ;

2° Le même décret (22 juillet 1920) prohibait l'importation des vins de liqueur, mistelles ou vins mutés à l'alcool et vermouths provenant de raisins frais ou de jus de raisins frais (art. 171 ter).

Les dérogations sont ici nombreuses et font, en pratique, disparaître complètement la mesure édictée :

a) Vins de liqueur, mistelles d'origine et de provenance espagnoles (Avis aux importateurs du 14 juillet 1922).

b) Vins de liqueur d'origine et de provenance portugaises (dérogation générale pour les vins de Porto et de Madère accompagnés d'un certificat émis par les autorités compétentes portugaises ainsi que pour les autres vins de liqueur originaires et en provenance du Portugal à la condition qu'ils titrent au moins 16°5. (Décret du 5 mars 1925).

c) Vins de liqueur, mistelles ou vins mutés à l'alcool et vermouths provenant de raisins frais ou de jus de raisins frais d'origine grecque (convention du 11 mars 1929, protocole final, ad. art. 1^{er}, paragraphe B).

d) Vins de Tokay d'origine hongroise (dérogation générale pour les vins de Tokay titrant au moins 12° d'alcool pur, accompagnés d'un certificat d'origine et de pureté délivré par les autorités hongroises (convention du 13 octobre 1925, avenant du 13 décembre 1926 ; décrets des 13 février 1926 et 4 juillet 1927).

e) Vins de liqueur, y compris les vermouths d'origine italienne (dérogation générale sur production du bulletin certificat de la douane italienne prévu par l'accord franco-italien du 30 mai 1917).

f) Vins de liqueur originaires de Chypre (dérogation sur production de certificats officiels d'origine et de pureté délivrés par le Département de l'Agriculture et du Gouvernement de Chypre) ;

3° Enfin il n'existe pas de dérogations à la prohibition édictée par la loi du 12 juin 1920 relativement à l'importation en France des vins piqués, tournés, croupis, aigris ou avariés impropres à la consommation (art. 171 et 171 bis).

* *

Nous diviserons ce travail en deux grandes parties :

I. Importation des vins étrangers en France.

Nous étudierons les traités de commerce signés avec les pays dont nous sommes clients.

Nous insisterons surtout sur la politique commerciale viticole avec :

- 1° l'Espagne;
- 2° l'Italie;
- 3° le Portugal;
- 4° la Grèce.

II. Exportation des vins français.

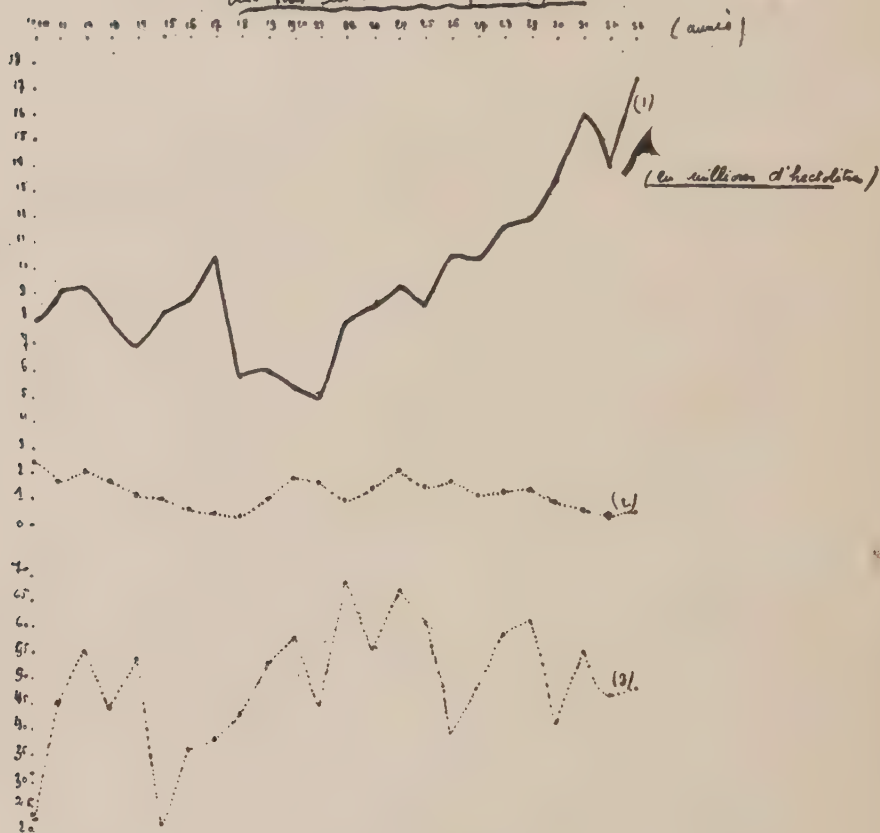
Les traités de commerce signés avec les pays acheteurs.

Notre étude portera sur les clauses relatives aux vins contenues dans les conventions conclues avec :

- 1° l'Union Economique Belgo-luxembourgeoise;
- 2° la Grande-Bretagne et ses Dominions;
- 3° la Suisse;
- 4° l'Allemagne;
- 5° les Etats-Unis, etc.

III. Conclusion.

Courbes de l'Importation (1), de l'Exportation (2) et de la production (3)
des vins en France depuis 1910.



- (1) Courbe de l'importation des vins en France depuis 1910 (en millions d'hectolitres)
(2) Courbe de l'exportation des vins français depuis 1910 (" " " ")
(3) Courbe de la production vinicole française (Algérie exclue) depuis 1910 (en millions d'hectolitres)

I. IMPORTATION DES VINS ETRANGERS EN FRANCE

ITALIE

L'Italie occupe la deuxième place parmi les grandes nations productrices de vins. Elle vient après la France et avant l'Espagne. La production de ces trois pays a été la suivante pour les années 1931-1933 :

	1931	1932	1933
France (Algérie non com- prise)	57.458.000	47.634.000	49.690.000
Italie	36.331.000	46.412.000	32.900.000
Espagne	19.074.000	19.993.000	18.642.000

La superficie cultivée en vignes est d'environ 4 millions d'hectares; sur cette étendue 3 millions sont des « cultures mixtes », la vigne étant soit suspendue aux arbres, soit traitée en files largement espacées.

La moyenne de la production du vin oscille autour du chiffre de 40 millions d'hectolitres par an.

	Années	
Moyenne 1909-13	46.000.000	hect.
» 1925	45.367.000	»
» 1926	37.076.000	»
» 1927	35.650.000	»
» 1928	46.823.000	»
» 1929	41.049.000	»
» 1930	36.332.000	»
» 1931	36.331.000	»
» 1932	46.412.000	»
» 1933	32.900.000	»

Dans l'ensemble, on compte 75 % de vins rouges et 25 % de vins blancs et spéciaux (Marsala, Muscat, etc.).

Les variétés produites sont les suivantes :

a) *Vins de table fins et supérieurs*. Ils sont récoltés dans une localité déterminée ; les plus connus sont ceux du Piémont, et aussi les : Barolo, Chianti, Capri, Lacryma-Christi, etc.

b) *Vins spéciaux*. Surtout le « Marsala », les vins de paille, les vins de liqueur et les mousseux. Le plus apprécié est le Marsala produit en Sicile orientale (Trapani), traité avec du moût cuit et du moût alcoolisé, et laissé ensuite vieillir.

c) *Vins mousseux*. La production des vins mousseux naturels est la plus importante et la seule encouragée. Il faut citer surtout « l'Asti spumante ».

d) *Les vins apéritifs et vermouths*, figurent parmi les articles les plus importants de l'exportation italienne. On les trouve dans le Piémont, dans les provinces de Turin, d'Alexandrie et de Cuneo.

e) *Vins filtrés doux*. Ce sont des moûts non fermentés, rendus stables par un filtrage ou une adjonction d'anhydride sulfureux. Ils sont récoltés principalement dans les régions de Naples, de Ravenne et de Pavie.

Le total de l'exportation atteint environ 1 million d'Hls., soit 3 % de la production nationale.

Les 4/5 de l'exportation vinicole totale sont effectués en fûts, dames-jeannes, wagons-citerne, et pour les vins spéciaux en « fiaschi ».

En dehors du marché français l'exportation italienne de vins communs est absorbée pour la moitié environ par la Suisse, et pour le reste par l'Autriche, l'Allemagne, le Brésil, les Colonies italiennes, etc.

Le « Marsala » est surtout expédié vers la Grande-Bretagne, la Suisse, l'Argentine, le Brésil, le Canada. Les mousseux prennent à peu près les mêmes directions, en y ajoutant l'Égypte.

L'exportation du vermouth est destinée à tous les pays.

L'Italie qui produit le double environ de la quantité récoltée en Espagne (20 millions d'hectos), ne vient qu'assez loin derrière elle pour l'importation en France.

D'ailleurs si les ventes italiennes de vin en France varient considérablement d'une année à l'autre, c'est que l'exportation italienne a toujours été un phénomène intermittent déterminé par des clauses climatiques ou spéciales.

Le tableau suivant reproduit le détail de l'exportation italienne de vins et les pays destinataires.

Pays de destination	1929	1930	1931	1932
Suisse	369.139	370.591	427.990	429.271
Autriche	91.021	98.042	94.154	58.108
Allemagne	41.216	30.245	21.876	15.339
Brésil	68.166	37.021	17.941	11.747
Colonies italiennes	39.000	40.000	43.000	39.000
France	21.457	163.242	847.695	13.447

Le premier accord franco-italien se rapportant aux vins est du 28 septembre 1896 et ne concerne que les vins tunisiens.

Par le traité du 21 novembre 1898, les deux pays s'accordaient mutuellement le bénéfice de la clause de la nation la plus favorisée sauf pour les soieries.

L'arrangement du 30 mai 1917 était muet quant aux vins; il laissait néanmoins en vigueur les stipulations prévues en 1898. Cependant le régime établi à cette époque avait été complètement bouleversé, au lendemain de la guerre, par les mesures adoptées par les deux pays pour rétablir l'incidence de leurs tarifs.

L'Italie reprochait à la France les relèvements de droits auxquels elle avait procédé par le jeu des coefficients. De notre côté, nous pouvions soutenir que ces augmentations étaient inférieures à celles résultant, dans le tarif douanier italien, d'une mise au

point extrêmement sévère effectuée en juillet 1920 et surtout du paiement des droits de douane en or. Cette exigence devenait plus sensible du fait que l'Italie calculait le coefficient de valorisation des droits en prenant pour base le dollar, et non le franc.

Enfin, la clause de la nation la plus favorisée que l'Italie nous maintenait en théorie était pratiquement illusoire puisque le gouvernement de Rome avait dénoncé tous ses traités de commerce, à l'exception de ceux conclus avec le Brésil, la Grèce et le Japon.

Le « *modus vivendi* » du 23 novembre 1922 nous accordait le traitement de la nation la plus favorisée et un dégrèvement pour 140 articles. En contre-partie nous nous engageons à appliquer notre tarif minimum aux marchandises italiennes et, en outre, à abaisser un certain nombre de coefficients de majoration sur près de 50 produits. Cette mesure a été mise en vigueur par le décret du 1^{er} décembre 1922.

Ce texte a soulevé en France de violentes critiques : on faisait observer qu'il n'avait pas supprimé le paiement en or des droits de douane pour notre exportation en Italie et qu'il ne constituait qu'un arrangement provisoire.

Le « *modus vivendi* » comportait une lacune, relative au régime des soieries. Cette question fut résolue par un traité du 28 juillet 1923, qui mettait fin à une longue période de difficultés dont les origines étaient antérieures à la guerre.

L'accord commercial signé à Paris le 7 mars 1928 entre la France et l'Italie, publié au *Journal Officiel* du 1^{er} avril 1928, contient des dispositions relatives à la viticulture.

« Les produits originaires et en provenance de l'Italie, énumérés à la liste A annexée à l'accord dans laquelle figurent les vins, jouiront en France des tarifs qui sont fixés à ladite liste ou des taux plus favorables que la France pourrait accorder aux produits similaires d'un pays quelconque. »

De la liste A, il convient de reproduire les n^{os} 171 *bis* et

ex-171 *ter* qui portaient consolidation des droits applicables aux vins provenant d'Italie.

N° 171 *bis*. — Vins (autres que les vins de liqueur et assimilés) provenant exclusivement de la fermentation des raisins frais ou de jus de raisins frais :

Importés autrement qu'en bouteilles, flacons, cruchons et contenants analogues titrant en alcool acquis :

Jusqu'à 10 degrés	l'hectolitre	55 fr.
-------------------------	--------------	--------

12 degrés 1/10° et plus :

Sur les 12 premiers degrés	l'hectolitre	55 »
----------------------------------	--------------	------

En sus, pour chaque degré ou fraction de degré au-dessus de 12 degrés : droit de douane égal au montant du droit de consommation de l'alcool.

Importés en bouteilles, flacons, cruchons et contenants analogues :

Vins mousseux	100 kg. brut	112 50
---------------------	--------------	--------

Vins autres que mousseux	» »	160 »
--------------------------------	-----	-------

Importés en fiasques :

1° Fiasques de 2 litres env. (100 kg. p. brut dim. de 20 %)	110 »
---	-------

2° Fiasques d'une capacité inférieure à 2 litres (100 kg. poids brut diminué de 25 %)	110 »
---	-------

N° *ex. 171 ter*. — Vins de liqueurs et vermouths provenant de raisins frais ou de jus de raisins frais :

Importés autrement qu'en bouteilles, flacons, cruchons et contenants analogues (par degré et par hectolitre sur l'alcool total, acquis et en puissance)

10 »

Importés en bouteilles, flacons, cruchons et contenants analogues

100 kg. poids brut 140 »

Dans le protocole de signature, il était en outre stipulé que, en ce qui concerne le n° 171 *ter* du tarif français, « dans le cas où la France accorderait à une tierce puissance, pour une spécialité quelconque de vin non mousseux, des réductions des droits de douane ou d'autres faveurs spéciales, y compris celles concernant la surtaxe sur l'alcool, ces réductions et ces faveurs seraient, dans la même mesure, immédiatement étendues aux spécialités italiennes Vermouth et Marsala ».

A ce sujet, le Gouvernement français précisait que, confor-

ment à la réglementation en vigueur, un vermouth était un vin de liqueur préparé avec du vin blanc provenant de raisin frais ou de jus de raisins frais additionné d'alcool et de sucre, aromatisé avec des infusions de plantes et coloré par du caramel.

En exécution de ce traité, la loi du 2 avril 1928 (*Journal Officiel* du 3 avril 1928) portait modification des droits de douane prévus au tarif français sur les articles figurant à la liste A.

Parmi ces modifications, celle relative au n° 171 *bis* nous intéresse. Elle était disposée comme suit :

	Droits	
	T. G.	T. M.
<i>N° 171 bis du tarif français.</i> — Vins (autres que les vins de liqueurs et assimilés) provenant exclusivement de la fermentation des raisins ou de jus de raisins frais :		
Importés en fiasques :		
1° Fiasques de 2 litres environ (100 kg poids brut diminué de 20 %)	440 fr.	110 fr.
2° Fiasques d'une capacité inférieures à 2 litres (100 kg. poids brut diminué de 20 %).....	440 »	110 »

Le projet de loi soumis au Parlement le 26 février 1923, sous le n° 5670, tendant à approuver l'arrangement commercial franco-italien du 13 novembre 1922, stipulait que cet accord « ne représentait pas le statut définitif des échanges entre les deux pays, « mais qu'il était simplement destiné à maintenir un certain équilibre dans notre politique avec l'Italie, en attendant la conclusion « d'un nouveau traité de commerce, formellement prévu ».

Accord du 29 mai 1926

Tel était le statut qui réglait nos échanges commerciaux avec l'Italie quand intervint la loi du 6 avril 1926 qui avait pour but d'augmenter de 30 % le taux de nos droits de douane spécifiques.

Cet état de choses suscita des réclamations italiennes, d'autant

plus que la balance commerciale entre les deux pays devenait depuis 1925 assez largement favorable à la France.

Les milieux intéressés italiens invoquaient les dispositions de l'article 3 de la convention du 13 novembre 1922, prévoyant, dans une telle circonstance, la faculté pour l'Italie de dénoncer l'accord, pour en faire cesser les effets après un délai de deux mois.

Il était prévu que, dans ce cas, de nouvelles négociations seraient engagées au plus tard deux mois après la notification de la dénonciation.

L'entente fut facilitée sans doute par une entrevue intervenue le 5 mai 1926 entre les industriels des deux pays sur le régime des soies et soieries.

Les concessions faites par la France intéressaient à la fois l'agriculture, les industries chimique et textile. A cet ensemble, s'ajoutait encore une concession, non négligeable, en ce qui concerne la viticulture.

Le régime relatif aux vins mi-fermentés, dits « filtrés doux » (art. 3), était réglé dans des limites assez étroites et, d'une manière qui n'était point dangereuse, pour les mistelles, les vins mutés au soufre ou à l'alcool.

En outre, les vins de Barolo, Barbera et Grignolino, non assimilés aux vins de liqueur, étaient admis en France au bénéfice du régime des vins ordinaires, sans égard pour l'excès de sucre qu'il leur arrivait exceptionnellement de contenir, à la condition que les envois de vins de l'espèce fussent accompagnés d'une attestation d'origine délivrée par la « Stazione enologica sperimentale » d'Asti.

C'est précisément sur le terrain de la viticulture que la France a reçu une contre-partie effective. Lors des négociations de 1922, il n'avait été possible d'obtenir des droits conventionnels, d'ailleurs très élevés en comparaison de ceux de notre tarif, que pour nos vins ordinaires et pour les vins mousseux des régions délimitées de la Champagne. Tout effort pour assurer aux vins mousseux de France un traitement douanier plus équitable avait échoué. Il faut reconnaître qu'en cette matière le régime prohibitif que l'Italie a instauré au bénéfice des vins d'Asti

s'autorise de l'exemple de plusieurs pays viticulteurs qui se sont assimilés les procédés de champagnisation.

Pour ce motif, il est apparu à nos négociateurs qu'une satisfaction devait être obtenue en Italie pour nos vins mousseux, qui y ont été longtemps appréciés et qui, même sous le régime des droits prohibitifs instaurés en 1923, pénétraient encore sur le marché italien à raison de 60.000 bouteilles par an. En dépit de l'opposition des milieux viticoles et des ministères techniques, le gouvernement italien décida d'admettre notre demande en faisant remarquer que cette concession était la meilleure preuve de sa bonne volonté de maintenir sur un terrain d'équité les relations économiques franco-italiennes et de favoriser les échanges entre les deux pays, même pour les produits concurrents. Ainsi se trouvait supprimé tout coefficient de majoration des droits de douane applicables aux vins mousseux. Ces mesures figuraient à la liste F annexée au traité.

Une autre concession importante dont la France bénéficiait était l'application plus juste de la surtaxe de production de l'alcool (art. 6). Jusque là les cognacs et eaux-de-vie importés de France étaient soumis à cette taxe perçue sur la base forfaitaire d'une force alcoolique de 70 degrés.

Désormais, la teneur réelle servait de base au décompte des droits pour les alcools de vin en fûts et une teneur forfaitaire de 50 degrés pour les eaux-de-vie de vin en bouteilles.

En contre-partie, la France acceptait de porter à 400 hectolitres le contingent antérieurement fixé à 300 hectolitres pour les liqueurs originaires et en provenance d'Italie à importer en France, par dérogation à la prohibition d'entrée, à condition que le complément de 100 hectolitres fut réservé au « Maraschino di Zara », accompagné d'un certificat d'origine.

Les textes suivants intéressaient notre commerce des vins :

Art. 3. — « Les moûts de raisins frais mi-fermentés jusqu'à
« 2 degrés d'alcool acquis et les vins de raisins frais, dits filtrés
« doux, contenant de 2 degrés à 5°9 d'alcool acquis seront admis
« à leur importation en France au régime des vins ordinaires

« (n° 171 du tarif) à la condition que la teneur alcoolique totale
« résultant tant de l'alcool acquis que du sucre réducteur ne dépasse
« pas 12 %. Si les moûts et vins mi-fermentés comportent une teneur
« alcoolique supérieure à 12 degrés, ils seront soumis au régime des
« mistelles. (N° 171 *bis* du tarif.) »

Art. 6. — « La surtaxe de production de l'alcool, qui, en même
« temps que le droit de douane, est applicable à l'importation en
« Italie aux eaux-de-vie de vins en fûts d'origine et en provenance
« de France, sera appliquée sur la base de la quantité réelle d'alcool
« qui y est contenue. Lorsque lesdites eaux-de-vie, originaires et
« en provenance de France, seront importées en bouteilles, la
« surtaxe de production de l'alcool sera acquittée sur la base
« d'une teneur alcoolique de 50 degrés, la douane italienne con-
« servant le droit de vérifier cette teneur, et si elle est supé-
« rieure à 50 degrés de calculer la surtaxe pour la teneur effec-
« tive du produit. »

Nomenclature	Droits en lires-or
<i>N° du tarif italien : ex. 106.</i> — Vins (en bouteilles) :	
1° d'un demi-litre au moins :	
ex a) Mousseux des régions ou crus d'Anjou et de Touraine, St-Peray, Gaillac et Clairette de Die,	le cent. 60
2° de plus d'un demi-litre et pas plus d'un litre :	
ex a) Mousseux des régions ou crus d'Anjou et de Touraine, St-Peray, Gaillac et Clairette de Die,	le cent. 100

Les droits conventionnels s'appliquent exclusivement aux vins
des régions ou crus sus-indiqués accompagnés d'un certificat délivré
par les Chambres de Commerce d'Angers, de Saumur et de Tours
pour les vins d'Anjou et de Touraine; d'Annonay pour le Saint-
Peray ; d'Albi pour le Gaillac et de Valence pour la Clairette de
Die.

Lesdits certificats doivent attester :

1° Que le vin est préparé par la méthode champenoise.

2° Que cette préparation a été effectuée dans les caves d'un

exportateur du ressort de la Chambre de Commerce et que les vins visés sur les certificats sont expédiés de ses caves ou magasins à destination de l'Italie.

Echange de lettres du 14 août 1926

Il était à craindre que la nouvelle majoration de droits de douane que le gouvernement français se proposait d'instituer, au début d'août 1926, par voie de décret, ne vînt altérer les résultats de l'accord du 29 mai 1926.

Des négociations furent ouvertes pour parer à cette éventualité et aboutirent à l'échange de lettres du 14 août 1926. Il était prévu dans ces documents que le délai apporté à la ratification des accords du 29 mai ne porterait aucun préjudice aux exportations italiennes puisque la différence entre les droits perçus et les droits résultant desdits arrangements, pour toutes les importations antérieures au 20 mai, serait ristournée de part et d'autre.

En outre, les produits bénéficiaires de la garantie de consolidation prévue à l'article 3 et à la liste C de l'accord du 13 novembre 1922, ainsi qu'à l'alinéa de l'article premier et à la liste B de l'avenant du 29 mai 1926, ne seraient point, à l'exception des vins, atteints par la majoration de droits projetée par le gouvernement français.

Par la suite, l'accord de 1928 entre la France et l'Italie a comme on l'a déjà indiqué, consolidé au profit de l'Italie, et au taux de 55 fr. l'hl., les droits de douane du n° 171 *bis* de notre tarif douanier.

Cette consolidation nous mettait dans l'impossibilité de relever les droits sur les vins pour prendre en faveur de notre viticulture, gravement menacée par la crise, les mesures imposées par les circonstances économiques.

Une négociation fut ouverte en vue de demander à l'Italie de nous rendre notre liberté tarifaire. Elle aboutit, le 16 mars 1931, à la signature d'un protocole additionnel à l'accord franco-italien du 7 mars 1928.

Ce protocole comprend deux dispositions :

Aux termes de la première, les droits prévus par l'accord de 1928 en ce qui concerne les vins n'étaient plus applicables à l'Italie que dans la limite d'un contingent de 250.000 hectolitres par an.

Autrement dit, la France recouvrait sa liberté tarifaire moyennant l'octroi à l'Italie d'un contingent annuel de 250.000 hectolitres qui continuait à bénéficier des droits prévus à l'accord.

La deuxième disposition était relative aux certificats d'analyse et de pureté. Il était entendu que l'expression des résultats d'analyse serait donnée conformément aux prescriptions de la convention internationale de novembre 1912.

Protocole additionnel

à l'accord commercial franco-italien du 7 mars 1928

Les soussignés, dûment autorisés à cet effet, sont convenus de ce qui suit :

1° Les droits établis en faveur de l'Italie pour les « vins », repris sous la position 171 bis du tarif douanier français visée à la liste A annexée à l'accord du 7 mars 1928, restent applicables dans la limite d'un contingent de 250.000 hectolitres.

2° Les hautes parties contractantes, désireuses de faciliter dans la plus large mesure l'application des dispositions du protocole de signature du 7 mars 1928, sont d'accord pour que les résultats figurant sur les certificats d'analyse et de pureté soient donnés conformément aux prescriptions de la convention internationale de novembre 1912, sur l'expression des résultats d'analyse.

Ils pourront, en outre, également y figurer dans la forme habituelle utilisée dans le pays exportateur.

Les administrations reconnaîtront les certificats d'analyse et de pureté établis comme il a été prévu ci-dessus et d'après les méthodes officielles en usage dans chacun des deux pays sous la réserve de la disposition du 2° alinéa du paragraphe I du Protocole de signature mentionné ci-dessus.

Le présent protocole additionnel sera ratifié et les instruments de ratification en seront échangés à Rome aussitôt que possible.

Il entrera en vigueur à titre provisoire par échange de notes dans le plus bref délai qu'il se pourra et il restera exécutoire jusqu'à l'échéance de l'accord commercial franco-italien du 7 mars 1928 auquel il se rapporte.

En foi de quoi les plénipotentiaires l'ont signé et l'ont revêtu de leur cachet.

Pour la France :
Signé : de BEAUMARCHAIS

Pour l'Italie :
Signé : GRANDI.

En application de ce texte, un décret du 31 mars 1931 (*Journal Officiel* du 1^{er} avril 1931) avait admis un contingent de 20.500 hectolitres de vins autres que de liqueur (n° 171 bis du tarif des douanes) en provenance d'Italie, pour le mois d'avril 1931 aux droits fixés pour ces produits par les lois des 2 mars 1928 et 2 avril 1928, c'est-à-dire au taux de 55 fr. par hectolitre.

Le protocole du 16 mars 1931 avait permis le relèvement des droits applicables aux vins de 55 fr. à 84 fr. l'hectolitre.

Mais cet accord ne tarda pas à entraîner dans son application de sérieuses difficultés. Au cours des négociations il avait été entendu que la tolérance habituellement pratiquée en matière de contingents serait largement accordée. C'est là la rançon de notre liberté tarifaire qu'il fallait obtenir coûte que coûte pour protéger notre viticulture.

Cependant les dépassements furent considérables et par décrets, arrêté et avis aux importateurs du 27 août 1931, des mesures furent prises pour suspendre l'importation des vins italiens.

Une nouvelle négociation devenait donc nécessaire. Elle s'engagea et se continua pendant les mois d'octobre et de novembre à Paris, puis à Rome, et aboutit le 16 novembre 1931 à la signature d'un nouveau protocole.

Les dispositions essentielles relatives aux vins en sont les suivantes :

Maintien à l'Italie du contingent de 250.000 hectolitres aux droits de 55 fr. Cependant, ce contingent sera augmenté, selon une échelle fixée par l'accord, de quantités d'autant plus élevées que la récolte française sera plus faible. Les autres dispositions figurent au texte que nous reproduisons ci-dessous et ne comportent aucune explication.

Cependant, la question qui, pendant les négociations, s'était révélée comme la plus délicate à résoudre était celle soulevée par les quantités importées avant le 27 août 1931 en excédant sur le contingent accordé par l'arrangement du 16 mars 1931.

La délégation italienne s'est refusée à accepter toute formule stipulant que ces quantités seraient imputées sur les contingents ultérieurs. Finalement, une solution transactionnelle est intervenue. Comme on l'a indiqué, le contingent de 250.000 hectolitres admissibles au droit de 55 fr. pouvait être augmenté si la récolte française était inférieure à 60 millions d'Hls. Ce régime s'inspirait du dernier accord signé avec la Grèce. Mais, pour tenir compte des excédents introduits sous le régime de l'accord de 1931, les délégués italiens ont accepté que les accroissements supplémentaires par millions d'hectolitres au-dessous de la récolte normale seraient moindres pour l'Italie que pour la Grèce et subiraient une réduction de 10 %.

*Protocole additionnel du 16 novembre 1931
à l'accord commercial franco-italien du 7 mars 1928
modifié par le protocole additionnel du 16 mars 1931*

Les soussignés, dûment autorisés à cet effet, sont convenus de ce qui suit :

1° Les vins italiens seront admis à leur importation en France au régime défini ci-après :

a) Quelle que soit leur destination, les vins italiens autres que les vins de liqueur, importés autrement qu'en fiasques,

bouteilles, flacons, cruchons et contenants analogues, seront admis en France, à partir du 1^{er} avril 1932, dans la limite d'un contingent annuel de 250.000 hectolitres au droit prévu par l'accord du 7 mars 1928, soit 55 francs l'hectolitre.

Si la récolte française est inférieure à 60 millions d'hectolitres, le chiffre de 250.000 hectolitres sera augmenté, selon l'échelle ci-après, d'une quantité d'autant plus élevée que la récolte sera plus faible.

Il est entendu que la récolte française comprend celle de l'Algérie et de la Tunisie. La récolte tunisienne n'entre, toutefois, en ligne de compte dans ce total que pour la fraction admise en franchise à l'importation en France. D'autre part, la récolte française est évaluée d'après les déclarations de production pour la période écoulée, sans report des excédents invendus des années précédentes.

Catégorie	Récolte exprimée en millions d'hectos et comprise entre :	Accroissement supplémentaire par millions d'hectos récoltés au-dessous de la récolte normale de chaque catégorie
A	60 au plus et 55 au moins	9.000
B	55 » 50 »	18.000
C	50 » 45 »	27.000
D	45 » 40 »	36.000
E	au-dessous de 40	45.000

b) Le surplus excédant les quantités qui bénéficieront des dispositions précédentes sera admis sans limitation aux droits du tarif minimum en vigueur au moment de l'importation (soit actuellement 84 francs). Toutefois, tant que le régime de contingentement des vins restera en vigueur en France, le surplus sera limité aux quantités fixées ci-après :

Jusqu'au 31 mars 1932 : un contingent de 100.000 hectolitres ;

Après le 1^{er} avril 1932 et pour chaque année, un contingent annuel de 250.000 hectolitres.

c) En ce qui concerne les vins en fiasques, bouteilles, flacons, cruchons et contenants analogues, les droits prévus par l'accord du 7 mars 1928 seront appliqués dans la limite d'un contingent annuel de 20.000 hectolitres. Pour la période s'étendant de la mise en vigueur du présent protocole jusqu'au 1^{er} avril 1932, ces mêmes droits seront appliqués à un contingent de 10.000 hectolitres.

Les liquidations de droits effectuées après la date de la mise en application provisoire du présent protocole seront révisées aussitôt après la mise en vigueur et la différence entre les droits perçus et les droits résultant de l'application de l'alinéa précédent sera remboursée aux importateurs.

d) Aucun excédent sur les contingents ci-dessus visés ne pourra être toléré que dans la limite de 5 % au maximum. Les excédents seront reportés sur l'année suivante.

2° Le Gouvernement français s'engage à prendre toutes dispositions utiles pour que les moûts sulfités (repris sous le n° 171 du tarif douanier français) puissent être imputés sur le contingent de 250.000 hectolitres visé au premier alinéa du paragraphe premier ci-dessus et bénéficient du régime douanier prévu pour ce contingent. Cette imputation se fera suivant une proportion qui sera fixée annuellement sur les indications du Gouvernement italien et dans la limite dudit contingent.

Le surplus excédant les quantités ainsi déterminées sera admis au droit du tarif minimum en vigueur au moment de l'importation.

3° Les moûts sulfités, les vins ordinaires et les vins de liqueur, une fois dédouanés, seront soumis aux mêmes droits intérieurs et taxes que les vins et moûts français. Les vins coupés avec des vins italiens, en conformité des dispositions du présent arrangement, circuleront dans des conditions identiques à celles des vins coupés avec des vins français.

Le Gouvernement français s'engage à prendre toutes dispositions utiles pour que soit autorisée l'importation des vins italiens blancs et rosés, destinés à être mis en vente, après mélange avec des vins français, à la condition que lesdits vins titrent au maximum 12° d'alcool et qu'e, sous le contrôle de la régie, ils soient coupés avec des vins français titrant au moins 8° d'alcool. La proportion des vins français dans le mélange ne devra pas être inférieure à 30 % et le vin de coupage obtenu devra présenter une somme d'alcool plus acide fixe au moins égal à 13. Si la France accorde à d'autres pays une autorisation analogue pour les vins rouges, l'Italie bénéficiera également des avantages qui leur seraient accordés.

4° Les limitations à l'importation auxquelles se réfère le présent protocole ont un caractère exceptionnel et provisoire et elles seront supprimées dès que les circonstances le permettront.

5° Sont abrogées toutes dispositions des accords antérieurs qui seraient contraires aux stipulations du présent protocole.

Le présent protocole sera ratifié à Rome le plus tôt possible ; il entrera en vigueur dix jours après l'échange des ratifications ; toutefois, chacune des parties mettra en application provisoire, dix jours au maximum après la signature, les dispositions qui ne nécessitent pas l'approbation parlementaire.

Ce protocole restera en vigueur jusqu'à l'échéance de l'accord du 7 mars 1928.

Fait à Rome, le 16 novembre 1931.

L'ambassadeur de France :

Signé : de BEAUMARCHAIS

Le sous-secrétaire d'Etat :

Signé : FANI

Une déclaration annexée au « *modus vivendi* » du 4 mars 1932, imposant de tenir compte des circonstances exceptionnelles a empêché les Hautes Parties Contractantes de s'accorder mutuellement en ce qui concerne les vins et liqueurs, l'application des tarifs réduits et le traitement de nation la

plus favorisée. Toutefois les deux gouvernements, se déclaraient prêts à accomplir de nouveaux efforts pour éviter tout préjudice à une branche aussi importante de leur économie.

Les vins italiens ne s'étant pas trouvés compris parmi les articles bénéficiant du « *modus vivendi* » du 4 mars 1932, furent soumis, dès la mise en application de cet accord, au tarif général français. L'élévation des droits rendant leur importation en France très difficile, sinon impossible, l'Italie édicta, par mesure de représaille, une prohibition d'importation sur les vins, cognacs et liqueurs français.

Cette mesure était en désaccord avec le *modus vivendi* du 4 mars 1932, puisque, à l'application du tarif général qui laissait, somme toute, une possibilité d'importation, on répondait par une prohibition qui supprimait pour nous toute possibilité d'exportation en Italie.

Le gouvernement français déclara que, tant que subsisterait cette prohibition, aucune négociation n'était possible sur la question.

Pour tourner la difficulté l'Italie leva la prohibition, mais la remplaça par des droits si élevés que, pratiquement, nos vins de champagne et nos vins mousseux, nos vins de crus, nos cognacs, eaux de vie et liqueurs se trouvaient exclus du marché italien.

Des conversations s'engagèrent entre les deux pays ; elles furent longues et difficiles. Il était d'autant plus malaisé de s'entendre que les exportations françaises de vins vers l'Italie étaient plus fortes que celles de ce pays vers la France.

A l'occasion du congrès international des vins qui se tint à Rome pendant le mois de septembre 1932, des échanges de vues eurent lieu entre les viticulteurs des deux pays ; les négociations ainsi amorcées, se continuèrent et au mois de mars 1933 une délégation italienne se rendit à Paris.

Un accord de principe intervint au mois de mars, mais ne fut signé que le 8 mai. En voici les grandes lignes :

L'avenant du 8 mai 1933 était conclu pour 5 mois, soit jusqu'au 30 septembre 1933 ; une nouvelle négociation était prévue pour cette date.

Les pourparlers se déroulèrent à l'époque indiquée et aboutirent à la signature de l'avenant du 1^{er} octobre 1933, mis en application provisoire par décret du 1^{er} octobre 1933 (*Journal officiel* du 28 octobre).

Les dispositions des deux textes du 8 mai et 1^{er} octobre 1933 sont à peu près identiques. Nous ne nous occuperons que du deuxième que nous croyons devoir reproduire en entier.

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LE GOUVERNEMENT DE S. M. LE ROI D'ITALIE

ayant reconnu l'intérêt réciproque de permettre entre les deux pays les échanges de vins, d'eaux-de-vie et de liqueurs, ont convenu des dispositions ci-après :

Article premier

Le Gouvernement français appliquera les droits du tarif minimum en vigueur au moment de l'importation aux produits originaires ou en provenance d'Italie qui sont compris sous les n^{os} 171, 171 bis et 171 ter du tarif douanier français.

De son côté, le Gouvernement italien appliquera par voie autonome aux vins, cognacs, armagnacs, rhums et liqueurs originaires ou en provenance de France les droits ci-après :

Numéro du tarif douanier italien	Dénomination des marchandises	Droits en liras italiennes (y compris le coefficient de majoration, droit de 15% ad valor. supprimé.)
<i>Ex. 106. — Vins en bouteilles :</i>		
<i>1° d'un demi-litre au moins :</i>		
<i>ex alfa) Vins de Champagne et vins mousseux des régions ou crus d'Anjou et de Touraine, Saint- Peray, Gaillac et Clairette de Die et d'autres régions à déterminer (1)</i>		<i>par cent. 600</i>
<i>beta) Autres (non mousseux)</i>		<i>» 200</i>

(1) Le Gouvernement français se réserve le droit de notifier au Gouvernement italien les autres régions ou crus dont les vins devront être admis au bénéfice des droits prévus ci-dessus.

2° de plus d'un demi-litre et pas plus d'un litre:		
ex alfa) Vins de Champagne et vins mousseux		
des régions ou crus d'Anjou et de Touraine, Saint-		
Peray, Gaillac et Clairette de Die et d'autres régions		
à déterminer (1)	par cent.	1.000
beta) Autres (non mousseux)	»	300

<i>Ex. 110 Cognacs, Armagnacs et Rhums.</i> — 1° en fûts		
	par hect.	765
2° en bouteilles :		
alfa) d'un demi-litre ou moins	par cent.	480
beta) de plus d'un demi-litre et pas plus d'un		
litre	par cent.	800

<i>Ex. 111 Liqueurs.</i> — a) en fûts		
	par hect.	890
b) en bouteilles :		
1° d'un demi-litre ou moins	par cent.	670
2° de plus d'un demi-litre et pas plus d'un		
litre	par cent.	1.000

Il est entendu qu'en aucun cas l'un des deux Etats ne soumettra les produits de l'autre, visés par le présent avenant, à des droits moins favorables que ceux appliqués aux produits similaires de tout autre pays étranger.

Article 2

Le Gouvernement français s'engage à déposer dans le plus bref délai un projet de loi proposant au parlement d'inscrire au tarif minimum les droits ci-après pour les produits ci-dessous désignés :

(1) Le Gouvernement français se réserve le droit de notifier au Gouvernement italien les autres régions ou crus dont les vins devront être admis au bénéfice des droits prévus ci-dessus.

N° du tarif français	Dénomination des marchandises	Droits en francs français
<i>Ex 171 bis. — Vins autres que les vins de liqueur :</i>		
	Importés en fiasques d'une capacité de : deux litres environ (100 kg. poids brut diminué de 20 %)	120 fr.
	moins de deux litres (100 kg. poids brut dimi- nué de 25 %)	125 »
	Importés en bouteilles, flacons, cruchons et con- tenants analogues :	
	Vins mousseux par 100 kg. br.	140 »
	Vins autres que mousseux ... » »	180 »

A partir du moment où ces droits seront effectivement appliqués en France, le Gouvernement italien appliquera par voie autonome, aux produits ci-dessous désignés originaires ou en provenance de France, des droits qui ne seront pas supérieurs à ceux ci-après spécifiés :

Numéro du tarif italien	Dénomination des marchandises	Droits (lires italiennes) coefficient compris et droit de 15 % ad valorem supprimé.
<i>Ex. 106 Vins :</i>		
	1) <i>d'un demi-litre ou moins :</i> par cent	
	ex alfa) vins de Champagne	480
	ex beta) vins autres (non mousseux)	110 (1)
	2) <i>de plus d'un demi-litre et pas plus d'un litre :</i>	
	ex alfa) vins de Champagne	800
	ex beta) vins autres (non mousseux)	183 50 (1)

(1) Ce droit ne sera appliqué qu'aux vins de cru dont la dénomination et l'origine seront attestées par des pièces de régie délivrées par l'Administration française des Contributions Indirectes.

Article 3

Les Hautes Parties Contractantes se réservent le droit de maintenir le régime du contingentement pour les produits visés au présent accord.

Article 4

Il est entendu que sont maintenues les clauses déjà en vigueur en ce qui concerne les vins de Barbera, Barolo, Grignolino, Canelli, ainsi que le classement douanier du Fernet-Branca, comme eau-de-vie.

Dans le cas où la France accorderait à une tierce puissance, pour une spécialité quelconque de vin de liqueur, des réductions tarifaires, celles-ci seraient immédiatement étendues aux vermouths et Marsala d'origine ou de provenance italienne.

Article 5

Il est entendu que sont remises en vigueur les clauses de l'article 6 de l'accord commercial du 29 mai 1926 et de la liste A annexée à l'accord du 13 novembre 1922 concernant l'application de la surtaxe de production de l'alcool à l'importation en Italie des eaux-de-vie de vin, des liqueurs et des autres boissons alcooliques, édulcorées ou aromatisées, originaires ou en provenance de France.

Article 6

Le présent avenant sera ratifié et les ratifications seront échangées à Rome. Il sera mis en vigueur 10 jours après l'échange des ratifications et recevra son effet jusqu'au 30 septembre 1934. Toutefois, il sera mis en application, à titre provisoire, à partir du 1^{er} octobre 1933 à l'exception des mesures visées à l'article 2, qui, du côté français, sont subordonnées

à l'approbation du Parlement, et, du côté italien, dépendent de la mise en vigueur de celles-ci.

Chacune des deux Parties Contractantes aura la faculté de dénoncer le présent accord à tout moment pour en faire cesser les effets un mois après la dénonciation. Toutefois, cette dénonciation ne pourra être effectuée par l'une des Hautes Parties Contractantes qu'au cas où l'autre établirait, pour l'un des produits visés, un régime moins favorable que celui qui est déterminé par le présent accord.

En foi de quoi, les plénipotentiaires soussignés dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent avenant et l'ont revêtu de leurs cachets.

Fait à Paris, en double exemplaire,

Le 1^{er} octobre 1933.

Signé : PAUL-BONCOUR.

SERRE

Francesco FRANSONI

PROTOCOLE DE SIGNATURE

Au moment de procéder à la signature de l'Avenant au « *modus vivendi* » commercial du 4 mars 1932, conclu en date de ce jour, les plénipotentiaires soussignés sont convenus d'en préciser ainsi qu'il suit les dispositions, en ce qui concerne les quantités à importer.

I. — Importation en France

a) Pour les vins originaires ou en provenance d'Italie, importés autrement qu'en bouteilles, flacons, cruchons et contenants analogues, repris sous le n° 171 du tarif douanier fran-

çais, l'Italie pourra importer, à partir de la mise en application provisoire dudit avenant et jusqu'au 30 septembre 1934 des quantités non inférieures à 10 % du contingent global des vins et des mouûts, fixé pour l'importation en France de ces produits pour la période du 1^{er} octobre 1933 jusqu'au 30 septembre 1934. Ces quantités seront importées par trimestre dans une limite qui ne pourra dépasser les proportions suivantes :

4 ^e trimestre 1933	30 %
1 ^{er} trimestre 1934	35 %
2 ^e trimestre 1934	25 %
3 ^e trimestre 1934	10 %

Si les chiffres prévus pour un trimestre ne sont pas atteints, les quantités non utilisées seront reportables, suivant les proportions indiquées ci-dessus, sur les trimestres suivants de l'année vinicole.

b) Pour l'importation en France de liqueurs d'origine ou en provenance d'Italie, aucune modification n'est apportée au régime prévu par l'échange de notes en date du 23 mai 1926.

II. — Importation en Italie.

a) Pour les vins mousseux en bouteilles, originaires ou en provenance de France, repris sous les positions 106 b/1 alfa et 106 b/2 alfa du tarif douanier italien, il est accordé, à partir de l'application provisoire dudit avenant et jusqu'au 30 septembre 1934, un contingent égal à 74 % de la quantité totale importée en Italie pendant l'année 1931 d'après les statistiques italiennes.

b) Pour les produits suivants originaires ou provenant de France, sont accordés, à partir de la mise en application pro-

visoire dudit avenant et jusqu'au 30 septembre 1934, les contingents ci-après indiqués :

<i>N^{os} du tarif italien</i>	<i>Dénomination des marchandises</i>	<i>Contingents</i>
106 — b 1 — beta 2 — beta	Vins en bouteilles	33.400 bouteilles
110 a — I	Cognacs et armagnacs en fûts ou en dames-jeannes	84 hectos
110 a — 2 alfa et beta	Cognacs et armagnacs en bouteilles .	75.000 bouteilles
110 a — I	Arac, rhum et whisky en fûts ou en dames-jeannes	42 hectos
110 a — 2 alfa et beta	Arac, rhum et whisky en bouteilles.	5.000 bouteilles
110 b — I	Eaux-de-vie autres, en fûts ou en dames-jeannes	14 hectos
110 b — 2 alfa et beta	Eaux-de-vie autres, en bouteilles ..	1.050 bouteilles
111 a —	Liqueurs en fûts ou en dames- jeannes	10 hectos
111 b —	Liqueurs en bouteilles	66.800 bouteilles

Les contingents visés aux paragraphes a et b ci-dessus seront répartis par trimestre en quantités égales. Si les chiffres prévus pour un trimestre ne sont pas atteints, les quantités non utilisées seront reportables sur les trimestres suivants.

Le présent protocole entrera en vigueur à la même date que l'avenant lui-même et en suivra le sort.

Fait à Paris, en double exemplaire.

Le 1^{er} octobre 1933.

Signé : PAUL-BONCOUR.

SERRE

FRANCESCO FRANSONI

Ce traité a été conclu pour un an, soit jusqu'au 30 septembre 1934. Pendant cette durée, l'Italie a bénéficié du tarif minimum pour les importations de vins et de produits vinicoles repris aux n^{os} 171, 171 bis et 171 ter du tarif douanier français ; cette concession a été accordée aux vins italiens pour une quantité correspondant à 10 % du solde du contingent global des vins édicté pour les « pays autres » ; autrement dit, cet accord n'entraînera aucune importation supplémentaire par rapport à la quantité totale de vins ordinaires étrangers dont l'importation avait été envisagée comme possible au cours de la campagne 1933-34.

En outre, pour les vins autres que de liqueur importés en fiasques, bouteilles et flacons (ex 171 bis), le nouveau traité maintient l'engagement stipulé dans l'accord du 8 mai 1933 aux termes duquel le gouvernement français s'est engagé à déposer devant le Parlement un projet de loi apportant certaines réductions aux droits du tarif minimum actuel ; cet avantage peut sans inconvénient être accordé à l'Italie, car les vins italiens dont il est question, ne font pas concurrence à nos produits nationaux. Un projet de loi en ce sens a été déposé le 28 juin 1933.

*
**

En considération de ces avantages, l'Italie nous a consenti des contre-parties intéressantes pour notre exportation de champagnes, vins de crus, cognacs, armagnacs, rhums et liqueurs, consistant dans des réductions de droits et des élargissements de contingents :

a) Les droits figurant à l'accord du 1^{er} octobre 1933 apportent des réductions très importantes à ceux édictés en août 1933.

En ce qui concerne les champagnes et vins mousseux, le droit par bouteille est ramené de 22 à 10 liras et celui des vins autres que mousseux est fixé à 3 liras.

Pour les cognacs et rhums, les nouveaux droits sont de 765 litres l'hectolitre (au lieu de 1320 litres) et de 8 litres la bouteille (au lieu de 14 litres 70). Quant aux liqueurs, elles passent, en fûts, de 1.170 litres l'hectolitre à 890 litres et, en bouteilles, de 13 litres 20 à 10 litres la bouteille.

Ce ne sont pas là des droits définitifs puisque des réductions nous seront accordées lorsque le projet de loi, dont nous avons parlé plus haut, sera voté par les Chambres.

Il convient d'ajouter que les anciens droits étaient augmentés de la surtaxe de 15 % ad valorem instituée par le décret royal du 24 septembre 1931, qui a été supprimée pour tous les produits visés à l'accord.

b) Elargissement des contingents :

Au mois d'août 1932, alors qu'elle établissait des droits prohibitifs sur les champagnes, cognacs, liqueurs, etc., l'Italie avait soumis ces mêmes produits à des contingents extrêmement réduits, correspondant à 50 % de l'importation de 1931 ; nous n'avons pas pu en obtenir la suppression, puisque nous-mêmes contingents l'importation des vins italiens, mais nous sommes parvenus à les faire élargir très notablement.

Ainsi, du 1^{er} octobre 1933 au 30 septembre 1934, la France a pu importer en Italie :

- 74 % de nos exportations de 1931 pour le Champagne ;
- 33.400 bouteilles de vins de crus ;
- 7.500 bouteilles de cognac ;
- 5.000 bouteilles d'arak, rhum et whisky ;
- 66.800 bouteilles de liqueur.

*
**

Conformément aux clauses de l'avenant du 1^{er} octobre 1933, le Parlement français par une loi du 17 juillet 1934 (*Journal officiel* du 19 juillet), a approuvé la modification de notre tarif douanier concernant l'importation en France des vins en fiasques, bouteilles, etc... ; en conséquence, les droits réduits à

l'entrée en Italie prévus dans l'accord en question pour les vins de champagne et les *vins autres* en bouteilles ont été mis en application en Italie le 19 juillet 1934.

Un échange de lettres du 9 novembre 1934, mis en vigueur par décret du 25 janvier 1935 (*Journal officiel* du 30 janvier 1935) a prorogé pour une période de un an l'avenant du 1^{er} octobre 1933 au *modus vivendi* du 4 mars 1932 concernant le régime des vins, eaux-de-vie et liqueurs entre la France et l'Italie.

Cette prorogation a produit ses effets à partir du 1^{er} octobre 1934 jusqu'au 30 septembre 1935.

*Politique contractuelle de l'Italie avec les pays autres
que la France en ce qui concerne les vins.*

Bien qu'étant, comme nous l'avons indiqué, un pays grand producteur de vin, l'Italie n'exporte qu'une faible partie de sa récolte.

Le vin ne constitue pas, pour elle, un produit national qu'il faut à tout prix écouler, comme c'est le cas pour l'Espagne et surtout pour le Portugal. Ici d'autres rubriques plus importantes figurent dans le tableau de l'exportation. Citons simplement les soies, le riz, le marbre, le soufre, les fromages, etc... On comprend, dans ces conditions que, dans les accords commerciaux signés avec les pays autres que la France, l'Italie ait cherché à obtenir des concessions pour ces produits et non pour les vins et cela explique l'intérêt secondaire que le gouvernement de la Péninsule attache à la défense de la viticulture.

Nous reproduisons ci-dessous les dispositions qui intéressent la politique vinicole italienne.

I. *Allemagne.* — L'avenant au traité de commerce et de navigation italo-allemand du 31 octobre 1925, signé à Rome le 3 mars 1932, stipule dans son article II :

« A l'importation des vins italiens de liqueur, qui sont

« accompagnés de certificats dont le modèle sera établi d'accord entre les deux gouvernements, on ne procédera pas en Allemagne à l'analyse de contrôle prévue au paragraphe 17 a) de l'ordonnance douanière allemande sur les vins, lorsque les vins de liqueur sont importés en wagons-citernes ou en wagons-réservoirs, ou bien s'ils sont importés par colis lorsque les expéditions atteignent un poids brut maximum de deux quintaux dans tous les cas, s'il s'agit d'expéditions en transit direct à travers un pays tiers avec lettre de voiture directe, et le timbre ou le cachet de fermeture officielle intacte. »

II. *Autriche*. — Le protocole additionnel au traité de commerce et de navigation italo-autrichien du 28 avril 1923, signé à Rome le 14 avril 1932, prévoit dans son article II :

« La nomenclature et les droits conventionnels établis dans le traité susdit pour le n° ex 109 a) (vins et moût de raisins) du tarif autrichien sont remplacés comme suit :

N° du Tarif autrichien	NOMENCLATURE	Droits d'entrée en couronnes-or (par quintal)
<i>Ex. 87</i> Vins et moûts de raisins :		
<i>Ex. a)</i> en fûts :		
	Vins d'une teneur alcoolique de 10° à 13° ..	35
	Vermouth d'une teneur alcoolique jusqu'à 18°	40
	Marsala d'une teneur alcoolique jusqu'à 20°..	40
<i>Ex. b)</i> en bouteilles :		
	Vermouth d'une teneur alcoolique jusqu'à 18°	80
	Marsala d'une teneur alcoolique jusqu'à 20°..	80

Ad. n° 87. — « Il est entendu que, en tout cas, les vins italiens ne pourront pas être soumis à des droits autres ou plus élevés que ceux qui sont ou seront applicables aux vins les plus favorisés d'une autre provenance quelconque. »

III. *Roumanie*. — Un long traité de commerce et de navigation a été signé à Rome entre l'Italie et la Roumanie, le 5 janvier 1934.

La seule disposition relative à l'importation en Roumanie des vins italiens se trouve au chapitre II du protocole final. Elle est ainsi conçue :

Ad. n° 440. — « Les vins en fiasques d'une capacité supérieure à un litre et demi suivent le régime des vins en fûts.

Ad. n°s 440 et 441. — « Dans le cas où la Roumanie accorderait à un pays tiers des réductions de droits de douane ou d'autres faveurs spéciales, y compris celle concernant la surtaxe sur l'alcool, à n'importe quelle spécialité de vins sans adjonction de sucre, les mêmes réductions et faveurs seront appliquées, immédiatement et dans la même mesure, aux spécialités italiennes de vins : Chianti, Barolo et Barbaresco.

« De même les réductions et les faveurs que la Roumanie accorderait à un autre Etat quelconque, quant aux vins de liqueur et aux vins mousseux, seront appliquées, immédiatement et dans la même mesure, respectivement aux vins de Marsala et Vermouth et aux vins Asti Spumante et autres Spumanti italiens.

« Le traitement dont ci-dessus sera accordé aux vins italiens même dans le cas où il s'agit de réductions et faveurs concédées à un Etat tiers quelconque pour les vins ayant une appellation d'origine particulièrement protégée par les lois du pays producteur.

Pour le traité italo-espagnol du 15 mai 1932, on trouvera les passages intéressant le vin, reproduits aux pages 65 et 66.

IV. *Salvador*. — Le traité de commerce signé entre le Salvador et l'Italie le 19 mars 1934, stipule dans son article 12 :
« Les produits naturels ou fabriqués en provenance d'Italie ou de ses colonies et possessions, énumérés dans le tableau joint

« au présent traité, seront admis à leur importation au Salvador avec la détaxe douanière portée au même tableau. »

Celui-ci comprend la liste des articles italiens qui jouiront à leur importation au Salvador d'une détaxe de 15 % sur les droits contenus au tarif général parmi lesquels figurent :

« Les vins blancs de table, jusqu'à 16° (en bouteilles, en barils ou autres récipients).

« Les vins rouges de table, jusqu'à 16° (en bouteilles, en barils ou autres récipients).

« Les vins généreux, sucrés et aigres, jusqu'à 20° (en bouteilles, en barils ou autres récipients).

Les vins mousseux blancs et rouges (en bouteilles, barils ou autres récipients).

Dans une note annexe, « il est entendu que sera maintenu le rapport ou la différence qui existent, au moment de l'application du présent traité, entre les droits d'importation relatifs aux vins mousseux, blancs et rouges, en bouteilles ou en barils et autres récipients, et ceux relatifs aux vins de Champagne, mousseux, en bouteilles ou en barils et autres récipients. »

Cette clause précise que les vins mousseux (Spumanti) italiens ne jouiront pas, à l'importation au Salvador, des avantages qui sont consentis à nos vins de Champagne.

ESPAGNE

Les statistiques espagnoles remontent, pour les vins, jusqu'au commencement du dernier siècle. A cette époque, la vigne, sur le territoire de la Péninsule, couvrait 400.000 hectares.

En 1886, le Conseil supérieur de l'Agriculture indiquait une superficie cultivée de 1.800.000 hectares. L'exportation des vins était considérable et constituait une ressource importante.

Déjà, à cette date, la question des vins constituait la clé de voûte d'une entente commerciale entre la France et l'Espagne.

Depuis, la production annuelle espagnole de vins a oscillé autour de 20 millions d'hectolitres.

Les statistiques accusent les chiffres suivants :

1913	17.105.000	hectolitres
1914	16.167.000	—
1920	26.770.000	—
1921	19.204.000	—
1922	25.671.000	—
1923	22.178.000	—
1924	21.745.000	—
1925	26.697.000	—
1926	15.750.000	—
1927	28.325.000	—
1928	22.084.000	—
1929	24.997.000	—
1930	18.228.000	—
1931	19.074.000	—
1932	19.036.000	—

Sur ces quantités, il a été exporté :

3.841.000	hectolitres en	1913
3.486.000	—	1930
3.386.000	—	1931
1.975.000	—	1932

Comme le tableau suivant l'indique, la France absorbe la majeure partie de l'exportation espagnole de vin.

1927	.....	2.724.594	hectolitres
1928	.....	3.733.640	—
1929	.....	1.797.406	—
1930	.....	1.587.215	—
1931	.....	2.144.137	—
1932	.....	624.026	—
1933	.....	1.323.794	—

Politique contractuelle franco-espagnole sur les vins.

Les relations commerciales franco-espagnoles, ont été réglées jusqu'en 1881 par les stipulations du traité dit *Pacte de famille*, de 1761, et par la convention explicative du 2 janvier 1768, rétablie par un acte additionnel au traité de paix du 20 juillet 1814. Par ces divers accords les deux pays s'accordaient réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée.

L'abandon en 1861, par Napoléon III de la politique libre-échangiste pratiquée jusque là par la France, a amené l'Espagne à signer avec notre pays un traité de commerce. A partir de ce moment, nos exportations vers la Péninsule tombent au-dessous de nos importations, alors que la balance commerciale s'était toujours maintenue, jusqu'à cette date, en notre faveur. Il est vrai que si nos exportations avaient diminué, par contre les importations s'étaient accrues, surtout en raison des vins espa-

gnols qui venaient remplacer la récolte déficitaire des vignobles français, détruits par le phylloxera. La reconstitution du vignoble et l'imposition de droits de douane élevés ont rapidement arrêté l'importation des vins espagnols.

C'est dans ces conditions que fut négocié et signé le *modus vivendi* de 1893 qui eut aussi pour résultat de mieux équilibrer nos échanges commerciaux avec la Péninsule. A partir de 1894, nos importations tombent au-dessous de 300 millions, mais restent toujours supérieures à nos exportations.

I) *Modus vivendi* du 30 décembre 1893. — Par cet accord, les deux gouvernements s'octroyaient le bénéfice de leurs tarifs réduits.

Par ailleurs, il était stipulé que la France consentait à faire connaître au gouvernement de Madrid, les procédés et appareils usités dans les laboratoires chimiques établis dans les bureaux de douane pour l'analyse des vins. Elle consentait en outre à ce que les bureaux de douane français, en cas de contestation, tinsent compte, autant que possible, des certificats d'analyse émanant des « Instituts du gouvernement royal d'Espagne », étant bien entendu que cette disposition ne devait porter aucune atteinte au droit de la France de procéder, comme elle l'entendait, à l'analyse des vins importés.

Ce régime fût appliqué sans heurts jusqu'en 1906. A cette date, l'Espagne pour favoriser l'industrie naissante sur son territoire, augmenta les droits de douane prévus à son tarif. De là naquit la célèbre « Arancel » de 1906. A partir de ce moment l'Espagne est devenue, après les Etats-Unis, le pays le plus protectionniste du monde.

L'émotion causée a été grande en France. Il faut, pour s'en rendre compte, lire le rapport très documenté déposé par M. Gustave Laguionie à la Chambre de Commerce de Paris.

Des mesures de rétorsion étaient prises par les puissances étrangères contre les articles espagnols, et naturellement contre

le produit principal, le vin. De cet état de choses devait naître en Espagne un conflit entre agriculteurs et industriels. Les premiers estimaient que l'Arancel sacrifiait leurs propres intérêts à ceux des industriels.

Des négociations furent engagées. Les discussions furent longues et laborieuses, surtout en raison de la question de savoir quels seraient les droits à appliquer aux vins espagnols à leur entrée en France. Il fut impossible d'arriver à élaborer un véritable traité de commerce. Pour éviter une rupture, dont personne ne voulait, et dont d'autres puissances eussent certainement profité, on se contenta, par échanges de notes, de maintenir le « statu quo ».

II. *Echange de notes du 29 novembre 1906.* — D'après cet acte signé au nom des deux gouvernements par M. Cambon, ambassadeur à Madrid et par S. Exc. M. Pió Gullón, ministre d'Etat, il résultait que la France et l'Espagne reconnaissaient qu'il y avait lieu de proroger « sine die » le « modus vivendi » du 30 décembre 1893.

Ce régime s'est perpétué jusqu'à 1914. Pendant la guerre l'Espagne a connu un important essor industriel qui a cessé en 1918. La crise qui a suivi a rendu plus aigu que jamais l'antagonisme entre l'Espagne industrielle et l'Espagne agricole.

Les viticulteurs en particulier protestaient contre un protectionnisme qui attirait sur les vins de la Péninsule, si recherchés pendant la guerre, les représailles douanières de leurs principaux clients.

Avec le Cabinet Maura vint au pouvoir, en août 1921, un ministre des Finances, M. Cambo, ultra-protectionniste, qui édicta, le 12 février 1922, un nouveau tarif établissant deux colonnes de droits : l'une des droits prohibitifs, dite tarif de représailles; l'autre, destinée à servir de base aux négociations commerciales, mais qui était encore très élevée.

Ce tarif amena, de même que l'« Arancel » de 1906, de

véhémentes protestations, non seulement de l'étranger, mais de l'intérieur, où on le surnomma « le tarif de la faim ».

Aussi, pour éviter une guerre de tarifs qui menaçait d'isoler économiquement l'Espagne, M. Bergamin, ministre des Finances du Cabinet Sanchez-Guerra, fit voter la loi des « Autorisations » permettant au gouvernement de consentir des réductions de 20 % sur les droits de la deuxième colonne, sous réserve d'avantages corrélatifs pour l'Espagne.

Dès lors, des négociations furent engagées avec plusieurs pays étrangers et aboutirent à des traités de commerce.

III. *Convention du 8 juillet 1922.* — Avec la France, les conversations furent amorcées après la rupture provoquée entre les deux pays par le relèvement en 1921, des droits du tarif français, sur les vins étrangers.

L'Espagne protesta vivement contre cette mesure portant atteinte à son exportation mais, malgré de nombreuses séances, les délégués des deux Gouvernements ne purent arriver à une solution et les pourparlers, qui s'étaient poursuivis durant le premier semestre de 1922, furent arrêtés par la question des droits de douane appliqués aux vins à leur entrée en France, question sur laquelle nos viticulteurs, ainsi que les exportateurs espagnols manifestaient, en sens opposé, une égale intransigeance.

On savait à Paris que le gouvernement de la Péninsule faisait d'une réduction du coefficient de majoration du droit appliquée aux vins ordinaires, la condition *sine qua non* d'un accord.

On n'ignorait pas non plus, dans les milieux intéressés et administratifs, que les Chambres préféreraient rejeter une convention, fût-elle favorable à notre commerce, plutôt que de consentir un abaissement quelconque des droits sur les boissons.

Un vote intervenu le 31 décembre 1921, par surprise, permit au Gouvernement de modifier ces droits par simple décret. Dès

lors, après la signature de l'accord franco-espagnol du 8 juillet 1922, le coefficient 2,6 applicable au droit de 12 fr. qui frappait les vins importés en France, fut ramené à 2 fr. 05.

Le gouvernement, craignant un vote défavorable si le Parlement était renseigné sur les concessions faites à l'Espagne, chercha à masquer la vérité. Dans ce but, la convention du 8 juillet 1922 ne fût déposée sur le bureau de la Chambre qu'un an après la signature et ne vint jamais en discussion. Au surplus l'exposé des motifs qui la précédait ne faisait aucune allusion au décret modifiant les droits de douane sur les vins.

Celui-ci non plus ne fut jamais porté devant les Chambres. Mais il y avait plus : ni la convention, ni le protocole ne parlaient de l'engagement pris par la France de modifier les droits sur les vins titrant moins de 12°. Il fallut attendre le décret du 11 juillet 1922 pour établir une liaison entre les dispositions conventionnelles et légales.

Cependant, le protocole annexe à la Convention du 8 juillet contenait la disposition suivante : « Le Gouvernement français s'engage à déposer, dans un délai aussi rapproché que possible, un projet de loi tendant à appliquer une nouvelle tarification commune aux mistelles et aux vins de liqueur. Ce projet contiendra une disposition spéciale en vertu de laquelle les vins de liqueur pourraient, par dérogation à l'article 3 de la loi du 11 juillet 1898, renfermer une quantité d'acide sulfureux, exprimée en sulfate neutre de potasse supérieure à deux grammes par litre. »

Le mesure prévue au protocole fut prise, sauf en ce qui concerne l'anhydride sulfureux, par le décret du 11 juillet 1922.

Dès ce moment, une tarification nouvelle remplaça celle du n° 170 *ter* du tarif douanier français. Le projet de loi tendant à la ratification du décret du 11 juillet 1922, a été déposé le 20 octobre 1922 et n'est jamais venu en discussion.

Néanmoins, les résultats de cet accord furent incontestablement satisfaisants. Avant la guerre, notre balance commerciale avec l'Espagne avait toujours été déficitaire. Or, de 518 mil-

lions en 1922, notre exportation a passé en 1925 à 1.421 millions. La convention n'a pas été moins avantageuse pour le commerce de la Péninsule, surtout pour ses primeurs et ses vins. C'est ainsi que de 349 millions en 1922, l'exportation espagnole est passée en 1925 à 835 millions.

Pourtant l'accord a été mis en péril dès l'année 1923, du fait de la crise viticole dans le Midi de la France. En 1922, en effet, la récolte a été excédentaire de 20 millions d'hectolitres sur notre consommation normale. Il en est résulté une grave mévente que les viticulteurs ont attribuée pour une large part aux importations étrangères. C'était là une exagération évidente, si l'on remarque que les importations de vins d'Espagne se sont élevées à 1.400.000 hectos pour 1922, en diminution manifeste sur les importations des années précédentes.

Nos viticulteurs demandèrent une augmentation de droits sur les vins, ainsi que la revision de l'accord de 1922. Etant donné, aux yeux des autorités de Madrid, l'importance de la question, une telle mesure aurait provoqué la dénonciation de l'accord.

a) *Avenant du 19 octobre 1924.* — Ce texte, ne contenant aucune modification au régime des échanges vinicoles franco-espagnols, est intervenu à la suite d'un échange de lettres entre l'Ambassadeur de France à Madrid et le Président intérimaire du Directoire militaire espagnol.

L'arrivée au pouvoir du général Primo de Rivera en septembre 1923, qui avait instauré en Espagne une politique économique en vue d'arriver à ce que la Péninsule, surtout au point de vue agricole, puisse se suffire à elle-même, avait nécessité les ajustements contenus dans l'acte modificatif de 1924.

Cependant, les engagements pris par le gouvernement précédent dans les traités de commerce s'opposaient à l'application immédiate de cette politique. De là naquit la campagne en faveur de la revision des traités.

A l'égard de la France, la première escarmouche devait être motivée par la majoration de 30 % des droits français instituée par la loi du 4 avril 1926. Le gouvernement de Madrid prit prétexte de cette augmentation des droits de douane qui atteignait un produit essentiel de l'exportation espagnole, les vins, pour dénoncer l'accord de 1922 de manière qu'il vienne à expiration le 15 juillet 1926.

En réalité, la faible majoration des droits sur les vins n'était que la raison apparente de cette décision. Le gouvernement espagnol obéissait, d'une part, aux tendances protectionnistes des industries textiles de Barcelone et des industries métallurgiques de Bilbao et, d'autre part, voulait surtout, par la cessation d'un régime conventionnel établi avec la France, récupérer sa liberté d'action à l'égard des autres pays.

Cette liberté d'action, l'Espagne ne pouvait la recouvrer avant l'expiration de ses conventions avec l'Angleterre, l'Italie, la Norvège, la Suède, la Hongrie, etc..., qui ne prenaient fin qu'en avril 1927. Mais, dans cette situation, la France était exposée à rester soumise à un régime moins favorable que celui de ses concurrents.

b) *Avenant du 14 août 1926.* — Malgré les prétentions espagnoles, l'avenant du 14 août 1926 maintenait en vigueur la Convention de 1922 et y apportait deux modifications principales.

L'Espagne recouvrait sa liberté d'action. Elle ne manqua pas d'en user et au 31 décembre 1928, elle n'avait plus d'engagement tarifaire d'aucune sorte avec aucun pays. Il en est résulté pour notre commerce une situation de précarité qui s'est aggravée encore par la menace d'un nouvel Arancel prohibitif pour d'importants produits français. Cette mesure a été toujours différée et seul un décret du 28 décembre 1928 modifia les droits inscrits au 2^e tarif qui devint le tarif minimum.

A la date du 22 juillet 1930, l'Espagne procédait à l'augmentation de certains droits de douane et instituait le paiement

effectif en or des droits de douane pour un certain nombre d'articles intéressant l'exportation française.

Entre temps la loi française du 1^{er} janvier 1930 interdisait, dans son article 4, l'emploi de vins étrangers pour le coupage. Elle fut complétée par le règlement d'administration publique du 12 février 1930.

On peut dire que le « conflit » vinicole franco-espagnol fut engagé dès la promulgation de cette loi. En réalité, il existait, à l'état latent, bien avant la date du 1^{er} janvier 1930 si l'on remarque que la France était le plus grand producteur de vin du monde, que l'Espagne comptait beaucoup sur notre marché pour y placer une large partie de sa production, et que, de ce fait, qu'elles le voulussent ou non, les deux puissantes viticultures s'affrontaient sur ce terrain.

Dès la promulgation de la loi du 1^{er} janvier 1930, deux thèses qu'il convient de résumer se firent jour.

Thèse française. — Les viticulteurs français n'hésitaient pas, au début du siècle, à mouiller leurs vins ou à introduire des produits qui pouvaient les rendre dangereux, au point de vue sanitaire.

Ils eurent recours, pour obvier à la législation, votée en vue de mettre fin à ces méthodes, à un autre procédé. Ils inondaient les vignobles, peu avant les vendanges, de façon à forcer le raisin en eau : on obtenait ainsi un vin léger mais impropre à une vente un peu choisie.

Les viticulteurs se rabattirent, dès lors, sur un troisième procédé qui consistait à additionner leurs vins de coupages riches en degré et en couleur. C'est là l'origine des grands besoins français en vins de coupage étrangers, surtout espagnols.

A plus d'un titre, le coupage appelait la critique. La loi de 1930 avait pour but de répondre aux légitimes intentions ci-après :

a) assurer une production de vin vraiment français ;

b) surtout affranchir l'économie nationale d'une charge très onéreuse.

Thèse espagnole. — L'Espagne ne pouvait accepter, en sou-riant, ces mesures si préjudiciables à son exportation. Le prix du vin baissait, les transactions diminuaient, le marché espagnol était encombré.

Il fallait tenir compte que la France absorbait plus de 70 % du total de l'exportation espagnole, et cette quantité de vin importée servait au coupage en grande partie. Interdire le coupage, revenait donc à fermer, d'une façon indirecte mais certaine, notre frontière au vin espagnol puisque la récolte en France, pour 1930, était nettement excédentaire.

Un fait était certain : la France avait le droit et même le devoir de défendre sa viticulture, qui en avait grand besoin. Cette mesure a été, cependant, fort mal considérée de l'autre côté des Pyrénées, où on l'a qualifiée d' « acte contraire à la convention commerciale du 14 août 1926 ».

Des protestations furent adressées à la France de la part de l'Espagne... et aussi de la Grèce. Les deux nations estimaient que la loi du 1^{er} janvier 1930 violait les traités commerciaux les liant à nous.

Les viticulteurs espagnols alertèrent le gouvernement de Madrid. Par ailleurs la Confédération Nationale demandait que la Convention commerciale franco-ibérique fût dénoncée, dans le cas où les négociations diplomatiques pour obtenir une modification à la législation française n'aboutiraient pas.

Le journal *El Sol* reproduisant la réunion tenue à Madrid, par les viticulteurs espagnols écrivait, le 4 mars 1930 :

« Nous croyons que la République voisine n'a pas été très habile en approuvant cette loi, origine de représailles qui lui coûteront plus cher que son application lui vaudra de profits. Il convient d'ouvrir des négociations en vue d'éviter une guerre de tarifs. »

De fait, des conversations furent engagées. M. Quinones de Léon, ambassadeur d'Espagne et le Duc d'Albe, ministre des Affaires Etrangères se rencontrèrent avec M. André Tardieu.

Le 23 mai, les viticulteurs français et espagnols se réunirent à Biarritz, en vue de chercher, hors des sphères diplomatiques, une solution à cette question. A l'issue de cette réunion le Ministère du Commerce publiait, dans la presse, le 31 mai, le communiqué suivant :

« Les représentants des viticulteurs français et espagnols
« réunis à Biarritz, ont à la demande de leurs Gouvernements,
« examiné officieusement la situation réservée aux impor-
« tations en France des vins d'Espagne en application des dis-
« positions de la loi du 1^{er} janvier 1930.

« Les deux délégations se sont mises d'accord pour sou-
« mettre à leurs Gouvernements respectifs le mémoire portant
« les résumés des considérations que chacune d'elles a pré-
« sentées au cours des débats. »

M. Barthe, député, président de la Commission des Boissons de la Chambre, fit valoir que la France, en présence d'une grande surproduction était dans l'obligation de protéger sa viticulture.

Les négociations engagées à Madrid se poursuivirent du 14 au 22 octobre, puis du 5 au 18 décembre 1930, sans aboutir à aucun résultat.

Toutes les conversations avaient roulé sur la loi du 1^{er} janvier 1930 et son article 4.

Les concessions envisagées par la Délégation française, d'accord avec le Département de l'Agriculture et d'une façon plus ou moins secrète, avec les représentants les plus autorisés des groupes viticoles parlementaires, étaient les suivantes :

a) dérogation à l'article 4, pour permettre les coupages des vins français de qualité suffisante (8°) avec des vins espagnols de bonne qualité (13°);

b) amélioration de détail apportée au décret d'administration publique du 12 février 1930;

c) péréquation des taxes intérieures qui frappaient les vins de liqueur étrangers et les vins de liqueur français.

Pour rendre les concessions acceptables aux viticulteurs du Midi, et surtout pour donner satisfaction au désir, maintes fois exprimé par le Groupe viticole parlementaire et par la Commission des Boissons, de relever les droits frappant les vins étrangers à leur entrée en France (coefficient 7, c'est-à-dire 84 francs au lieu de 55 francs pour le tarif minimum), les négociateurs français offraient aux Espagnols un système de contingent, en vertu duquel il pouvait entrer en franchise une quantité déterminée de vins à un tarif modéré, le surplus étant soumis aux droits relevés.

Cette thèse n'a pas reçu l'approbation des délégués espagnols. Pour être objectif, il faut reconnaître que l'offre qui leur était faite constituait un peu un marché de dupes :

a) l'Espagne bénéficiait alors du tarif minimum, consolidé par l'accord italien de mars 1928, qui était de 55 francs par hectolitres et ne pouvait être augmenté;

b) toute idée de contingentement était odieuse aux autorités de la Péninsule, car ce régime devait, à leurs yeux, entraîner fatalement un trafic de licences;

c) la substitution d'un système de contingent à la libre importation marquait un abandon qui pouvait être exploité par les partis d'opposition;

d) l'imprécision de nos concessions. Sur la question quantité, on avait parlé d'un minimum de 600.000 hectos, pouvant être majorés annuellement d'après l'état de la récolte française.

D'autre part, comme les vins figurent dans la loi de Cadenas, la Délégation française ne pouvait pas promettre aux Espagnols la stabilité de droits, même pour un contingent limité.

Telles étaient les considérations qui motivèrent la suspension des négociations dans le courant du mois de décembre.

Quelle politique adopter dès ce moment ?

Dénoncer purement et simplement la Convention de 1922, nous le pouvions en droit strict ! Mais était-ce habile ?

Il apparut que notre situation aurait été meilleure, si nous pouvions mettre les Espagnols en face d'une situation aggravée, dont ils nous auraient demandé l'amélioration. Si les droits du tarif minimum pouvaient être portés à 84 francs, l'Espagne aurait considéré comme une faveur d'obtenir ensuite un large contingent au bénéfice de droits réduits.

C'est pourquoi le premier geste à accomplir était d'obtenir de l'Italie la déconsolidation des droits sur les vins. Ce n'est qu'après cette négociation que les pourparlers purent reprendre avec l'Espagne avec plus de chance de succès.

Ayant recouvré sa liberté tarifaire, le Gouvernement français, sous la pression des viticulteurs, porta le 1^{er} avril 1931, les droits du tarif minimum sur les vins de 55 francs à 84 francs l'hectolitre.

En outre, pour éviter un déséquilibre trop considérable entre les deux éléments de la balance commerciale, le décret du 27 août 1931, contingentait l'entrée des vins étrangers. Les contingents étaient fixés pour chaque année au chiffre total représentant la moyenne des importations de vins pendant les cinq dernières années.

Malgré cette mesure, les pourparlers se poursuivirent durant l'été de 1931 et pendant ce temps, le déficit de notre balance commerciale avec l'Espagne s'aggravait chaque mois.

Devant cet état de choses, le Gouvernement français fit connaître de la manière la plus nette qu'il attendait une prompte et définitive réponse à ses propositions de la part de la Délégation espagnole, sans quoi il se verrait contraint de reprendre sa liberté d'action.

Un terrain d'entente fut finalement trouvé et l'arrangement complémentaire pût être signé le 23 octobre 1931.

IV. *Arrangement complémentaire du 23 octobre 1931.* — L'article premier réglait la question des vins. L'Espagne

obtenait un contingent de 1.800.000 hectolitres au droit du tarif minimum, le taux de ce droit étant de 84 francs.

En outre, les deux Gouvernements convenaient, dans le protocole de signature, que les dispositions prévues à l'article premier de l'Arrangement, en ce qui concernait les vins moelleux, ne seraient mise en vigueur qu'après l'adoption des mesures législatives nécessaires.

Le Gouvernement français déclarait, de plus, en ce qui touchait à l'application du décret du 8 février 1930 et le régime des laissez-passer pour la vente des vins au détail, qu'il n'était pas dans ses intentions d'user de cette réglementation pour traiter les vins espagnols moins favorablement que les autres vins d'origine étrangère.

Il convient de remarquer que, d'après l'arrêté du 27 août 1931, l'Espagne aurait dû avoir la possibilité d'exporter vers la France un contingent annuel de 2.034.096 hectolitres. L'octroi de 1.800.000 hectolitres ne constituait donc pas, en fait, une concession de la part du Gouvernement français.

Pour éviter qu'à certaines époques les importations ne prissent un caractère massif propre à désorganiser le marché et les cours au plus grand détriment des producteurs français, le Ministère de l'Agriculture proposa d'échelonner l'entrée des vins en fractionnant par mois les contingents.

Les autres départements intéressés firent remarquer qu'une telle disposition était en opposition avec les termes des accords commerciaux nous liant à l'Espagne et au Portugal, et qu'il convenait d'engager une négociation à ce sujet avec les représentants de ces pays, en vue d'obtenir leur adhésion à ce projet.

L'entente avec l'Espagne fut conclue le 4 février 1933. Le Gouvernement de Madrid se déclarait disposé à accepter la suggestion française à la condition que son application fût compatible avec les exigences du commerce espagnol et qu'il fût tenu compte des conditions suivantes :

1° La distribution du contingent annuel n'aurait pas lieu sans la réduction préalable du pourcentage du blocage, de telle façon que les vins bloqués ne dépassent pas le 7 % de chaque expédition introduite en France en quantité supérieure à 400 hectolitres.

2° Les parties du contingent annuel ne devaient pas être inférieures à 150.000 hectolitres et les parties non importées dans chaque période pourraient être additionnées à celles des périodes successives, de sorte que le contingent annuel soit intégralement importé.

3° L'Espagne se réservait la faculté d'expédier des licences d'importation moyennant accord préalable avec l'administration française pour le détail.

4° Tant que les deux gouvernements ne seront pas parvenus à un accord formel sur les questions du coupage, le Gouvernement français devait adopter les mesures opportunes afin que les dispositions en vigueur fussent appliquées aux vins espagnols avec un esprit de grande tolérance.

Un arrêté du 14 février 1933, paru au *Journal officiel* du 15 février, stipulait que « l'importation des moûts de vendanges « et jus de raisin frais non fermentés, ou partiellement « fermentés, mutés autrement qu'à l'alcool, ou non mutés, « même pasteurisés (n° 171 du Tarif général des Douanes) et « des vins (autres que les vins de liqueur) provenant exclusive- « ment de la fermentation des raisins frais ou du jus de raisin « frais (n° 171 *bis* du Tarif général des Douanes), dont l'entrée « en France a été réglementée par le décret du 27 août 1931, est « subordonnée à l'obtention préalable d'autorisation d'impor- « tation délivrée par le Ministre du Budget. »

Un arrêté ministériel devait faire connaître trimestrielle- ment les quantités de moûts et vins à importer au cours de chaque mois du trimestre considéré.

Un second arrêté, du même jour, fixait les quantités à importer pour les mois de février et mars 1933, les parts étant

calculées compte tenu des importations effectuées au cours des mois d'octobre, de novembre et de décembre 1932.

Les chiffres fixés pour l'Espagne étaient de 177.450 hectolitres pour les mois de février et de mars.

Une ordonnance parue à la *Gaceta de Madrid*, le 16 février 1933, mettait la législation intérieure de la Péninsule en harmonie avec les accords signés avec la France.

*
**

Entre temps, l'accord du 23 octobre 1931 avait été vivement attaqué en Espagne. Les viticulteurs furent les premiers à protester, alléguant que leurs importations en France de vins étaient taxées à 84 francs l'hectolitre alors que celles de la Grèce ou de l'Italie bénéficiaient du droit de 55 francs.

En outre, les industriels catalans faisaient chorus, se plaignant, de leur côté, des concessions faites à la France qui, à les entendre, devaient porter un coup fatal à leurs intérêts.

Cette opposition gagna les milieux parlementaires mais ne se manifesta pas dans la pratique, comme on aurait pu le craindre, lors de l'examen de l'accord du 23 octobre 1931 par le Parlement espagnol.

Les critiques élevées contre ce traité ne pouvaient être soutenues si l'on faisait remarquer que, d'une part, aucun pays n'obtenait, en France, pour ses vins, un traitement plus avantageux que l'Espagne, car le traité avec l'Italie venait d'être dénoncé et l'accord franco-hellénique, s'il était encore en vigueur, ne jouait plus relativement au droit de 55 francs et que, d'autre part, la récolte française avait atteint 77 millions d'hectolitres en 1931, si bien que le Gouvernement français avait été obligé d'interdire aux propriétaires la vente d'une partie de leur récolte, en portant la proportion du « bloquage » jusqu'à 17 %.

Il est évident que dans ces conditions l'Espagne, comme le prétendaient certains parlementaires de la Péninsule, ne pouvait s'attendre à voir sa production de vin, s'élevant à 17 millions d'hectolitres, absorbée, en grande partie par le marché français.

*
**

Les deux Gouvernements s'étaient engagés, dans les lettres échangées le 23 octobre 1931, à ouvrir, dans le délai de 15 jours, une négociation destinée à compléter l'accord commercial intervenu à cette date. Ces conversations étaient rendues nécessaires, et prévues même dans son article 4, par le décret espagnol du 23 décembre 1931 instituant le principe du contingentement aux marchandises étrangères importées en Espagne.

Les négociations annoncées par les lettres du 23 octobre 1931, entamées à Madrid par notre Ambassadeur le 5 janvier 1932 se sont continuées jusqu'au mois de juin, époque à laquelle l'accord est intervenu entre les négociateurs.

V. *Echange de lettres du 14 juin 1933.* — Malgré le désir exprimé dans les lettres du 14 juin « d'adapter l'arrangement du 23 octobre 1931 aux conditions actuelles des échanges », la réglementation de l'importation en France des vins espagnols était éludée, cependant que les viticulteurs et les parlementaires de la Péninsule en avaient demandé la modification.

Il était simplement prévu à l'article premier de la lettre n° 1 que les contingents alloués à l'Espagne, pour l'importation des vins et des bananes, étaient maintenus jusqu'au 1^{er} octobre 1933.

Le Gouvernement espagnol s'engageait à ce que les contingents ne fussent pas dépassés. En outre, parmi les concessions faites au commerce français, figurait la réduction de 10 à

2 pesetas 50 sur le n° 1395 de l'Arancel sous lequel étaient repris les vins de Champagne.

VI. *Protocole du 31 octobre 1933.* — Le Ministère de l'Agriculture français ayant fixé le contingent global des vins étrangers à importer en France pour la campagne 1933-34 à 2.000.000 d'hectolitres, il ne pouvait plus être réservé à l'Espagne la part dans ce contingent qui lui avait été allouée par l'arrangement du 23 octobre 1931 et conservée par l'échange de lettres du 14 juin 1933.

En vue de mettre le régime contractuel franco-espagnol en harmonie avec la réglementation du contingentement des vins, des négociations furent ouvertes à Paris au début du mois d'octobre 1931 qui aboutirent à la signature d'un *Protocole* uniquement consacré aux vins que nous reproduisons intégralement :

« 1° Se référant aux négociations qui ont eu lieu dans le
« courant du mois d'octobre 1933, le Gouvernement espagnol
« et le Gouvernement français sont d'accord pour déclarer que
« les dispositions du paragraphe premier de l'article premier
« de l'arrangement complémentaire signé à Paris le 23 octo-
« bre 1931 ont cessé d'être applicables, à la date du 1^{er} octo-
« bre 1933, et sont remplacées par les suivantes :

« 2° Pour les vins et moûts originaires et en provenance
« d'Espagne, repris sous les numéros 171 et 171 *bis* du tarif
« douanier français, il est convenu que l'Espagne pourra
« importer en France des quantités au plus égales à 70 % du
« contingent global fixé par le Gouvernement français pour
« l'importation en France de ces produits pendant la cam-
« pagne viticole du 1^{er} octobre 1933 jusqu'au 30 septembre 1934.

« Les importations de vins espagnols continueront à être
« fractionnées par douzièmes dans les conditions prévues par
« l'entente intervenue le 4 février 1933.

« 3° Il est entendu que les Hautes Parties Contractantes

« reprennent leur entière liberté d'action à partir du 1^{er} janvier 1934, sans qu'il soit nécessaire de donner l'avis préalable « prévu à l'article 8 de l'arrangement complémentaire du « 23 octobre 1931. »

VII. *Convention du 6 mars 1934.* — Comme, à partir du 1^{er} janvier 1934, les traités de commerce réglant les échanges commerciaux franco-espagnols, prenaient fin sans besoin de préavis, il était expédient d'engager au plus tôt des négociations en vue d'élaborer un nouveau statut commercial entre les deux pays.

Cependant, malgré plusieurs tentatives en ce sens faites par le Ministère français des Affaires étrangères, la Délégation espagnole ne put prendre contact avec la nôtre que le 8 janvier 1934. Les accords antérieurs furent prorogés et, en fait, furent appliqués jusqu'à la signature de la Convention du 6 mars 1934.

Celle-ci se divise en deux parties :

1° Une convention de commerce et de navigation renfermant toutes les stipulations dont le maintien pour un long délai paraît possible;

2° Un arrangement concernant les contingents ainsi que les dispositions de caractère transitoire.

Tous les avantages antérieurement obtenus sont maintenus; en matière tarifaire, la clause de la nation la plus favorisée est accordée à tous les produits qui nous intéressent.

En outre, les produits français pourront bénéficier, dans la plupart des cas, de la dispense de justification d'origine et les marques collectives et même particulières pourront en tenir lieu. De plus, les appellations d'origine bénéficient d'une protection complète, donnant toute satisfaction au Ministère de l'Agriculture.

Les articles 12, 13 et 14 de la Convention traitent de cette dernière question.

A l'arrangement complémentaire sont prévues les mesures réglementant, entre les deux pays, le commerce des vins.

Nous reproduisons les articles 13 et 14 de l'arrangement :

« ART. 13. — Les vins de liqueur bénéficiant légalement
« d'une appellation d'origine espagnole (Malaga, Jerez, Ali-
« cante, etc...) originaires ou en provenance d'Espagne, jouiront
« du régime le plus favorable que la France a accordé ou pour-
« rait accorder à l'avenir aux vins de liqueur d'autres pays.

« ART. 14. — Le contingent de vins, de vins mutés au soufre,
« et de moûts accordés à l'Espagne, sera fixé pour chaque cam-
« pagne viticole à 70 % du contingent total et réparti suivant
« les pourcentages ci-après :

Octobre-décembre	30 %
Janvier-mars	35 %
Avril-juin	25 %
Juillet-septembre	10 %

« Les quantités n'ayant pas été importées pendant un tri-
« mestre seront reportables sur les trimestres suivants. Il reste
« entendu que la législation française actuelle, exempte du
« blocage les vins mutés au soufre et les moûts et que la gestion
« du contingent des vins et des moûts est maintenue au Gou-
« vernement espagnol. »

Il est spécifié au § 6 de l'article 21 de l'Arrangement que les droits de douane frappant les « champagnes » sont maintenus à 2 pesetas-or 50 par litre; les cognacs et armagnacs acquitteront désormais 245 pesetas-or par hectolitre, ce qui constitue un abattement de 45 % sur les droits antérieurs.

L'Espagne accepte notre système de contingentement ainsi que les réductions qui ont frappé certains de ses articles les plus importants : les bananes et les vins.

Il y a lieu de remarquer que, pour ces derniers, le contingent alloué à l'Espagne représente 70 % du contingent global,

soit 1.400.000 hectolitres de vins au lieu de 1.800.000 hectolitres, quantité qui avait été accordée à la Péninsule par le traité du 23 octobre 1931.

L'arrangement du 6 mars 1934 n'est plus en vigueur depuis le 1^{er} février 1935.

Des négociations engagées à Madrid dès le début de l'année 1935 et continuées à Paris en vue de procéder à son renouvellement n'ont pas abouti.

La convention du 6 mars 1934 a été dénoncée par l'Espagne; elle cessera ses effets le 1^{er} juillet 1935.

*Politique contractuelle commerciale espagnole
avec les pays autres que la France.*

Nous relevons dans les traités de commerce conclus par l'Espagne avec ses principaux fournisseurs ou ses principaux clients les passages qui se rapportent à sa politique vinicole.

1. *Allemagne.* — Un traité hispano-allemand a été signé à Berlin le 18 février 1933, pour compléter la convention commerciale du 7 mai 1926.

Il convient de citer :

« ART. 3. — A l'importation des vins de liqueur espagnols, « accompagnés des certificats en espagnol et en allemand, con- « venus entre les deux Gouvernements, l'analyse d'identité « prévue par les ordonnances douanières sur les vins, ne sera « pas exigée, d'une manière générale, lorsque ces vins seront « importés en wagons-foudres ou en colis, en expéditions de « deux quintaux, comme poids brut maximum, en transit « direct par voie terrestre, à travers un pays tiers avec des « documents de transit et avec les plombs officiels, intacts. »

Un échange de notes annexé au traité règle, presque par le menu détail, les modalités d'application prévues, en général, par l'article 3 de l'Arrangement additionnel. Il est impossible de

reproduire ce document qui ne compte pas moins de vingt pages de détails fastidieux par leur quantité.

II. *Esthonie*. — Le traité de commerce signé entre l'Espagne et l'Esthonie le 23 juin 1932 et approuvé par les Cortès le 11 juillet 1932, contient plusieurs articles relatifs aux vins.

« ART. 9. — Chacune des Hautes Parties Contractantes
« s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires pour pour-
« suivre sur son territoire l'emploi abusif des appellations
« d'origine géographique des produits de l'autre Partie, spé-
« cialement en ce qui concerne les produits vinicoles à condition
« que ces appellations soient dûment protégées dans les pays
« d'origine et aient été notifiées par le Gouvernement intéressé.

« Seront considérées comme employées abusivement, les
« appellations d'origine de l'un des deux pays, lorsqu'elles
« seront appliquées à des produits auxquels les dispositions
« législatives ou réglementaires dudit pays n'accorderont pas
« ce bénéfice.

« En ce qui concerne spécialement les produits vinicoles,
« l'Esthonie reconnaît expressément l'appellation des vins de
« Xérès, Malaga et Tarragone, correspondant exclusivement aux
« vins récoltés dans ces régions espagnoles et elle s'engage à
« empêcher l'emploi de ces appellations d'origine pour désigner
« des vins différents de ceux de Xérès, Malaga et Tarragone,
« même si l'origine des vins est mentionnée ou si l'appellation
« abusive est accompagnée de certains termes rectificatifs, tels
« que « genre », « style », « type », « plant » ou autres, capables
« de prêter à confusion sur la véritable origine de la marchan-
« dise. »

A la liste A figurent les droits appliqués aux vins espagnols qui payent 2 couronnes-or esthoniennes par kilogramme brut. Il est prévu que seront seulement importés les vins de Xérès, Malaga et Tarragone, contenant plus de 16° et moins de 25° d'alcool.

En outre, ne pourront bénéficier de ce droit que les vins accompagnés d'un certificat d'origine et d'analyse délivré par les stations œnologiques et les sections agronomiques espagnoles justifiant que ces vins proviennent réellement des régions de Xérès, Malaga et Tarragone et certifiant leur pureté.

III. *Italie.* — Le statut commercial hispano-italien est régi par la Convention de commerce et de navigation du 15 mars 1932.

L'addendum à l'article 7 du *Protocole final* se rapporte aux vins.

Il est ainsi libellé :

Ad. Article 7 :« L'Italie fait une réserve au sujet de la « prohibition d'exportation des vins en fûts, en dames-jeannes « ou en wagons-foudres.

« Toutefois, l'Italie s'engage à autoriser annuellement l'im-
« portation des vins d'Espagne dans la limite de 30.000 hecto-
« litres par an.

Au protocole, les deux Gouvernements s'engagent à ne pas augmenter les droits sur un certain nombre d'articles, parmi lesquels figurent les vins.

Les droits consolidés applicables sont :

1°) à l'entrée en Italie :

N° du tarif italien

Ex. 106 Vins :

lires-or

Ex. a) Vins généreux :

Malaga, Xérès, Tarragone, Priorato, en fûts,
dames-jeannes ou wagons-foudres, par hect. (1)

73 50

1. Avec coefficient d'augmentation de 0,5,

Ex. b) en bouteilles :

ex. 1) d'un 1/2 litre ou moins :

ex beta) Autres : Malaga, Xérès, Tarragone, Priorato, Alicante, Valdepeñas, Riojas, Va- lence, Carieñenas, Panadès, par 100 bouteilles	110 lires-or
--	-----------------

ex. 2) de plus de 1/2 litre mais ne dépassant
1 litre :

ex beta) Autres : Malaga, Xérès, Tarragone, Priorato, Alicante, Valdepeñas, Riojas, Va- lence, Carieñenas, Panadès	183 50 lires-or
--	--------------------

2°) A l'entrée en Espagne :

N° de l'Arancel

1396. Vins : de Marsala, Malvoisie. Muscatel, en fûts ou autres récipients similaires, par litre	2 pesetas-or
---	--------------

1397. Vins généreux ou de liqueur en bouteille.	2 pesetas-or litre.
---	---------------------

Note : Sont compris sous ce n° les vins appelés Marsala, Malvoisie et Muscatel.

1399. Autres vins en bouteilles :

Alcatico, Barbaresco, Barolo, Capri, Castelli Romani, Chianti, Corvo, Lac-Chrima-Christi, Lambrusco, Orvieto, Soave, Vernaccia,	50 pesetas-or hect.
--	---------------------

Note : Le droit sur l'alcool à l'importation des vins désignés pour chacun des pays ne sera perçu que sur la quantité d'alcool qui excède 18° en volume.

IV. Roumanie. — Une Convention commerciale entre l'Espagne et la Roumanie, a été signée à Bucarest, le 21 mars 1934, et mise en vigueur le 1^{er} avril.

Les dispositions relatives à la protection des appellations géographiques d'origine, qui intéressent l'Espagne pour ses vins, sont très développées.

Dans une liste A figurent les produits qui obtiennent une réduction de droits de douane à leur entrée en Roumanie. Nous reproduisons celles de ces dispositions qui intéressent les vins,

en mettant dans une deuxième colonne les droits qui étaient en vigueur avant la signature du traité du 21 mars 1934.

N° du tarif
roumain.

Nouv. Anc.
tarif tarif
les 100 kgs

Ex. 440

Vins de Malaga, Xérès et les autres vins généreux
d'origine et de provenance espagnole, avec
une graduation alcoolique d'au moins 16°
accompagnés de certificats d'origine :

en lei

a) En tous récipients, à l'exception des bouteilles et cruchons	4.000	4.500
b) En bouteilles et cruchons	5.500	6.000

V. *Turquie*. — Dans le traité hispano-turc du 23 mai 1934 figure, au paragraphe a) de l'article 2, une disposition intéressante. Elle consiste à laisser entrer en Turquie les produits du sol et de l'industrie originaires d'Espagne, d'après une liste où sont repris les vins, jusqu'à ce que la valeur des exportations espagnoles en Turquie atteigne celle des exportations turques en Espagne.

VI. *Uruguay*. — Un Accord commercial entre l'Espagne et l'Uruguay a été signé à Montevideo le 30 janvier 1933. Les deux pays s'octroient réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée.

En échange d'un contingent de 8.000 tonnes de viandes frigorifiées et de 4.000 tonnes de viandes conservées, l'Uruguay exempté du paiement en or de 25 % des droits de douane plusieurs articles intéressant l'exportation espagnole, parmi lesquels figurent les vins.

PORTUGAL

La production totale portugaise de vin s'élève à environ 6 millions d'hectolitres par an.

En 1929, il a été récolté 6.670.000 hectolitres, en 1930 5.892.000 hectolitres et, en 1931, 6.037.000 hectolitres.

Les statistiques accusent pour l'exportation lusitanienne de vins, les chiffres suivants :

En 1913	1.079.000 hectolitres
» 1929	945.000 —
» 1930	814.000 —
» 1931	752.000 —
» 1932	753.000 —

Sur ces quantités, il a été exporté :

288.000	hectolitres	de Porto	en 1913
465.000	—	—	— 1929
441.000	—	—	— 1930
451.000	—	—	— 1931
496.000	—	—	— 1932

Le Portugal qui, selon l'agronome Thouin, réalise le type par excellence du pays essentiellement agricole, est de tous les Etats d'Europe celui qui présente les conditions les plus favorables à l'exploitation de n'importe quelle branche de l'économie rurale.

Ces conditions naturelles justifient l'amour que le cultivateur porte à la culture de la vigne qui a toujours été la richesse du Portugal.

Il n'est pas étonnant que cet amour aille jusqu'à la passion, si l'on se rappelle que ce pays, petit par son étendue, occupe le

quatrième rang dans la viticulture mondiale, soit par l'étendue de ses vignobles qui couvrent 480.000 hectares, soit par la production totale qui approche souvent 8 millions d'hectolitres.

Le plus connu des vins portugais et celui qui, dans les relations commerciales lusitaniennes avec les pays gros importateurs, a donné lieu à de graves et interminables discussions, est le vin de Porto, récolté dans la région délimitée du Douro. Cette région comprend les terrains situés sur les bords du Douro, depuis Barca d'Alva jusqu'à Barqueiros, ainsi que les versants des affluents qui se jettent dans ce fleuve sur son parcours.

Moins connu est le vin de Madère produit dans l'île qui porte ce nom.

Que la vigne y ait été introduite par l'Infant Henri le Navi-
gateur ou par des marchands italiens, toujours est-il qu'elle
s'installa sur cette terre vierge de culture et produisit un vin
qui ne tarda pas à acquérir de la race et à voir sa renommée se
répandre dans toute l'Europe.

Pour la période de 1920 à 1930, l'exportation totale du vin
de Madère se résume dans le tableau suivant :

1920	.....	25.800	hectolitres
1921	.....	14.290	—
1922	.....	37.910	—
1923	.....	46.950	—
1924	.....	42.547	—
1925	.....	41.310	—
1926	.....	35.270	—
1927	.....	29.665	—
1928	.....	39.270	—
1929	.....	41.650	—
1930	.....	47.279	—

Ces exportations sont dirigées surtout vers la Suède, le
Danemark et la Norvège. Puis viennent la France, l'Allemagne,
l'Angleterre et le Brésil.

Au nord du Portugal, s'étend une région montagneuse cor-
respondant à peu près à l'ancienne province d'Entre-Douro-et-

Minho : c'est là que sont récoltés les « vins verts ». Ce sont des vins spéciaux, légers, acidulés et généralement riches en tannin.

La production annuelle s'élève à environ 1.500.000 hectolitres, soit en moyenne au quart de la production totale du pays.

Il faut encore signaler les vins doux d'Estrémadure, les muscats de Setubal produits dans toute l'étendue de cet arrondissement, ainsi que le vin de Carcavellos considéré comme un second Porto dont il partage le renom.

Citons simplement aussi les vins blancs et rouges du Dão et ceux de la région délimitée de Bucellas.

I. « *Modus vivendi* » du 17 février 1911. — Le premier texte commercial entre la France et le Portugal a été signé le 17 février 1911.

Ce « *modus vivendi* » était basé sur la clause de la nation la plus favorisée. Il comportait, de la part de la France, l'octroi du tarif minimum aux produits portugais et, de la part du Portugal, la concession aux produits français du bénéfice des droits conventionnels les plus réduits résultant des traités conclus par le Gouvernement portugais avec divers pays, ainsi que certaines réductions en faveur des articles les plus intéressants de notre exportation.

Un décret du 20 février 1911 (*Journal officiel* du 20 février 1911), rendu en exécution de la loi du 29 décembre 1891, disposait que, dès le 22 février, le tarif minimum français serait appliqué aux marchandises originaires du Portugal, y compris les îles adjacentes de Madère, de Porto-Santo et des Açores.

Il était prévu, dans une lettre adressée le 17 février 1911, par le Ministre de la République française à Lisbonne, au Ministre des Affaires Etrangères du Portugal, que les stipulations de l'accord du 17 février 1911 ne pourraient être invoquées pour ce qui se rapporte aux faveurs spéciales concédées ou à concéder par le Portugal à l'Espagne et au Brésil, ni en ce qui a trait à celles que les Hautes Parties Contractantes viendraient

à concéder, à titre exclusif, à des états limitrophes, dans le dessein de faciliter les relations de frontière.

II. *Arrangement du 30 janvier 1922.* — A la suite des négociations engagées en 1922 à Lisbonne a été conclu et signé, le 30 janvier 1922, un arrangement commercial, mis en vigueur par décret du 22 février 1922 (*Journal officiel* du 24 février 1922).

Aux termes de cette convention, il est convenu qu'en attendant la conclusion d'un traité définitif dont la France et le Portugal s'engagent à poursuivre l'élaboration, les deux pays continueront à bénéficier, dans leurs relations commerciales, du traitement de la nation la plus favorisée, ainsi qu'il a été entendu dans l'accord du 17 février 1911.

En conséquence, le Gouvernement lusitanien n'appliquait plus aux marchandises françaises de droit compensateur de 50 % *ad valorem*, prévu par le paragraphe unique de l'article 3 du décret n° 7.801 du 5 novembre 1921. En contrepartie, le Gouvernement français admettait à l'importation en France un contingent mensuel de 5.000 hectolitres de vins de Porto et de Madère.

L'arrangement était conclu pour 6 mois, il pouvait être dénoncé, moyennant préavis d'un mois.

Il convient de remarquer le chiffre réduit de 60.000 hectolitres fixé pour le contingent des Porto et Madère était supérieur à la capacité d'importation française. Comme on le verra plus loin, les statistiques accusent pour 1920 et 1921 seulement 7.800 et 7.700 hectolitres. En 1922, notre importation s'est élevée à 59.756 hectos : on pourrait croire que, cette année-là, le contingent stipulé dans l'arrangement du 30 janvier a joué. A cet effet, il ne faut pas oublier que cette mesure restrictive a duré seulement jusqu'au 16 septembre 1922. A cette date, l'entrée en France des vins de liqueur portugais est redevenue libre. D'autre part, il faut arriver jusqu'en 1928 pour trouver une importation dépassant 60.000 hectos de vins de Porto et de Madère.

En ce qui concerne les vins naturels, aucune limitation n'était prévue dans l'Accord. Ces produits rentraient en France en acquittant les droits du tarif minimum prévus à l'article 171 *bis* du tarif français.

a) *Première prorogation* : 31 juillet 1922.

Le *Journal officiel* du 21 août publiait une note signée à Lisbonne par notre Représentant et par le Ministre des Affaires Etrangères du Portugal, prorogeant l'arrangement du 30 janvier 1922 pour une durée d'un mois. Cependant, il était entendu que le Gouvernement portugais devait, dans ce délai, présenter au Parlement, et faire tous les efforts pour en obtenir l'approbation, un projet de loi l'autorisant à améliorer la situation de la marine marchande des nations avec lesquelles le Portugal avait des traités de commerce ou des arrangements provisoires de même nature. De son côté, le Gouvernement français acceptait de réduire à trois mois la durée des nouveaux permis d'importation des vins de Porto et de Madère accordés en conformité du *modus vivendi* du 30 janvier 1922. Il était prévu que les permis devaient être attribués à d'autres maisons jusqu'à leur entière utilisation.

b) *Deuxième prorogation* : 16 septembre 1922.

Une prorogation pour une période de trois mois a été conclue à Lisbonne le 16 septembre 1922 et publiée au *Journal officiel* du 25 septembre 1922.

Aux termes de cet acte, le *modus vivendi* signé à Lisbonne le 30 janvier 1922, ainsi que les dispositions des notes échangées le 31 juillet 1922, étaient prorogés pour une durée de trois mois, sauf en ce qui concernait le contingent établi pour l'importation des vins de liqueur portugais, le Gouvernement français levant, *pour la durée de cet arrangement*, la prohibition d'entrée des vins de Porto et de Madère admis en France sans fixation de contingent.

De son côté et en contre-partie, le Gouvernement portugais réduisait de 25 % pour le pavillon français, pendant la durée de

l'accord, les taxes de l'impôt de commerce maritime établies en ce moment, ou celles qui pouvaient leur être substituées ultérieurement.

Cette prorogation prit fin le 16 juin 1923. A cette date, une campagne ardente faite dans toute la France pour la dénonciation des accords nous liant avec les pays producteurs de vins nous amena à ne pas renouveler le *modus vivendi* avec le Portugal.

Dès lors, depuis le 16 juin 1923, le tarif général était appliqué et nous étions, pour notre part, menacés par la loi portugaise du 27 mars 1923, autorisant le Gouvernement de Lisbonne à multiplier par cinq les droits de douane sur les marchandises originaires des pays portant atteinte au commerce portugais. Effectivement, en novembre 1923, le Gouvernement portugais relevait notablement les droits sur les principaux produits de notre exportation.

Depuis ce moment, il ne fallut pas moins de dix-huit mois de négociations pour amener le Portugal à signer le *modus vivendi* du 4 mars 1925.

III. *Arrangement du 4 mars 1925.* — Cet accord a été signé à Paris le 4 mars 1925 et publié par décret du 5 mars au *Journal officiel* du 7 mars 1925.

Les cinq premiers articles reproduits ci-dessous, intéressent spécialement le commerce des vins :

ARTICLE PREMIER. — « Le Gouvernement français et le Gouvernement portugais sont d'accord pour remettre en vigueur
« les dispositions prévues dans les arrangements signés à Lisbonne le 30 janvier et le 16 septembre 1922, sous réserve des
« modifications ci-après :

ART. 2. — « Les marchandises françaises seront admises, à
« leur importation au Portugal, au bénéfice du tarif minimum,
« tant en ce qui concerne les droits d'entrée actuellement établis que ceux que le Portugal pourrait éventuellement leur
« substituer.

ART. 3. — « Les vins ordinaires originaires et en provenance du Portugal seront admis, à leur importation en France, dans la limite d'un contingent annuel de 150.000 hectolitres, au bénéfice d'un pourcentage de réduction sur l'écart entre le tarif général et le tarif minimum, calculé de telle manière que, par rapport aux droits et coefficients actuels, il s'exprime par un droit de 30 francs par hectolitre.

« Le contingent annuel sera réparti en sorte que 100.000 hectolitres puissent être importés avant l'expiration du premier semestre à dater de la mise en vigueur de cet accord, et 50.000 hectolitres dans le second.

« Les vins ordinaires importés en excédent des quantités déterminées ci-dessus seront soumis aux droits du tarif général.

ART. 4. — « Si, à un moment quelconque, les droits ou coefficients du tarif minimum français sur les vins ordinaires venaient à être fixés à un taux plus élevé que celui du droit intermédiaire prévu à l'article 3, ce nouveau tarif serait appliqué immédiatement aux vins ordinaires originaires du Portugal, sans limitation de quantité.

ART. 5. — « Pendant la durée du présent arrangement, par dérogation à la prohibition d'entrée des vins de liqueur établis en France, seront admis au bénéfice du tarif minimum, sans limitation de quantité, les vins d'origine de Porto et de Madère accompagnés d'un certificat émis par les autorités compétentes du Gouvernement portugais, ainsi que les autres vins de liqueur originaires et en provenance du Portugal, à la condition qu'ils titrent au moins 16°5 d'alcool acquis. »

Il convient de remarquer que, si l'arrangement de 1922 accordait la clause de la nation la plus favorisée au Portugal d'une manière générale, celui de 1925 en restreignait l'application.

Dans la limite d'un contingent de 150.000 hectolitres, les vins ordinaires portugais acquittaient un droit intermédiaire de 30 francs. Ce même droit était appliqué, dans la limite d'un contingent de 200.000 hectolitres, aux vins grecs par l'Arrangement du 31 janvier 1924. Le tarif minimum était à ce moment-là fixé à 24 fr. 60 par hectolitre.

Ces restrictions étaient appelées à disparaître le jour où le tarif minimum viendrait à être augmenté; l'article 4 équivalait, en effet, à une consolidation du tarif intermédiaire de 30 fr., sous réserve qu'il fût au moins égal au tarif minimum.

Cet article reçut son application lors de la promulgation de la loi du 6 avril 1926, qui portait à 31 fr. 98 le droit sur les vins ordinaires. A partir de ce moment, le Portugal a bénéficié intégralement de la clause de la nation la plus favorisée.

IV. *Arrangement colonial du 20 novembre 1930.* — Entre temps, un arrangement colonial franco-lusitanien était intervenu le 20 novembre 1930 à Lisbonne par échange de lettres. Ce texte a été mis en application provisoire par le décret du 3 décembre 1930, publié au *Journal officiel* du 17 décembre 1930.

Il y était convenu que, dans les colonies françaises, les pays de protectorats et les territoires sous mandat de la France, les vins originaires ou en provenance du Portugal ou des îles adjacentes, bénéficieraient des avantages tarifaires accordés à la nation la plus favorisée et des garanties insérées dans le « *Modus vivendi* » du 4 mars 1925 et relatives aux marques et désignations d'origine.

Le même bénéfice était accordé sur le territoire portugais aux vins, liqueurs et autres boissons spiritueuses originaires ou en provenance du territoire douanier français.

V. *Avenant du 12 juillet 1932.* — Au mois de mai 1931, le Portugal très gravement atteint dans les intérêts de son exportation par notre loi du 1^{er} janvier 1930, qui rendait pratiquement impossible le coupage des vins portugais avec les vins

français, demanda l'ouverture de négociations en vue de la conclusion d'un accord complémentaire.

Des conversations furent engagées à Paris et aboutirent à la fin de juillet 1931, à la rédaction d'un projet de convention qui n'eut aucune suite en raison de l'opposition du gouvernement portugais aux concessions demandées par la France pour les tissus de soie.

Les négociations, un moment interrompues, reprirent au début de février 1932. Des mesures prises par les deux pays avaient entre temps accru la difficulté d'arriver à une prompt solution.

Du côté français un arrêté interministériel du 16 février 1932 réglementait en France l'importation des conserves de sardines.

Du côté portugais, le décret-loi du 26 février 1932 instituait une taxe additionnelle de 20 % sur les droits de douane applicables aux marchandises importées : cette taxe pouvait même être élevée jusqu'à 100 % pour certains produits, en particulier les articles de luxe et ceux susceptibles de concurrencer, sur le marché lusitanien, les produits similaires nationaux.

Par ailleurs, le Gouvernement français se trouva obligé, dans l'état de sa législation, de promulguer le 17 juin 1932, un décret instituant une surtaxe compensatrice de l'écart des changes de 15 % sur les importations portugaises en France.

Malgré ces difficultés les négociations se poursuivirent dans un esprit évident de conciliation. Grâce à quelques concessions réciproques, la situation s'améliora et un accord satisfaisant pour l'économie des deux pays put être élaboré et signé le 12 juillet 1932.

Les dispositions de l'Avenant du 12 juillet 1932 qui se rapportent aux vins sont les suivantes :

Article premier. — *Le Gouvernement français s'engage à faire bénéficier les vins portugais importés en France du régime défini ci-après :*

A. — Quelle que soit leur destination, les vins portugais, autres que les vins de liqueur, importés autrement qu'en fiasques, bouteilles, flacons, cruchons et contenants analogues, seront admis en France au bénéfice des droits du tarif minimum en vigueur au moment de l'importation, dans toute la mesure compatible avec les possibilités d'importation du marché français.

Ces possibilités seront déterminées chaque année, d'après l'importance de la récolte française (Algérie et Tunisie comprises), étant entendu que la récolte tunisienne n'entre en ligne de compte dans ce total que pour la fraction admise en franchise à l'importation en France, et que la récolte française est évaluée d'après les déclarations de production pour la période écoulée, sans report des excédents invendus des années précédentes. Les possibilités d'importation des vins ordinaires portugais sur le marché français sont fixées forfaitairement à un chiffre annuel de 150.000 hectolitres pour une récolte égale ou supérieure à 60 millions d'hectolitres.

Si la récolte est inférieure à ce chiffre, le contingent de 150.000 hectolitres sera augmenté, selon l'échelle ci-après, d'une quantité d'autant plus élevée que la récolte sera plus faible.

Catégories	RECOLTE	ACCROISSEMENT SUPPL ^{re} par millions d'hectolitres récoltés en-dessous de la récolte normale de cha- que catégorie.
	exprimée en millions d'hectolitres et comprise entre :	
A	60 au plus et 55 au moins	5.000 hectolitres
B	55 au plus et 50 au moins	10.000 hectolitres
C	Moins de 50	15.000 hectolitres

Les quantités importées en excédent sur les contingents ci-dessus visés ne pourront, en aucun cas, dépasser la limite de 5 p. 100 au maximum desdits contingents. Ces quantités excédentaires seront imputées sur le contingent de l'année suivante.

B. — En cas de mise en application en France de dispositions législatives comportant une restriction quelconque au libre droit des viticulteurs de disposer de tout ou partie de leur récolte, l'importation des vins portugais en France subira une restriction équivalente à celle imposée à l'ensemble de la récolte française.

C. — *Lés vins ordinaires et les vins de liqueur une fois dédouanés seront soumis aux mêmes droits intérieurs et taxes que les vins français.*

Art. 2. — *Chacune des Hautes Parties Contractantes s'engage à garantir d'une manière effective les produits naturels ou fabriqués originaires du territoire de l'autre Haute Partie Contractante contre la concurrence déloyale dans les transactions commerciales, notamment en prohibant et en réprimant, par la saisie et par toutes autres sanctions appropriées, l'importation et l'exportation ainsi que la fabrication, la circulation, l'entreposage, la vente et la mise en vente de tous produits désignés par des marques, noms, inscriptions ou signes quelconques, figurant soit sur les produits eux-mêmes, sur leur conditionnement immédiat ou sur leur emballage extérieur, soit dans les factures, lettres de voiture, connaissements, documents publicitaires ou autres papiers de commerce, et comportant, directement ou indirectement, de fausses indications sur l'origine, l'espèce, la nature ou les qualités spécifiques desdits produits.*

Art. 3. — *Chacune des Hautes Parties Contractantes s'engage à mettre ou à maintenir en vigueur toutes mesures nécessaires en vue de réprimer, sur son territoire, l'emploi abusif des appellations géographiques d'origine des produits vinicoles de l'autre Haute Partie Contractante, pour autant que ces appellations lui aient été notifiées et qu'elles soient dûment protégées dans le pays de production. La notification devra viser les documents officiels qui accompagneront les produits expédiés et qui justifieront de leur droit auxdites appellations.*

Seront, notamment, interdits et réprimés par la saisie et par toutes autres sanctions appropriées, l'importation et l'exportation, l'entreposage, la fabrication, la circulation, la vente et la mise en vente des produits visés ci-dessus, dans le cas où figureraient, soit sur les fûts, bouteilles, emballages ou caisses les contenant, soit dans les factures, lettres de voiture, connaissements, documents publicitaires ou autres papiers de commerce s'y rapportant, des marques, noms, inscriptions ou signes quelconques comportant de fausses appellations d'origine.

Les mesures visées ci-dessus seront appliquées sur le territoire de chacune des Hautes Parties Contractantes, à la diligence de l'administration ou à la requête du ministère public, conformément aux législations respectives de chacune des Hautes Parties Contractantes, ou sur l'initiative d'une partie intéressée, personne privée,

syndicat ou association ressortissant de l'une des Hautes Parties Contractantes.

L'interdiction de se servir d'une appellation d'origine pour désigner des produits vinicoles autres que ceux qui y ont réellement droit subsiste, alors même que la véritable origine des produits serait mentionnée ou que les appellations fausses seraient accompagnées de certains correctifs, tels que « genre », « type », « façon », « rival », etc.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

A Monsieur da Gama Ochoa, Ministre
du Portugal à Paris.

Paris, le 12 juillet 1932.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement français s'engage à soumettre au Parlement, immédiatement après la ratification de l'avenant en date de ce jour, un projet de loi autorisant l'importation des vins blancs ou rosés en provenance du Portugal, destinés à être mis en vente après le mélange avec des vins français dans les conditions fixées par la loi du 11 juillet 1931.

Si une autorisation analogue était accordée à un autre pays pour les vins rouges, le Portugal serait appelé à bénéficier également des avantages accordés en cette matière audit pays.

Les vins coupés avec des vins portugais en conformité des dispositions dudit avenant circuleront dans des conditions identiques à celles des vins coupés avec des vins français.

Agréez, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération,

Signé : E. HERRIOT.

LÉGATION DU PORTUGAL

A Son Excellence Monsieur Herriot, Président du Conseil,
Ministre des Affaires étrangères, Paris.

Paris, le 12 juillet 1932.

Monsieur le Président,

Par une lettre en date de ce jour, vous avez bien voulu me communiquer ce qui suit :

« J'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement français s'engage à soumettre au Parlement, immédiatement après la ratification de l'avenant en date de ce jour, un projet de loi autorisant l'importation des vins blancs ou rosés en provenance du Portugal, destinés à être mis en vente après mélange avec des vins français dans les conditions fixées par la loi du 11 juillet 1931.

« Si une autorisation analogue était accordée à un autre pays pour les vins rouges, le Portugal serait appelé à bénéficier également des avantages accordés en cette matière audit pays.

« Les vins coupés avec des vins portugais en conformité des dispositions dudit avenant circuleront dans des conditions identiques à celles des vins coupés avec des vins français. »

J'ai l'honneur d'accuser réception de cette communication dont je prends acte au nom de mon Gouvernement.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma très haute considération.

Signé : A. DA GAMA OCHOA.

Pour faire cadrer cet accord avec notre législation sur les vins il fallait, de toute évidence, apporter certaines modifications à la loi du 1^{er} janvier 1930, concernant le coupage des vins.

Ces ajustements avaient pour objet d'autoriser, sous des conditions de contrôle et de garantie très sévères, le coupage des vins blancs et rosés portugais avec les vins français.

Deux raisons militaient en faveur d'un vote rapide d'un projet de loi modifiant la loi relative au coupage.

La première, c'est que les vins portugais ne peuvent, comme certains autres vins étrangers, être consommés en l'état. La presque totalité est destinée au coupage.

En outre, certains produits intéressant notre exportation (tissus de soie et automobiles), ne pouvaient bénéficier de droits

de douane favorables à leur importation au Portugal qu'au moment de la mise en vigueur d'un projet de loi tendant à autoriser le coupage des vins portugais importés avec des vins français.

Ce projet fut déposé sur le bureau de la Chambre par le Gouvernement le 16 juillet, c'est-à-dire 4 jours à peine après la conclusion de l'avenant du 12 juillet.

Malgré la pression exercée pour activer le vote des projets de loi n° 573 (tendant à l'approbation de l'avenant au « *modus vivendi* » commercial franco-portugais du 4 mars 1925, signé le 12 juillet 1932) et n° 574 (tendant à autoriser, sous certaines conditions, le coupage des vins portugais importés avec les vins français) et les démarches effectuées auprès des Présidents des Commissions compétentes des Douanes et des Boissons par les groupements et syndicats intéressés, les Chambres se séparèrent sans en avoir discuté.

Dès la rentrée, le Portugal, par l'organe de sa Légation, faisait entendre ses protestations et nous reprochait de manquer à nos promesses. Cependant, il convient de souligner la promptitude avec laquelle le Gouvernement fit préparer et déposa les projets de loi nos 573 et 574, montrant ainsi sa volonté de donner satisfaction au Portugal.

Il ne pouvait cependant être tenu pour responsable des lenteurs que les Commissions compétentes de la Chambre mettaient à examiner ces textes. Il paraissait même que, la majorité des commissaires étant hostile aux modifications apportées à la loi du 1^{er} janvier 1930, les projets de loi sus-visés risquaient fort de n'être pas votés et c'eût été alors la rupture avec le Portugal.

Le Gouvernement de Lisbonne fit même savoir qu'il userait de son droit de dénonciation si, au 31 décembre 1932, les textes présentés au Parlement le 17 juillet n'étaient pas votés. Malgré cette menace, cette date passa sans que le vote intervînt, non plus que la dénonciation.

Néanmoins la question était grave. Ce sera là la véritable cause de la rupture quand, comme nous le verrons, le Portugal, le 2 août 1933, dénoncera tous les traités le liant avec la France.

VI. *Convention du 13 mars 1934.* — Les échanges commerciaux franco-portugais étaient régis, avant la rupture du 2 août 1933, par l'accord du 5 mars 1925. Les clauses principales de cette convention étaient les suivantes :

a) admission des marchandises françaises au Portugal au bénéfice du tarif minimum;

b) admission en France de vins ordinaires portugais, dans la limite d'un contingent fixé à 150.000 hectolitres, avec interdiction du coupage;

c) admission des Porto, Madère et autres vins de liqueur portugais, au bénéfice du tarif minimum (84 fr. par hectolitre), sans aucune limitation de quantité.

En outre les vins de liqueur, d'après la position 171 *ter* du tarif douanier français étaient frappés à leur importation d'un droit de douane de 10 francs le degré-hectolitre. A la faveur de cette législation, l'importation de Porto en France s'est accrue dans des proportions considérables dans l'espace de 15 ans.

Les statistiques indiquent les chiffres suivants :

1920	7.806	hectos
1921	7.780	—
1922	59.756	—
1923	39.562	—
1924	5.123	—
1925	52.624	—
1926	38.402	—
1927	15.231	—
1928	60.658	—
1929	73.226	—
1930	104.600	—
1931	127.813	—
1932	175.000	—
1933 (1)	118.000	—

1. Les droits ont été doublés en mai 1933.

On peut remarquer que, sauf pour l'année 1925, pendant laquelle l'importation des Porto a été arrêtée, jusqu'à la signature du traité du 5 mars, la quantité des vins de liqueur portugais destinés à la France n'a cessé d'augmenter.

Si l'on rapproche ces chiffres de ceux qui expriment le total de notre commerce avec le Portugal, on s'aperçoit que les échanges franco-portugais sont allés en diminuant depuis 1929, alors que, depuis cette date, les importations de Porto passent du simple au double.

Pour les autres pays, gros importateurs de vins de liqueur portugais, la situation était complètement opposée. Ainsi la Grande-Bretagne, qui a toujours été le premier client du Portugal pour ses portos, a acheté pour 278.000 hectolitres en 1929; 225.000 en 1930; 170.000 en 1932.

De même, la Norvège a réduit ses importations de 26.000 hectolitres en 1929 à 11.000 en 1932; le Brésil de 20.000 à 8.000 hectolitres; l'Allemagne de 20.000 à 10.000 hectolitres.

Devant cet état de choses, le Comité d'Entente des Producteurs Français a voté un ordre du jour demandant la limitation des importations de Porto à la moyenne des importations des dix dernières années et le maintien des surtaxes établies à la suite de la dénonciation par le Portugal de l'accord du 5 mars 1925.

Les groupes viticoles du Sénat et de la Chambre se sont emparés de la question pour la porter devant les pouvoirs publics en faisant remarquer que les viticulteurs étaient les premiers à réclamer qu'il n'y eût pas rupture entre les peuples amis, qu'ils se rendaient compte de la nécessité de sauvegarder les autres intérêts; mais ils entendaient que ce ne fût pas au détriment de la viticulture.

Si d'ailleurs il n'avait été introduit que des vins de Porto de haute qualité, les producteurs français de vins de liqueur ne se seraient pas émus outre mesure. On se rappelle la campagne d'affiches effectuée par les intéressés français où les arguments les plus puissants étaient les suivants :

1) le vin de Porto n'est pas un vin naturel. Le docteur Pedro Bravo, professeur à l'école nationale d'agriculture de Coïmbre, ancien ministre de l'Agriculture, dans son ouvrage *La Vinification moderne*, explique tout au long comment on « fabrique » le Porto ;

2) la délimitation du Douro est fantaisiste. Les multiples décrets qui ont essayé d'établir une réglementation à ce sujet n'ont jamais été appliqués ;

3) on faisait remarquer surtout que la région du Douro n'est pas assez grande pour pouvoir produire tout ce qui se vend sous le nom de « Porto ».

Nous ne discuterons pas cette argumentation ; nous ne faisons que la signaler.

Cependant la situation et les récriminations des producteurs avaient alarmé les Pouvoirs Publics. Le Gouvernement portugais a tenté à plusieurs reprises de porter remède à l'avisement des prix et à la mauvaise qualité des vins de Porto. A cet effet, le décret n° 21.889, créant la « Casa do Douro », le décret n° 21.884 concernant l'emploi de l'eau-de-vie de vin pour le traitement des Porto, les décrets n°s 22.460 et 22.461 réglementant le commerce des vins de Porto et créant l'Association des Exportateurs et l'Institut des vins de Porto, n'ont guère donné de résultat sérieux et n'ont pas réussi à calmer les viticulteurs du Midi de la France.

Dans ces conditions, comme il fallait agir, le Gouvernement français, ne pouvant contingenter l'entrée des vins de liqueur portugais, s'est efforcé d'obtenir l'acquiescement du gouvernement de Lisbonne, à un contingent fixé d'un commun accord.

Sur la réponse négative des autorités portugaises, le Gouvernement français aurait pu recourir à la dénonciation de l'accord du 5 mars 1925. Il préféra relever les droits de douane sur les vins de liqueur portugais, qui furent portés de 10 à 20 francs par degré et par hectolitre par le décret du 27 avril 1933¹.

1. J. O. du 29 avril 1933, pp. 4491 et suiv.

Le Gouvernement avait parfaitement le droit d'apporter cette modification au tarif douanier français, les droits de douane sur les vins n'étant pas consolidés.

Pour prendre le décret du 27 avril 1933, il fallut créer dans la position n° 171 *ter* de notre tarif (vins de liqueur) une sous-position pour les vins de Porto et de Madère, pour lesquels les droits étaient augmentés. Contractuellement, notre liberté d'agir ne faisait aucun doute. Mais le décret du 27 avril contenait une note faisant tomber sous les nouveaux droits « les vins de « liqueur originaires ou en provenance du Portugal, même non « accompagnés du certificat d'origine réglementaire prévu pour « les vins de Porto et de Madère. »

Le Gouvernement de Lisbonne s'empara de ce texte pour déclarer que nous avions voulu discriminer non seulement les Porto et les Madère, ce que nous étions en droit de faire, mais aussi tous les vins de liqueur d'autres provenances qui restaient soumis aux droits anciens.

Cette façon de voir fut présentée devant la Commission des Douanes de la Chambre des députés, dont certains membres soutinrent qu'on ne pouvait pas ratifier le décret du 27 avril et affirmèrent même qu'il y avait lieu de rembourser les droits perçus en application de ce texte.

Si cette thèse avait été adoptée et si, les droits de douane frappant les vins de liqueur avaient été reportés au tarif antérieur de 10 francs par degré et par hectolitre, il est bien évident que le Portugal n'aurait plus eu aucun intérêt à traiter. Il fallut une intervention de M. Queuille, ministre de l'Agriculture, pour que la Commission des Douanes décidât de surseoir au dépôt du rapport.

D'ailleurs, le relèvement de droits pratiqué par la France était très raisonnable. Il ne justifiait pas les mesures de représailles adoptées par le Portugal.

En effet, avant le décret du 27 avril, un vin de liqueur portugais titrant environ 20° d'alcool acquis ou en puissance, et soumis aux droits de 10 fr. le degré-hectolitre, payait 2 francs

par litre, ce qui était tout à fait insuffisant comme protection, étant donné l'afflux des vins de liqueur portugais.

Les droits étant portés de 10 à 20 francs le degré-hectolitre, la somme perçue par la douane passait de 2 francs à 4 francs le litre. Il fallait y ajouter la surtaxe de 20 % *ad valorem*, ce qui faisait 0 fr. 50 par litre et enfin la taxe de communication sur l'alcool de 0 fr. 72 par litre ; cela représentait un droit total de 5 fr. 22 par litre de vin de liqueur importé du Portugal, ce qui était loin d'être prohibitif.

D'ailleurs sous ce régime les importations portugaises ne se sont aucunement ralenties. Ainsi les quantités introduites en France ont été de :

22.501 hectolitres pour le mois de	Mai 1933
24.859 — — —	Juin —
8.998 — — —	Juillet —

Ce n'est que le décret du 24 juillet 1933, frappant d'une surtaxe de 8 francs par litre les vins de liqueur portugais, qui en arrêtera complètement l'importation.

Le Gouvernement français s'est fondé pour opérer ce relèvement de droits sur la loi du 1^{er} février 1897, dite « loi du Cadéna », applicable à certaines denrées alimentaires, dont les vins.

Cette brusque élévation de tarif a produit une vive émotion dans les milieux portugais intéressés. Elle a été au contraire accueillie avec satisfaction par nos viticulteurs.

*
**

Dès ce jour, le litige commercial était de nouveau engagé entre la France et le Portugal. Le décret du 27 avril 1933 a été à l'origine de la guerre de tarifs qui devait durer jusqu'au 13 mars 1934.

Cependant, ce ne fut là qu'un prétexte. Le Portugal répondit, en effet, à la mesure de protection que constituait le décret

du 27 avril par la dénonciation, le 3 mai, de l'avenant commercial du 12 juillet 1932, pour prendre fin le 2 juin suivant.

En réalité, le relèvement des droits de douane sur les vins de liqueur n'était pas la seule cause de rupture. Ainsi que nous l'avons indiqué, le Portugal avait demandé, lors des négociations qui avaient précédé la signature de l'avenant du 12 juillet 1932, l'autorisation d'utiliser 150.000 hectolitres de vins ordinaires portugais pour le coupage, par dérogation à l'article 4 de la loi du 1^{er} janvier 1930.

Pour sanctionner une telle disposition il fallait une loi. Saisie à ce sujet d'un projet, la Commission des Boissons de la Chambre des députés se refusa catégoriquement à toute modification à la loi de 1930. Si bien que la Commission des Douanes ne put même pas examiner le projet de ratification de l'avenant, conditionné par l'autorisation préalable que refusait précisément la Commission des Boissons.

D'ailleurs même en France la mesure adoptée par le décret du 27 avril 1933, trouvait des détracteurs.

« Le Syndicat du commerce des vins de liqueur » l'attaquait dès le lendemain de sa publication, devant le Conseil d'Etat, estimant que l'article 11 des lois de douanes codifiées ne pouvait être appliqué aux vins de liqueur.

D'autre part, M. Léon Vincent, député du Pas-de-Calais, qui a été chargé par la Commission des Douanes de rapporter le projet de loi ratifiant ce décret, s'est prononcé, dans son rapport, contre la ratification.

Malgré ces embûches, le décret du 27 avril ne fut pas effacé et cette mesure qui lésait les exportateurs portugais fut bientôt suivie de représailles.

*
**

A la suite de la dénonciation de l'avenant commercial du 12 juillet 1932, le Gouvernement portugais applique le 8 mai 1933, un droit compensateur sur la morue française, équivalent à la prime française d'exportation. Le 12 mai, il publie un décret

interdisant l'importation et la vente des morues préparées et conservées à l'aide d'acide borique ou de borates, ce qui atteint presque en entier l'industrie morutière française.

Le 16 mai, il relève les droits de douane sur plusieurs postes intéressant notre commerce d'exportation, par une discrimination nominative de marques françaises d'automobiles et de parfumerie.

Le 26 mai intervient une modification du tarif douanier dans laquelle figurent vingt et une positions comprises dans la liste A de l'avenant dénoncé.

Dans un esprit de conciliation, le Gouvernement français charge notre ministre à Lisbonne de remettre, le 22 mai, aux Autorités lusitaniennes, un message de M. Paul-Boncour, alors ministre des Affaires Etrangères, demandant de rapporter certaines mesures discriminatoires prises contre notre commerce et proposant l'ouverture de négociations.

Le Président du Conseil portugais, M. Salazar, répondit en refusant de rapporter les mesures édictées par le Gouvernement de Lisbonne.

Sur ces entrefaites, des négociations s'ouvrirent sur notre demande le 29 mai 1933 à Lisbonne. Elles furent rendues difficiles par la création en France des taxes sur les licences des produits contingentés (décret du 8 mai 1933) et notamment sur celles des conserves de poissons, ainsi que par le projet de loi tendant à relever les droits de douane sur ces derniers articles intéressant au plus haut point le commerce d'exportation portugais.

En outre, comme les Portugais demandaient un important contingent de Porto, un contingent spécial pour les vins ordinaires et la suppression de la taxe sur les licences de conserves de poissons, les conversations ne purent être continuées et la Délégation française revint à Paris sans que la situation fût changée.

Néanmoins, le Gouvernement français, dans un but évident de conciliation, ajourna toute mesure de représailles. L'avenant

commercial du 12 juillet 1932 étant arrivé à expiration le 2 juin, il était en droit, dès cette date, d'appliquer une surtaxe de change aux importations de marchandises portugaises. Cependant, cette mesure n'entra en vigueur que le 7 juillet et le Gouvernement portugais répondit en surtaxant de 20 % *ad valorem* toutes les marchandises françaises.

En présence de l'impossibilité de parvenir à une trêve douanière pendant laquelle « on pourrait causer » et ne voulant consentir aucun sacrifice au détriment de la viticulture et de la pêche françaises, le Gouvernement prit enfin le décret du 24 juillet 1933 instituant une surtaxe de 8 francs par litre sur les vins de liqueur portugais.

Cette mesure était la seule à avoir un caractère discriminatoire et rétorsif à l'égard du Portugal; elle a motivé de la part de ce pays la dénonciation dès le 1^{er} août 1933 de tous ses accords commerciaux avec la France. Avec le jeu du délai de préavis les traités dénoncés ne devaient expirer que le 1^{er} décembre 1933.

Ainsi tout était, comme en 1925, à recommencer. Les quatre mois qui restaient à courir avant que les traités prissent fin, ne furent pas mis à profit par les deux gouvernements.

Ce n'est qu'au moins de novembre qu'une Délégation portugaise arriva à Paris pour régler le statut commercial des échanges entre la France et le Portugal. Comme le 1^{er} décembre aucune solution n'était intervenue, les traités en vigueur jusqu'à cette date furent prorogés d'abord jusqu'au 15 décembre, puis jusqu'au 1^{er} janvier 1934. Depuis, la prorogation se fit tacitement et sans délai; de cette façon, à aucun moment le tarif général ne fut appliqué aux marchandises des deux pays.

*
**

Il convient de rapprocher les deux thèses française et portugaise, en présence le 27 novembre, jour de prise de contact des deux Délégations.

Du côté français les bases de négociation étaient les suivantes :

a) abolition réciproque des discriminations ;

b) traitement réciproque de la nation la plus favorisée pour les vins, les conserves de poissons, les lièges, les produits coloniaux et la marine marchande ;

c) réduction des droits de douane portugais sur les vins de Champagne, cognacs et armagnacs en bouteille ;

d) maintien de la situation créée par l'avenant du 12 juillet 1932.

En outre, le Gouvernement était décidé à prendre des mesures de contingentement à l'égard des vins de Porto et de Madère, ce qu'il ne pouvait faire, en raison de l'article 5 du *modus vivendi* du 5 mars 1925, avant la dénonciation des traités de commerce franco-portugais.

Le Gouvernement portugais acceptait le principe du contingentement, mais demandait que les chiffres en fussent établis d'une façon assez large.

Pour les vins ordinaires, le Portugal abandonnait sa demande relative au coupage, mais désirait obtenir, en contrepartie, un pourcentage dans le contingent total des vins à importer en France, proportionnel à celui octroyé aux autres pays principaux importateurs, notamment l'Espagne, la Grèce et l'Italie.

Pour les vins de liqueur, la délégation lusitanienne se montra extrêmement exigeante. Elle acceptait le principe du contingentement, mais il était bien entendu que le contingent qui serait fixé épuiserait toutes les possibilités d'exportation du Portugal. Les délégués lusitaniens, tout en maintenant leur demande à 170.000 hectolitres pour le Porto et le Madère, formulaient en outre la prétention que les vins en bouteilles ne fussent pas compris dans le contingent. En outre pour les vins de liqueur autres que les Porto et Madère, ils désiraient un contingent spécial.

Les autres questions litigieuses étant résolues, la conclusion allait-elle échouer sur la question des vins? Il faut avouer que la question était d'importance. D'un côté les viticulteurs français et les élus des départements vinicoles mettaient en garde les pouvoirs publics contre l'élimination à brève échéance du marché français par les vins portugais, des vins doux naturels et de liqueur de la région délimitée de Banyuls, de la Haute Vallée de l'Agly et de Frontignan. Les vins liquoreux français, dont la production totale devrait être facilement absorbée par la consommation française, restaient dans les caves des viticulteurs, ne pouvant pas lutter contre la concurrence des vins de liqueur étrangers, malgré le régime fiscal favorable dont ils bénéficiaient par la loi du 22 avril 1898.

D'autre part, le Gouvernement de Lisbonne paraissait attacher à cette question du Porto un caractère de prestige national, ce qui ne manquait pas de rendre les négociations plus difficiles. C'est là, en effet, le produit national portugais et l'on comprend assez que, sur ce chapitre, les négociateurs lusitaniens n'aient jamais voulu céder, même lorsqu'on leur faisait remarquer que le chiffre de leur demande était supérieur aux possibilités d'exportation.

La Délégation française offrit alors un contingent de 130.000 hectolitres, offre qui avait été déjà faite au moment de la conférence de Londres ainsi que lors des négociations engagées à Lisbonne, et qui, les deux fois, avait été refusée.

D'ailleurs cette offre, divulguée par la presse, a été critiquée par le « Syndicat de défense des producteurs français », ainsi que par plusieurs parlementaires, parmi lesquels MM. Salette, député de l'Hérault, Parayre, député des Pyrénées-Orientales et Brière, député d'Oran, qui ont déclaré à la Chambre, au sein des Commissions compétentes et dans la presse viticole, que le chiffre de 130.000 hectolitres proposé au Portugal paraissait trop élevé.

Cependant, cette concession n'était pas importante si l'on remarque qu'il s'agissait en réalité d'un contingent de 100.000

hectolitres de vins de Porto, titrant 18°2 ou plus d'alcool, et de 30.000 hectolitres titrant plus de 20° d'alcool et 2°1/2 à 3° Baumé. Cette restriction qui avait pour but de ne laisser rentrer que des Porto d'excellente qualité, finit par calmer les appréhensions des parlementaires et des viticulteurs qui estimaient que, dans ces conditions, une entente était possible.

Par contre, les intéressés français se sont prononcés contre le retour au droit de 10 francs par degré-hectolitre, estimant que celui de 20 francs établi par le décret du 27 juillet 1933 ne constituait pas une protection exagérée pour nos vins de liqueur.

Un chiffre intermédiaire de 15 francs a été même envisagé pendant un moment. En réalité il semble, en comparant le prix de revient du vin de Banyuls et du vin de Porto, que ce dernier ne soit pas favorisé.

Cette comparaison peut s'établir ainsi qu'il suit :

Vin de Banyuls :

Prix d'achat à la propriété	550 » frs. l'hecto	
Taxe unique	20,50	—
Prix de revient.....	570,20	—

Vin de Porto:

Prix d'achat d'un Porto de qualité ordinaire.....	250 frs. l'hecto. F.O.B.	
Droit de douane (moyenne).....	225	— —
Taxe de compensation sur la différence de prix de l'alcool.....	80	— —
Taxe unique forfaitaire (taxe de consommation: 1.350 fr. par hectolitre d'alcool pur, taxe de luxe 47 % ad valorem, taxe unique de 8,50 % ad valorem)...	460	— —
Fret.....	20	— —
Assurances et frais divers.....	15	— —
Prix de revient.....	1.050	— —

Soit une différence de 480 francs par hectolitre en faveur du vin de Banyuls.

*
**

Une incertitude constante régna jusqu'aux premiers jours de mars. A cette époque, après trois mois de longues et délicates négociations, l'accord était complet entre les deux Délégations sur un projet de traité qui fut signé le 13 mars 1934.

Ce texte a été publié au *Journal officiel* du 30 mars 1934 et mis en application provisoire le même jour.

Les articles 1 et 2 sont relatifs à l'octroi réciproque de la clause de la nation la plus favorisée pour les articles en provenance des deux pays ou de leurs colonies, protectorats et territoires sous mandat.

Nous reproduisons ci-dessous les articles du traité du 13 mars 1934 concernant les vins :

Art. 3. — *Pour les moûts et vins originaires et en provenance du Portugal, importés autrement qu'en bouteilles, flacons, cruchons et contenants analogues, repris sous les numéros 171 et 171 bis du tarif douanier français, le Portugal pourra importer, à partir de la date de la mise en vigueur du présent accord, et dans les conditions fixées ci-après, des quantités non inférieures à 4 % du contingent global des vins et moûts fixé pour l'importation en France de ces produits.*

Ces quantités seront importées par trimestre dans une limite qui ne pourra dépasser les proportions suivantes :

Trimestre octobre-décembre.....	30 %
Trimestre janvier-mars.....	35 %
Trimestre avril-juin.....	25 %
Trimestre juillet-septembre	10 %

Si les chiffres prévus pour un trimestre ne sont pas atteints, les quantités non utilisées seront reportables sur les trimestres suivants de la campagne viticole (1^{er} octobre au 30 septembre).

Toutefois, pour la période qui s'écoulera entre la date de la mise en vigueur du présent accord et la fin de la campagne en cours, les quantités de vins ordinaires à importer par le Portugal seront calculées au prorata du temps écoulé entre ces deux dates.

Si, à l'avenir, le Gouvernement français venait à déposer un projet de loi tendant à autoriser le coupage des vins d'un pays tiers avec les vins français, il s'engage à déposer en même temps un projet de loi tendant à accorder, dans les mêmes conditions, le bénéfice du coupage aux vins d'origine et de provenance portugaises.

La gestion du contingent des vins ordinaires et des moûts est accordée au gouvernement portugais.

Art. 4. — Le Gouvernement français déclare qu'il n'est pas dans ses intentions de porter atteinte au principe du libre commerce en France des vins de Porto et de Madère ayant droit à l'appellation d'origine.

Toutefois, étant donné les conditions économiques actuelles, les Gouvernements français et portugais fixent d'un commun accord pour chaque campagne viticole (1^{er} octobre au 30 septembre) à 145.000 hectolitres de vins de liqueur portugais, Porto et Madère et autres indiqués ci-après, dont 135.000 hectolitres pour les vins de Porto au maximum, la quantité susceptible d'être admise à l'importation en France.

Les importations de vins de liqueur portugais seront fractionnées par trimestre de la campagne viticole, ainsi qu'il est indiqué ci-dessous :

Octobre-décembre.....	40 %
Janvier-mars.....	25 %
Avril-juin.....	15 %
Juillet-septembre.....	20 %

Si les chiffres prévus pour un trimestre ne sont pas atteints, les quantités non utilisées seront reportables sur les trimestres suivants de chaque campagne viticole.

Toutefois, les quantités susceptibles d'être importées par le Portugal entre la date de la mise en vigueur de l'accord et la fin de la campagne en cours d'une part, et le début de la campagne suivante et la date d'expiration du présent accord, d'autre part, seront calculées en tenant compte des pourcentages mentionnés ci-dessus, au prorata du temps écoulé dans chacune de ces deux périodes.

Les vins de Porto devront titrer au minimum 18 degrés d'alcool acquis et deux degrés Baumé; ceux de Madère 17 degrés d'alcool

acquis. Ils devront être accompagnés des documents réglementaires prouvant leur droit à l'appellation d'origine.

Les autres vins de liqueur ayant droit au Portugal à une appellation d'origine légalement définie, à savoir: Moscatel-de-Setubal, Carcavelos et Estrémadure bénéficieront, dans les mêmes conditions que les vins de Porto et de Madère, du régime appliqué à ceux-ci.

Pourront seuls être importés au bénéfice du présent accord les vins de liqueur portugais expédiés sous le couvert de titres de transport créés, suivant le cas, au Portugal et à l'île de Madère, à destination directe de la France.

Dans le cas où la France accorderait à une tierce puissance pour les vins de liqueur des réductions tarifaires, celles-ci seraient immédiatement étendues aux vins de liqueur d'origine et de provenance portugaises.

L'importation des vins de Porto et autres vins de liqueur originaires et en provenance du Portugal se fera sur présentation au bureau de douane d'entrée d'un certificat d'origine délivré par le gouvernement portugais comprenant notamment les indications suivantes:

Nom de l'exportateur.

Nom du destinataire ou du consignataire.

Quantité en litres, nombre et marque des colis.

Bureau de dédouanement.

Pour les vins de Porto, le certificat sera enregistré et visé gratuitement par les services de l'attaché commercial de France à Lisbonne et renvoyé sans aucun délai aux intéressés.

En ce qui concerne les vins de Madère, l'enregistrement gratuit et le visa seront faits par l'agent consulaire de France à Funchal qui en enverra le duplicata à l'attaché commercial de France à Lisbonne.

Pour les vins d'Estrémadure, Carcavelos et Moscatel-de-Setubal, le certificat sera enregistré et visé gratuitement par les services de l'attaché commercial de France à Lisbonne, qui renverront l'original sans aucun délai aux intéressés et en conserveront le duplicata.

Dans le cas où il serait constaté sur le marché français des offres inférieures aux prix normaux, le Gouvernement français en saisirait le Gouvernement portugais afin que celui-ci prenne à l'égard des contrevenants les sanctions prévues au décret n° 23184, du 28 octobre 1933.

Le Gouvernement français se réserve éventuellement la faculté d'indiquer pour chaque trimestre les maisons d'exportation à intérêts français et les maisons d'importation auxquelles devra être attribuée une part de la quantité fixée à l'alinéa 2 qui ne pourra

dépasser 25 %. Il sera donné satisfaction aux demandes de cette nature par le Gouvernement portugais en conformité avec la législation portugaise en vigueur.

Dans le cas où le Gouvernement français n'aurait pas fait usage de cette faculté ou que les maisons par lui indiquées n'auraient pas cru devoir utiliser la possibilité ainsi mise à leur disposition, à l'expiration du deuxième mois de chaque trimestre, le Gouvernement portugais reprendrait la libre disposition de la quantité non utilisée.

Art. 5. — Les vins ordinaires et les vins de liqueur portugais une fois dédouanés seront soumis aux mêmes droits intérieurs et taxes que les vins français similaires.

.....
Art. 17. — Chacune des Hautes Parties Contractantes s'engage à mettre ou à maintenir en vigueur toutes mesures nécessaires en vue de réprimer, sur son territoire, l'emploi abusif des appellations géographiques d'origine des produits vinicoles de l'autre partie contractante, pour autant que ces appellations lui aient été notifiées et qu'elles soient dûment protégées dans le pays de production. La notification devra viser les documents officiels qui accompagneront les produits expédiés et qui justifieront de leur droit auxdites appellations.

Seront notamment interdits et réprimés par la saisie et par toutes autres sanctions appropriées, l'importation et l'exportation, l'entreposage, la fabrication, la circulation, la vente et la mise en vente des produits visés ci-dessus, dans le cas où figureraient, soit sur les fûts, bouteilles, emballages ou caisses les contenant, soit dans les factures, lettres de voitures, connaissements, documents publicitaires ou autres papiers de commerce s'y rapportant, des marques, noms, inscriptions ou signes quelconques comportant de fausses appellations d'origine.

Les mêmes sanctions seront prises à l'égard de tous procédés tendant à mettre en vente des vins de liqueur ou autres ayant droit à une appellation d'origine, dont l'état de pureté à l'importation aurait été altéré par addition d'eau ou de vins autres.

Les mesures visées ci-dessus seront appliquées sur le territoire de chacune des Hautes Parties Contractantes, à la diligence de l'administration ou à la requête du ministère public, conformément aux législations respectives de chacune des Hautes Parties Contractantes, ou sur l'initiative d'une Partie intéressée, personne privée, syndicat ou association ressortissant de l'une des Hautes Parties Contractantes.

L'interdiction de se servir d'une appellation d'origine pour dési-

gner des produits vinicoles autres que ceux qui y ont réellement droit subsiste, alors même que la véritable origine des produits serait mentionnée ou que les appellations fausses seraient accompagnées de certains correctifs, tels que « genre », « type », « façon », « rival », etc., ou d'une indication régionale spécifique ou autre. Les mêmes dispositions visent l'emploi de toute combinaison graphique ou de toute présentation susceptible de créer une confusion dans l'esprit de l'acheteur.

Art. 18. — Chacune des Hautes Parties Contractantes assurera, sur son propre territoire, la protection des appellations d'origine notifiées par elle à l'autre Haute Partie Contractante dans des conditions telles que soit assurée la qualité des produits exportés avec lesdites appellations.

Le minimum de la protection que chacune des Hautes Parties Contractantes s'engage à assurer résulte, pour les produits français, de l'application de la loi du 6 mai 1919, modifiée par la loi du 22 juillet 1929, et, pour les produits portugais, de l'application de la réglementation en vigueur à l'époque de la signature de la présente convention, notamment du décret n° 21.883 du 19 décembre 1932, instituant la « Casa do Douro », du décret n° 21.884 du 19 décembre 1932, relatif au contrôle de la circulation des eaux-de-vie et alcool, au décret n° 22.123, du 14 janvier 1933, créant la marque Estrémadura, du décret n° 22.461, créant l'Institut des vins de Porto et des décrets n°s 23.183 et 23.184 du 28 octobre 1933, qui réglementent le commerce d'exportation des vins de Porto et le fonctionnement du gremio des exportateurs ainsi que du décret n° 23.230 du 17 novembre 1933, relatif à la production et au commerce des vins de liqueur de Carcavelos et Moscatel-de-Setubal, du décret n° 23.232, du 17 novembre 1933 sur l'exportation des vins ordinaires.

Il est entendu que les deux pays s'accorderont mutuellement le bénéfice de toute nouvelle disposition légale tendant à renforcer la législation de protection en vigueur au moment de la signature du présent accord.

Les engagements stipulés aux articles 15, 16 et 17, sont pris à titre de réciprocité, de telle sorte que le fait par l'une des Hautes Parties Contractantes de ne pas assurer par sa législation la protection des appellations d'origine dans les conditions prévues auxdits articles, permettra à l'autre partie contractante d'en saisir le Gouvernement de l'autre partie afin que celui-ci prenne dans le plus bref délai les mesures nécessaires à l'exécution de ses engagements; faute par lui de prendre lesdites mesures, l'autre Partie se considérera de plein droit comme déliée de ses obligations.

PROTOCOLE DE SIGNATURE

La mise en vigueur de cette convention aura lieu dès qu'auront été ramenés à dix francs par degré et par hectolitre les droits inscrits au tarif minimum sur les vins de Porto et de Madère.

Dès la mise en vigueur du présent accord, le Gouvernement français rapportera :

1° Le décret du 26 juin 1933, établissant une surtaxe de change de 20 % ad valorem sur les marchandises portugaises ;

2° Le décret du 24 juillet 1933, frappant les vins de liqueur portugais d'une surtaxe de 8 fr. par litre ou par bouteille ;

3° Il publiera un décret abaissant de 80 à 50 fr. par 100 kilogr. la taxe de licence instituée par le décret du 13 mai 1933 à l'égard des conserves de sardines.

Dès la mise en vigueur du présent accord, le gouvernement portugais s'engage, de son côté :

1° A réduire de 50 % les droits inscrits à son tarif minimum qui sont actuellement de :

Ex. 563. Cognac et armagnac, en récipients d'une capacité ne dépassant pas 2 litres, par kilogramme, 0 escudo 85 ;

Ex. 573. Vins français en bouteilles, ayant droit à une appellation d'origine légalement définie, par kilogramme, 0 escudo 25 ;

Ex. 575. Vins de Champagne, par kilogramme, 0 escudo 86 ;

2° A abroger les dispositions de l'article 1^{er} et de l'article 2 du décret n° 22.531 du 16 mai 1933 ;

3° A abroger le décret n° 22.499 du 8 mai 1933, créant une surtaxe sur l'importation de la morue d'origine française ;

4° A abroger le décret n° 22.805 du 7 juillet 1933, appliquant une surtaxe de 20 % ad valorem à l'entrée au Portugal des marchandises d'origine française ;

5° A réduire de 20 à 5 % la taxe additionnelle instituée par le décret portugais n° 20.935 du 26 février 1932 pour les produits naturels ou fabriqués originaires du territoire douanier français ainsi que des colonies, protectorats et pays sous mandat français, énumérés à la liste A¹.

Le nouvel accord règle la question de l'importation des

1. Cette liste comprend entre autres articles : les médicaments non dénommés, préparations pharmaceutiques, sérums et vaccins, châles, fichus, mantilles, voiles et écharpes de soie pure, etc...

vins de liqueur portugais, qui a été le point central de la négociation, de façon à sauvegarder les intérêts des viticulteurs français, tout en autorisant en France l'importation des vins de Porto et de Madère de bonne qualité en quantité suffisante pour permettre la signature de l'accord. Le contingent annuel est fixé à 145.000 hectolitres dont 135.000 pour les Porto. Ces derniers devront titrer au moins 18° d'alcool acquis, et 2 % Baumé et être accompagnés de certificat d'origine et de titres de transport créés à destination directe de la France.

La surtaxe de 8 francs par bouteille est supprimée, ainsi que le droit supplémentaire de 10 francs par degré et par hectolitre. De sorte qu'actuellement les vins de liqueur portugais ne seront plus soumis qu'au droit antérieur de 10 francs par degré-hectolitre.

En ce qui concerne les vins ordinaires, la proportion accordée au Portugal est de 4 % de notre contingent global, ce qui représente 80.000 hectolitres. Afin d'écartier les difficultés auxquelles s'est heurté l'application de l'avenant du 12 juillet 1932, il est prévu, relativement au coupage, qu'au cas où le Parlement français viendrait à l'accorder à un pays quelconque, le Portugal en profiterait dans les mêmes conditions.

L'accord stipule, pour les deux catégories de vins, que les contingents seront répartis par périodes trimestrielles, en tenant compte des besoins du marché et des possibilités de l'exportation. En outre, des clauses spéciales garantissent, particulièrement pour les vins de liqueur, un contrôle sérieux de l'origine, de la qualité et des prix des marchandises importées.

Les droits de douane sur nos cognacs, armagnacs, vins fins ayant droit à une appellation d'origine et les vins de Champagne sont réduits de 50 %.

En vertu de l'accord, un décret du 17 mars 1934¹ a supprimé :

1) La surtaxe de compensation de l'écart des changes de 20 %, qui avait été établie par le décret du 26 juin 1933;

1. *Journal Officiel* du 30 mars 1934.

2) La surtaxe de 8 francs par litre ou par bouteille, instituée par le décret du 24 juillet 1933.

En outre, le droit de douane applicable aux vins de liqueur importés autrement qu'en bouteilles, a été ramené de 20 francs à 10 francs par degré-hectolitre.

Par conséquent, les importations de vins de liqueur sont désormais soumises aux droits suivants (en prenant comme exemple un Porto de 18° d'alcool acquis et 4° d'alcool en puissance) :

a) *Droit de douane* :

10 (18+4)=10×22..... 220 francs

b) *Surtaxe de compensation* ¹ :

450×18

100 = 81 —

Total..... 301 —

Le décret du 24 juillet 1933 prévoyait que le montant de la surtaxe de 8 fr. par litre ou bouteille appliquée aux vins de liqueur portugais serait consigné pour les marchandises constituées en entrepôt de douane ou en dépôt, avant la date de la publication de ce décret au *Journal officiel*, ainsi que pour celles dont on justifierait qu'elles ont été expédiées pour la France avant cette date.

Le décret du 17 mars 1934 ² dispose que les sommes ainsi consignées seront remboursées par l'administration des douanes.

1. La surtaxe de compensation a été créée par la loi du 8 juillet 1933 ; elle est de 450 fr. par hecto d'alcool pur (richesse réelle). Elle s'applique aux importations de tous les pays.

2. *Journal Officiel* du 30 mars 1934.

*
**

Une question restait encore à régler : celle des vins en entrepôts de douane avant la mise en vigueur de l'accord du 13 mars 1934 et qui, à cette date, ne pouvaient être dédouanés, attendu qu'ils ne répondaient pas aux conditions fixées puisque les certificats d'origine n'avaient pas été visés avant leur départ, comme l'exige le nouvel accord.

Des démarches ont été faites pour obtenir le dédouanement de tous ces vins avec imputation sur le contingent.

La question a été résolue pour les vins expédiés du Portugal avant le 29 juillet 1933 par un avis aux importateurs paru au *Journal officiel* du 12 juin 1934.

L'attaché commercial de France à Lisbonne doit faire reva-lider les certificats d'origine accompagnant ces vins par l'Institut du vin de Porto, puis les faire viser par ses services.

La quantité qui devait bénéficier de cette tolérance était estimée à environ 4.500 hectolitres; cependant cette limite a été dépassée largement, ce qui a épuisé le contingent jusqu'au mois d'octobre, période à laquelle devait être envisagée la question des vins expédiés après le 29 juillet 1933 jusqu'au 31 mars 1934.

Une autre difficulté surgit dès les premiers jours d'application de l'accord. Aux termes de celui-ci, en effet, ne peuvent être importés que les Porto titrant au moins 18° d'alcool réel et 2° Baumé, soit au total un minimum de 22°. Or, les vins expédiés avant le 31 mars 1934 pouvaient présenter une différence de quelques dixièmes de degrés en moins.

L'avis aux importateurs précité du 12 juin 1934 règle la question en stipulant « qu'à titre exceptionnel, pour les vins de « liqueur de l'espèce, une tolérance de 5/10 de degré sera « admise sur la teneur minima d'alcool acquis prévue dans « l'accord du 13 mars 1934. »

Au Portugal, un décret-loi n° 23.910, publié au *Diario do*

Governo, le 25 mai 1934, a réglementé le commerce d'exportation des vins de Madère.

En prenant ce décret, le Gouvernement de Lisbonne a cherché à apporter une certaine stabilité à la qualité de ce produit et a fixé les quantités qui peuvent être exportées en France dans les termes de l'article 4 de l'accord du 13 mars 1934.

Les articles 1 à 5 sont relatifs au contrôle de la production et du traitement des vins de Madère. Il y est stipulé que les vins destinés à l'exportation devront avoir une graduation minimum de 15°c. Toutefois il reste entendu que ceux expédiés en France devront titrer 17° d'alcool acquis, comme le prévoit l'accord du 13 mars. En outre, les vins ne pourront être exportés qu'après un délai de deux années suivant leur alcoolisation, s'ils n'ont pas été soumis aux opérations du chauffage.

Enfin la quantité de vins de Madère qui pourra être admise à l'exportation vers la France est fixée à 11 % du contingent total des vins de liqueur accordé au Portugal, soit 15.950 hectolitres (art. 15).

La douane de Funchal est chargée de contrôler les expéditions faites pour le marché français.

Comme aux termes de l'accord du 13 mars 1934, le Portugal a obtenu un contingent de 145.000 hectolitres de Porto et de Madère, sur lesquels 135.000 au maximum de Porto, et comme le décret portugais du 25 mai 1934 a fixé à 15.950 hectolitres la quantité de vins de Madère destinée à la France, il ne pourra être importé pour la campagne viticole que :

145.000 hect — 15.950 hect. = 129.050 hect. de vins de Porto.

Politique contractuelle portugaise pour les vins.

Nous allons donner ci-après un aperçu assez succinct, de la politique douanière portugaise relative aux vins, ainsi que les passages des différents traités de commerce signés par le Portugal avec des pays autres que la France et relatifs au commerce des vins.

I. Traités signés avec l'Angleterre :

Dès le ^{xiv}^e siècle déjà on trouvait des traces d'exportation de vin du nord du Portugal vers l'Angleterre, mais il s'agissait là plutôt d'un effet de la contrebande que de transactions régulières.

A la suite d'un traité de commerce célèbre, connu sous le nom de Methuen Treaty (du nom de son signataire) conclu à Lisbonne le 27 décembre 1703, prit naissance la courbe ascendante de l'importation en Angleterre des vins portugais.

Ce traité stipulait que « Sa Majesté le Roi de la Grande-Bretagne s'oblige, tant en son nom qu'en celui de ses successeurs, d'admettre à perpétuité dans les Etats d'Angleterre les vins provenant du cru du Portugal, sans que dans aucun temps, soit que l'Angleterre et la France vivent entre elles en paix ou en guerre, il ne puisse être demandé pour ces vins, par forme de droits d'entrée ou autres, directement ou indirectement, que ce qui sera exigé pour la même quantité ou la même mesure des vins de France. »

Sous ce régime favorable, les exportations de vins portugais vers l'Angleterre ne cessèrent de s'intensifier. De nos jours encore — en dépit de la production vinicole de ses dominions — Australie, colonie du Cap, etc., — le commerce anglais continue à tenir le vin de Porto en estime, et à en respecter scrupuleusement l'appellation.

Le Royaume-Uni constitue actuellement le meilleur débouché pour les vins de liqueur portugais. En revanche, l'armement anglais bénéficie de la plus grande partie du fret lusitanien.

Les avantages concédés dans les traités signés par les deux pays vont donc être relatifs à ces deux questions.

Un échange de lettres a été passé par les deux gouvernements en date du 14 octobre 1933. D'après cet accord, les autorités britanniques se sont engagées à faire bénéficier jusqu'au 1^{er} juillet 1941, les appellations d'origine des vins généreux de Porto et de Madère, de la protection qui leur est garantie par

l'article VI du traité de commerce luso-anglais du 12 août 1914, même si ce traité venait à être dénoncé.

En outre, 2 millions d'escudos auraient été versés aux agences de presse anglaises pour faire une campagne de publicité en faveur des vins de Porto.

Nous reproduisons ci-dessous l'article 6 du traité de commerce et de navigation entre la Grande-Bretagne et le Portugal signé le 12 août 1914.

Art. 6. — « Le Gouvernement de Sa Majesté s'engage à « demander au Parlement de prohiber l'importation et la vente « pour la consommation dans le Royaume-Uni de tout vin ou « liqueur, auquel la désignation Porto ou Madère est appliquée, « autre que celui produit au Portugal et à Madère. »

Il convient d'ajouter à ce texte la loi du 27 novembre 1914, complétée par celle du 27 novembre 1934, mettant en vigueur l'accord commercial anglo-portugais.

Loi du 27 novembre 1914. — 1. La désignation « Porto » « Madère » appliquée à tous vins ou liqueurs autres que ceux produits au Portugal ou à Madère, sera considérée comme une fausse désignation selon les dispositions du « Merchandise Marks Act 1887 », et, en conséquence, cette loi aura plein effet.

Néanmoins, on pourra passer outre à toute procédure engagée en application de la présente loi, en ce qui concerne ladite désignation, s'il est prouvé :

a) que le vin ou la liqueur auquel la désignation est appliquée est destiné seulement à l'exportation du Royaume-Uni;

b) qu'au cas où tout vin ou liqueur vendu, mis en vente ou en magasin pour la vente dans un délai de 12 mois après l'approbation de cette loi, cette désignation était légalement appliquée avant cette approbation.

Loi du 23 août 1916. — 1° La mention « Porto » appliquée aux vins qui sont produits au Portugal, importés dans le Royaume-Uni après la mise en vigueur de cette loi, sera considérée comme une fausse désignation selon les dispositions de la loi « Merchandise Marks Act 1887 », si le vin à son importation dans le Royaume-Uni n'est pas accompagné d'un certificat délivré par les Autorités portugaises compétentes, à l'effet de prouver qu'il s'agit d'un vin auquel la désignation « Porto » peut être appliquée suivant la loi portugaise, et, en conséquence, cette loi aura plein effet.

Néanmoins, on pourra passer outre à toute procédure engagée en application de la présente loi, en ce qui concerne ladite désignation, s'il est prouvé que le vin auquel la désignation est appliquée est seulement destiné à l'exportation du Royaume-Uni.

Cette disposition est une addition, et non pas une dérogation aux dispositions contenues dans la loi principale.

II. Accord du 26 août 1930 avec le Brésil.

Dans le traité du 26 août 1930 avec le Brésil, le Gouvernement portugais s'engage à réprimer sur son territoire tous les abus de désignation « café du Brésil », « Type Santos », « Type de Minas » et « Type Rio », en ce qui concerne les cafés qui ne seront pas d'origine brésilienne et ceux qui ne seront pas entièrement libres de mélanges avec des cafés d'autres provenances ou avec des succédanés de cafés.

En contrepartie, par l'article 6 ci-dessous reproduit, le Brésil s'engage à assurer la protection des appellations d'origine aux vins lusitaniens.

ART. 6. — « Le Gouvernement brésilien reconnaît que les « désignations de « Porto », « Madère », « Moscatel-de-Setubal », « Carcavelos » et « Extramadura » constituent des

« marques régionales et appartiennent exclusivement au vin
« produit dans les régions portugaises du Douro, de l'Ile de
« Madère, de Setubal, de Carcavelos et d'Extramadura, et
« s'oblige à réprimer, sur son territoire, conformément aux
« prescriptions de la législation interne en vigueur, tous abus
« des dites désignations en ce qui concerne les vins qui ne
« seront pas originaires des régions respectives du Portugal et
« de l'Ile de Madère, même lorsque la mention originale sera
« accompagnée de l'indication du nom du véritable lieu d'ori-
« gine ou de l'expression « type », « qualité » ou toute autre
« expression similaire, susceptible de mettre en doute la véri-
« table origine de la marchandise dans le commerce.

« La procédure pourra être instaurée par l'action publique
« ou par un particulier. »

III. *Convention luso-cubaine du 26 décembre 1931*

Ce traité contient les articles 3, 4, 5 et 6 qui sont relatifs aux vins. Les deux premiers visent la concession que se font mutuellement les deux pays du traitement de la nation la plus favorisée pour leurs produits.

Article 3. — « Pendant la durée de cette convention, le
« Gouvernement cubain autorisera l'importation, la consom-
« mation et la vente sur son territoire de tous les vins por-
« tugais, blancs et rouges, y compris les liqueurs et les vins
« généreux reconnus par la législation portugaise comme vins
« régionaux, de graduation alcoolique non supérieure à 21°
« leur appliquant le tarif le plus bas des deux du tarif doua-
« nier.

« En ce qui a trait aux impôts intérieurs de quelque nature
« qu'ils soient, généraux ou locaux, il s'oblige à leur concéder
« le même traitement qu'actuellement ou plus tard il applique
« aux vins analogues d'une quelconque tierce puissance plus

« favorisée à ce sujet, exceptant les Etats-Unis d'Amérique, de
« manière que, alors même que Cuba établisse des lois dans la
« forme qui lui conviendrait, la condition du Portugal, en ce
« qui concerne les impôts intérieurs, ne soit jamais moins avan-
« tageuse de celle dont jouit dans un cas analogue n'importe
« quel autre pays, avec l'exception déjà citée des Etats-Unis. »

Article 4. — « Le Gouvernement de la République de Cuba
« reconnaît que les désignations de vins de « Porto »,
« Oporto », « Madeira », « Moscatel-de-Setubal » et « Carca-
« velos », appartiennent exclusivement aux vins produits res-
« pectivement dans les régions portugaises du Douro et de l'Ile
« Madère, Setubal et Carcavelos, et s'engage à réprimer par la
« la saisie ou par autres sanctions adéquates, l'importation, le
« magasinage, l'exportation, la fabrication, la circulation, la
« vente ou exposition pour vente avec les désignations de
« Vino de Oporto » ou « Porto », « Vino de Madeira » ou
« Moscatel-de-Setubal » et « Carcavelos » de vins qui ne soient
« pas originaires de l'une ou de l'autre des régions portugaises
« ci-dessus énumérées.

Article 5. — « L'authenticité des vins de « O Porto » et
« de « Madeira », de « Moscatel-de-Setubal » et de « Carcave-
« los » sera établie par des certificats d'origine délivrés par les
« autorités portugaises compétentes et l'importation des vins
« portant les dites désignations spéciales ne sera autorisée par
« le Gouvernement cubain que moyennant la présentation de
« ces certificats d'origine.

Article 6. — « Ces dispositions s'appliquant aussi bien pour
« les vins de « O Porto » et de « Madeira », « Setubal » et
« « Carcavelos »..., quand bien même la mention de désigna-
« tion régionale serait accompagnée de l'indication du nom
« véritable, lieu d'origine ou de l'expression « Tipo » (type),
« « genero » (genre), « calidad » (qualité), ou autres expres-

« sions quelconques, similaires ou changement, augmentation
« ou suppression de lettre comme Porto, Port, Oporto, Port-
« wine et Portwein-Madère-Maderawine-Maderawein, ou com-
« binaisons de noms semblables ou de fabriques cubaines ou
« de l'imitation ou falsification du sceau de garantie officiel ou
« certificat d'origine ou quelque autre procédé susceptible de
« mettre en doute la véritable origine de la marchandise dans
« le commerce. »

IV. *Accord avec l'Irlande*

Le traité de commerce luso-irlandais du 29 octobre 1929
contient deux articles 4 et 6 relatifs aux vins.

.....

Les deux premiers paragraphes de l'article 4 ont trait aux
restrictions et aux prohibitions d'importation en général.

Le troisième paragraphe du même article est ainsi conçu :

« Pendant la durée du présent traité, l'Etat Libre d'Irlande
« permettra l'importation, après acquittement des droits en
« vigueur, ainsi que le transport et la vente sur son territoire
« de tous les vins portugais dont la teneur en alcool n'excède
« pas 42 degrés Sykes d'esprit de preuve (23°, 9658 centés.) »

Article 6. — « Le Gouvernement de l'Etat Libre d'Irlande
« reconnaît que les appellations de Porto et de Madère (y com-
« pris les appellations générales de « Port Wine » et de
« Madeira Wine ») s'appliquent exclusivement aux vins pro-
« duits respectivement dans les régions portugaises du Douro

« et de l'Ile de Madère. Il s'engage à réprimer par la saisie et
« par toutes autres sanctions appropriées l'importation, l'em-
« magasinage, l'exportation, la fabrication, la circulation, la
« vente de vins portant l'appellation de vins de Porto et de
« Madère qui n'auraient pas été produits respectivement dans
« les régions du Douro et de l'Ile de Madère. L'authenticité des
« vins de Porto et de Madère sera établie par des certificats
« d'origine délivrés par les autorités portugaises compétentes
« et l'importation de vins portant ces désignations ne sera auto-
« risée que sur présentation de ces documents.

« La saisie des produits incriminés sera effectuée et les
« autres sanctions seront appliquées soit sur l'initiative des
« autorités compétentes, soit sur celle d'une partie intéressée,
« personne privée, association ou syndicat.

« Les présentes dispositions seront applicables même si
« les dites appellations d'origine sont accompagnées de cer-
« taines expressions ou modifications telles que « genre »,
« type », « qualité », « sorte », ou autres expressions similaires.

« Le Gouvernement de l'Etat Libre d'Irlande s'engage à
« présenter et à recommander au Parlement toute législation
« dont l'adoption serait jugée nécessaire pour assurer le plein
« effet des dispositions du présent article. »

V. *Accord luso-japonais du 23 mars 1932*

Un traité de commerce avec le Japon a été signé le 23 mars 1932.

Dans les trois premiers articles de ce texte les deux pays s'octroyent réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée.

L'article 4 seul est relatif au commerce du vin. Il est ainsi libellé:

Article 4. — « a) Le Japon s'engage, pendant la durée du
« présent accord, à permettre l'importation, ainsi que le trans-
« port et la vente à l'intérieur du pays, de tous les vins portu-
« gais d'un degré égal ou inférieur à 21°. Toutefois, cette dispo-
« sition pourrait cesser d'être applicable au cas où le Japon
« établirait un monopole sur les vins.

« b) Le Japon reconnaît que les désignations « Porto »
« (Port, Oporto, Portwine, Portwein, et les combinaisons de
« noms semblables) et « Madeira » (Madère, Madeirawine,
« Madeirawein, et les combinaisons de noms semblables) ainsi
« que les désignations « Moscatel-de-Setubal » et « Carcave-
« los », sont des désignations régionales appartenant exclusive-
« ment aux vins portugais produits dans les régions portugaises
« du Douro, de l'Île de Madère, de Setubal et de Carcavelos,
« et s'engage à ne permettre l'importation de vins portant ces
« désignations que si ces vins sont originaires des dites régions
« et sont accompagnés de certificats d'origine délivrés par les
« autorités portugaises compétentes. Ces dispositions sont
« applicables même si la désignation régionale est accompa-
« gnée du nom, du lieu véritable d'origine ou de l'expression
« type », « genre », « qualité » ou de quelque autre expression
« similaire.

« c) Les prescriptions de la législation japonaise sur les
« vins pour la protection de la santé publique ne seront pas
« affectées par les dispositions du présent accord.

« d) Les dispositions du présent article ne doivent pas être
« considérées comme affectant les engagements déjà existants
« entre le Japon et des tierces puissances. »

VI. *Traité luso-norvégien du 4 septembre 1934*

L'avenant à la convention commerciale du 13 novembre 1931 signé le 4 septembre 1934 intéresse au plus haut point le commerce des vins portugais à destination de la Norvège.

Par l'article 4 de cet accord, le Gouvernement norvégien s'engage à maintenir en vigueur jusqu'en 1941 les dispositions de l'article 6 de la convention du 13 novembre 1931 (relatif au respect des appellations d'origine des vins portugais) aussi longtemps que le Portugal maintiendra en application l'article 2 de l'Avenant assurant le traitement national aux navires des deux pays.

Les articles 5 et 6 doivent retenir particulièrement notre attention :

Dans le premier le Gouvernement portugais réserve à la Norvège 40 % de ses importations de morues, tandis que le Gouvernement norvégien s'engage à importer annuellement *28.900 hectolitres de vins liquoreux portugais* ;

Le second porte amendement au Protocole additionnel de la Convention du 13 novembre 1931, qui visait l'importation privée des vins et était ainsi conçu : « La Société Vinmonopolet prélèvera pour prix du service rendu une commission de 18 % du prix « fob ». En vertu de l'article 6 le Vinmonopol appliquera désormais ses « conditions habituelles de vente », c'est-à-dire qu'il calculera sur les vins destinés à la clientèle particulière son bénéfice habituel (environ 100 %) au lieu de 18 %.

Par ce simple amendement le Gouvernement norvégien remporte un grand succès dans la lutte qu'il mène de concert avec la direction du Vinmonopol contre l'importation privée, et les agents norvégiens travaillant avec l'importation privée des vins portugais sont d'accord pour estimer que celle-ci qui avait pris une certaine extension ces dernières années (environ 10 % des ventes totales de vins forts) est appelée à disparaître. En effet, la clientèle particulière ne pouvant se procurer désormais par l'importation privée que des vins à des prix aussi éle-

vés que ceux vendus par le Vinmonopol, renoncera à ce mode d'approvisionnement qui aura perdu son principal avantage et conservera ses inconvénients.

Les exportateurs portugais ont-ils obtenu des avantages contrebalançant le renoncement implicite à la faculté d'importer directement ? A en juger par les dispositions de l'avenant cela paraît douteux, car les chiffres approximatifs des importations de vins portugais au cours des quatre dernières années ont été les suivants (en hectolitres) :

Ventes du Vinmonopol	Importation privée	Total
1930 28.680	2.000	30.680
1931 23.110	2.000	25.110
1932 22.620	2.000	24.620
1933 21.010	2.000	23.010

Le Portugal aurait donc abandonné l'importation privée contre la promesse d'achats annuels par le Vinmonopol de quantités correspondant à peu près à la consommation de 1930, c'est-à-dire à la consommation normale avant la crise.

Il semble en outre que le Vinmonopol pour faciliter l'écoulement réduira sans doute les prix de revente actuels des vins portugais, et il se peut d'ailleurs que sur ce point notamment, certaines clauses de l'arrangement soient restées secrètes.

Les agents en vins travaillant avec la clientèle privée semblent vouloir reporter leurs efforts sur nos vins dont l'importation privée est protégée notamment par certaines dispositions de notre arrangement du 9 juin 1934. Il se pourrait même que certains de nos vins forts (Banyuls, Frontignan, etc.), jusqu'ici presque inconnus en Norvège puissent y trouver des débouchés intéressants par suite de l'arrêt de l'importation privée des vins forts portugais.

GRÈCE

La production vinicole de la Grèce s'est élevée depuis 1928 aux chiffres suivants :

1928	2.766.000	hectolitres	pour une	superficie	de	121.000	hect.
1929	2.150.000	—	—	—	—	120.000	—
1930	1.187.000	—	—	—	—	117.000	—
1931	1.613.000	—	—	—	—	117.000	—
1932	3.481.300	—	—	—	—	116.000	—

Sur cette production, la quantité réservée à l'exportation a été pour les mêmes périodes :

1928	.....	1.377.000	hectolitres
1929	.....	1.262.400	—
1930	.....	589.900	—
1931	.....	408.500	—
1932	.....	394.400	—

La France a importé, sur ce total, de 1928 à 1932 :

1928	.....	172.400	hectolitres
1929	.....	323.500	—
1930	.....	378.000	—
1931	.....	179.300	—
1932	.....	206.500	—

Déjà en 1913, le chiffre de nos importations de vins grecs était de 300.000 hectolitres environ.

Les autres importateurs sont :

L'Allemagne	qui a absorbé	61.800	hectolitres	en 1932
L'Autriche	— — —	1.600	—	— — —
Les Pays-Bas	— — —	17.000	—	— — —
La Suisse	— — —	12.500	—	— — —
La Tchécoslovaquie	— — —	9.500	—	— — —
L'Egypte	— — —	25.400	—	— — —

Les vins grecs sont généralement des vins lourds destinés au coupage. Aussi, comprendra-t-on l'émotion causée en Grèce par notre loi du 1^{er} janvier 1930, interdisant le coupage des vins français avec les vins étrangers.

On récolte aussi des vins de liqueur parmi lesquels le plus apprécié est le vin de Samos.

Il faut citer aussi les raisins secs provenant du Péloponèse : raisins de Corinthe, des îles Ioniennes, de Crète et de Samos (Sultanine), qui alimentent une exportation considérable à destination de l'Angleterre, des Pays-Bas, de l'Allemagne et de l'Amérique du Nord.

Convention du 8 septembre 1926

L'accord franco-grec de 1892, avait été prorogé par l'arrangement du 21 février 1924.

Ce traité maintenait la clause de la nation la plus favorisée pour tous les produits grecs, les vins exceptés. Cette disposition, surtout après la conclusion du « *modus vivendi* » franco-portugais du 3 mars 1925, qui était plus libéral pour les produits de la viticulture, et aussi après le relèvement des droits de douane survenus en 1926, nous valut les récriminations du Gouvernement hellénique.

Cependant, la situation fut vite rétablie puisque le 8 septembre 1926 était signée, une convention par laquelle la Grèce renonçait au bénéfice de la clause de la nation la plus favorisée ; il fut stipulé en outre que notre tarif minimum ne serait accordée aux importations helléniques que pour cinquante numéros du tarif français. En contrepartie, les contingents de vins grecs admis en France aux droits les plus réduits étaient fixés annuellement à 250.000 hectolitres pour les vins ordinaires et à 25.000 hectolitres pour les vins de liqueur. Sous le régime du traité de 1924, les contingents de vins grecs à impor-

ter en France étaient fixés respectivement à 200.000 et 15.000 hectolitres par an.

Le Gouvernement hellénique jugea cette situation défavorable pour son exportation. Il estimait que le préjudice qui lui était causé par l'abandon presque complet de la clause de la nation la plus favorisée n'était pas réparée par l'augmentation du contingent de vins. Pourtant celle-ci se chiffrait par 20 millions de francs environ. D'autre part, les importations en France de vins grecs de toutes catégories n'avaient jamais dépassé 270.000 hectolitres et le contingent total de 275.000 hectolitres prévu au traité de 1926 paraissait largement suffisant.

Toutefois, ce contingent s'est montré insuffisant puisque, aux premiers mois de 1927, il était atteint et même dépassé, si bien que la France dût, dès le 8 juillet, ouvrir par anticipation le contingent afférent à la campagne viticole commençant en septembre 1927 pour se terminer en septembre 1928.

Le décret du 26 février 1924 portait publication et mise en application provisoire de l'arrangement commercial entre la France et la Grèce, signé à Paris le 21 février 1924.

Ci-dessous le texte de cet accord publié au *Journal Officiel* du 27 février 1924.

Jusqu'à la conclusion d'un accord définitif, à substituer à l'échange de lettres des 16/28 juillet 1892, dont les effets ont été prorogés par l'arrangement commercial des 4/16 décembre 1892, le Gouvernement français et le Gouvernement hellénique sont d'accord pour proroger l'application du régime établi par lesdites conventions; au bénéfice des dispositions ci-après:

Article premier. — *Les vins ordinaires, originaires et en provenance de Grèce, seront admis à leur importation en France, dans la limite d'un contingent annuel de 200.000 hectolitres, au bénéfice d'un pourcentage de réduction sur l'écart entre le tarif général et le tarif minimum, calculé de telle manière que, par rapport aux droits et coefficients actuels, il s'exprime par un droit de 30 francs. Les vins ordinaires importés en excédent du coefficient ci-dessus, seront soumis aux droits du tarif général.*

Art. 2. — *Par dérogation à la prohibition des vins de liqueurs, il pourra être importé en France, pour la consommation intérieure, un contingent annuel de 15.000 hectolitres de vins de liqueur originaires et en provenance de Grèce, qui sera admis au bénéfice du tarif minimum.*

Le présent accord est conclu pour une durée de trois mois à dater de son entrée en vigueur qui aura lieu huit jours après sa signature. Il sera prorogé par tacite reconduction et pourra, après une première période trimestrielle, être dénoncé à tout moment, moyennant un préavis de trois mois.

Fait à Paris, le 21 février 1924.

Signé : Raymond POINCARÉ.
Lucien DIOR.
Athos ROMANOS.

Convention du 11 mars 1929

Les échanges commerciaux franco-helléniques s'effectuaient, depuis le mois de septembre 1926, sous le régime d'une Convention de commerce établie pour épargner aux produits français importés en Grèce l'application du nouveau tarif général adopté par ce pays.

Les résultats obtenus sous ce régime avaient été satisfaisants. Cependant, le vote de la loi française du 2 mars 1928, portant revision du tarif douanier, nous valut les protestations du Gouvernement d'Athènes, qui estimait trop lourdes et même, dans certains cas, prohibitives pour son exportation, les majorations de droits applicables à divers articles intéressant spécialement le commerce hellénique, et notamment les raisins secs, les vins, etc...

La convention du 8 septembre 1926 fut dénoncée par la Grèce pour prendre fin le 10 septembre 1928. Le Gouvernement ne pouvait rester indifférent à la menace que constituait cette dénonciation pour notre exportation. Il s'agissait, en effet, d'un marché qui avait absorbé pour plus de 400 millions de francs de marchandises françaises en 1927 et dont les importations ont

à peine dépassé, pendant la même période, 100 millions de francs.

Des négociations furent immédiatement engagées. Elles échouèrent à deux reprises différentes mais le *statu quo* fut toujours prorogé et l'accord fut réalisé le 11 mars 1929, sans que la dénonciation fut appliquée.

Les caractéristiques de la nouvelle convention étaient les suivantes :

Les deux pays se reconnaissaient totalement et réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée. Antérieurement, la convention de 1926 ne comportait qu'une liste limitée de produits grecs soumis aux droits réduits à l'entrée en France.

Dans les importations grecques, figuraient au premier plan, celle des vins ordinaires, qui avait été soumise, par l'accord de 1926, à la formalité du contingent limitant à 250.000 hectolitres les quantités de vins helléniques admises annuellement au tarif minimum.

Il n'était pas possible de rétablir les relations entre les deux pays sur une base équitable et durable en laissant subsister à l'égard des principaux intérêts grecs, une mesure exceptionnelle, à laquelle la France ne soumettait d'ailleurs aucun autre pays. Le Gouvernement français devait toutefois obtenir les garanties nécessaires pour ne pas ouvrir le marché français à des vins qui n'auraient pas été obtenus par la fermentation des moûts de raisins frais, et par suite, auraient représenté des boissons dont la fabrication et la circulation étaient interdites sur notre territoire.

Ces garanties, minutieusement étudiées, et d'une efficacité qui ne pouvait être mise en doute, figurent dans les annexes au traité.

Les articles 13, 14 et 17 de la convention du 11 mars 1929 traitaient de la protection des appellations géographiques d'origine des produits vinicoles.

Nous reproduisons les articles du « *Protocole final* » et du

« *Protocole annexe* » qui réglementent l'importation des vins grecs.

Ad article premier.

A. — *Seuls, les vins grecs provenant exclusivement de la fermentation de raisins frais pourront être importés en France, en Algérie et en Tunisie, au titre de la présente Convention.*

Le Gouvernement hellénique, qui prohibe sur son territoire la consommation du vin de raisin sec et qui en réglemente étroitement la fabrication, vient d'adhérer à l'Office international du vin et se déclare disposé à interdire, en principe, la fabrication du vin de raisin sec.

Dès la mise en vigueur de la présente Convention, la fabrication, la détention et le commerce des vins de raisin sec, qui ne peuvent s'exercer en Grèce que sous la surveillance permanente des autorités helléniques, ne pourront être pratiquées que dans des locaux ne communiquant que par la voie publique avec les locaux où se pratiquent la fabrication, la détention et le commerce des vins de raisin frais.

Il est bien entendu que les vins de raisin sec, visés à l'alinéa 3, ne sont pas destinés à être importés en France, en Algérie et en Tunisie, attendu qu'ils ne répondent pas aux dispositions de l'alinéa premier.

B. — *En ce qui concerne les moûts de vendange et jus de raisin frais non fermentés ou partiellement fermentés, mutés autrement qu'à l'alcool ou non mutés, même pasteurisés (position 171 du tarif douanier français) et les vins de liqueur, mistelles ou vins mutés à l'alcool et vermouths provenant de raisin frais ou de jus de raisin frais (position 171 ter du tarif douanier français), la Grèce bénéficiera d'une dérogation générale à la prohibition d'importation sous la réserve que les produits importés répondent aux conditions prévues par la présente Convention et par ses annexes relativement à l'importation des vins en France.*

Ad articles premier et 6

En ce qui concerne l'application de la présente Convention, il ne sera pas fait de différence entre le territoire de la Grèce continentale et son territoire insulaire, y compris les îles de Chio, Lemnos, Mytilène, Nicaria, Samos et Samothrace, dont les produits importés par la voie de la Grèce continentale seront admis au bénéfice du transport direct.

Ad art. 2

La réduction des droits du tarif minimum prévus pour les « raisins de Corinthe » destinés à la pâtisserie et à la confiserie est exclusivement réservée :

1° *Aux envois effectués par colis postal ;*

2° *Aux envois répondant à la définition et satisfaisant aux conditions inscrites aux notes explicatives du tableau des droits (en caisses de 50 kilos au plus ou en barils d'environ 80 kilos au plus).*

Il reste entendu que les raisins secs originaires et en provenance de Grèce autres que ceux bénéficiant de la réduction ci-dessus prévue seront considérés comme « propres à la consommation » s'ils répondent aux définitions et conditions inscrites aux notes explicatives du tableau des droits.

PROTOCOLE ANNEXE

relatif à la reconnaissance des certificats d'analyse des vins importés en France

Conformément aux dispositions de l'article 14 de la convention de commerce, de navigation et d'établissement entre la Grèce et la France, signée en date d'aujourd'hui, les plénipotentiaires respectifs se sont mis d'accord sur les clauses suivantes, qui précisent les conditions de la reconnaissance des certificats d'analyse des vins importés en France.

Article premier. — *L'analyse des vins destinés à être importés en France sera faite, en Grèce, exclusivement par les laboratoires de chimie relevant du Ministère des Finances. Le Gouvernement hellénique communiquera les fac-similés des signatures des chimistes chargés de délivrer les certificats d'analyse pour l'usage des autorités françaises intéressées.*

Article 2. — *L'analyse des vins, ainsi que la détermination de l'homogénéité du contenu de plusieurs récipients (fûts, etc.) faisant partie d'un envoi, sera faite, en Grèce, conformément aux dispositions générales prévues à l'annexe n° 1.*

Le Gouvernement hellénique notifiera au Gouvernement français les méthodes officielles en usage, en Grèce, pour l'analyse des vins.

Article 3. — Si l'analyse d'un envoi de vin destiné à être consommé en France et composé de plusieurs récipients (fûts, etc.) a été faite au moment où ce vin se trouvait encore dans un seul bassin ou cuve, sous la surveillance du chimiste autorisé à délivrer le certificat d'analyse ou des fonctionnaires compétents au prélèvement des échantillons, il ne sera pas nécessaire de prélever lesdits échantillons de chacun des récipients de l'envoi.

L'analyse se fera sur un ensemble de trois échantillons pris dans la partie inférieure, centrale et supérieure du bassin, cuve, etc.

Article 4. — Les certificats d'analyse devront être rédigés selon les formulaires établis dans les annexes 2 et 3. Le formulaire A, annexe 2, sera d'usage toutes les fois que l'autorité chargée de l'analyse aura elle-même prélevé l'échantillon. Le formulaire B, annexe 3, sera utilisé toutes les fois que l'échantillon sera adressé à l'autorité chargée de l'analyse par une autre autorité à ce autorisé.

De ces certificats d'analyse, il doit ressortir expressément que le vin analysé est, d'après le contrôle exercé par les autorités officielles helléniques, dans les conditions prévues par la Convention entre la Grèce et la France en date d'aujourd'hui et d'après le résultat de l'analyse, le produit du pur jus de raisin frais, sans mélange d'aucune sorte: raisin sec, sucre de canne, acide tartrique, alcool en ce qui concerne les vins secs, et autres substances prohibées par les lois.

Pour chaque partie de vins homogène, il sera délivré un certificat séparé.

Article 5. — Les vins grecs importés en France devront être accompagnés des certificats d'origine prévus à l'article 4. Les récipients (fûts, etc.) contenant ces vins, seront scellés par l'autorité hellénique qui a procédé à la prise d'échantillons.

Les certificats helléniques d'analyse ne seront valables que pour les récipients qui, à leur importation en France, ont intacts les sceaux apposés au départ de la Grèce.

Si les récipients à leur importation en France, ne portent pas le sceau officiel hellénique ou si le sceau n'en est plus intact, le Gouvernement français se réserve le droit de soumettre ces vins à une nouvelle analyse pour la vérification de leur identité sans que cette stipulation puisse porter atteinte aux dispositions de l'article 14 de la convention signée en date de ce jour.

Article 6. — *Les deux Gouvernements se réservent de se mettre ultérieurement d'accord pour reconnaître les certificats helléniques accompagnant des envois dûment scellés même dans les cas de transvasement du vin de leurs récipients originaux dans des wagons-citernes pendant le transport.*

ANNEXE I

Dispositions fondamentales pour l'analyse des vins destinés à être importés en France.

A. — But de l'analyse

L'analyse chimique doit constater que le vin est pur et non falsifié, et notamment :

1° *Que le vin correspond à la législation en vigueur pour la consommation intérieure en Grèce.*

2° *Que le vin n'a pas été additionné de certaines substances ou au moins dans des quantités non supérieures à celles autorisées par les lois françaises.*

B. — Dispositions générales

a) *Conformément aux dispositions qui précèdent et sous réserve des dispositions du chapitre C, les échantillons prélevés dans des citernes, caves, fûts ou autres récipients, devront être soumis à une analyse chimique à l'effet de déterminer les éléments suivants :*

- 1° *Le poids spécifique;*
- 2° *L'alcool (en volume);*
- 3° *L'extrait sec total;*
- 4° *Le sucre non fermenté;*
- 5° *Le sucre de canne dans le cas où l'analyse en aurait révélé la présence;*
- 6° *L'acidité totale;*
- 7° *L'acidité volatile;*
- 8° *Les substances minérales (cendres);*
- 9° *L'alcalinité des cendres;*
- 10° *Les sulfates;*
- 11° *L'acide sulfureux;*

- 12° Les substances antiseptiques autres que l'acide sulfureux et les bisulfites alcalins;
- 13° L'acide tartrique total;
- 14° La potasse (bitartrate de potasse);
- 15° Les matières colorantes étrangères, s'il y en a.

b) Il devra être certifié, en outre, que le vin a été préparé sans addition de raisins secs, de sucre de canne et d'acide tartrique. En raison du fait que les vins grecs contiennent à l'état naturel, des proportions variables de potasse, la quantité de potasse (bitartrate de potasse) est mentionnée à titre de simple indication et ne constitue pas la preuve d'une addition d'acide tartrique.

c) L'analyse doit encore rechercher et déterminer l'existence, le cas échéant, d'autres substances non autorisées par les lois respectives des deux Parties Contractantes, lorsque l'aspect, le parfum, le goût de l'échantillon ou d'autres raisons rendent cette recherche nécessaire.

d) L'analyse se fera conformément aux méthodes officiellement en vigueur en Grèce.

C. — Dispositions particulières

a) Lorsque plusieurs récipients de contenu homogène n'ont pas été remplis sous l'inspection des fonctionnaires autorisés à prélever les échantillons conformément aux dispositions de l'article 3, l'échantillonnage et l'analyse peuvent être faits d'après les dispositions suivantes:

Sont considérés comme vins homogènes les vins de la même provenance et qualité.

Les vins provenant de différentes localités ne seront pas considérés comme homogènes, ainsi que les vins de la même localité mais de récoltes de différentes années ou types.

b) Pour établir l'homogénéité du contenu des récipients, il sera prélevé un échantillon de chaque récipient pour l'examen de la couleur, du parfum, du goût et de la densité. Si l'homogénéité du vin est constatée par cet échantillonnage, l'analyse doit être faite sur un échantillon prélevé à raison de 1 par 25 récipients (fûts, etc.) au moins et conformément aux dispositions prévues au précédent chapitre B.

c) Si l'échantillonnage est fait par un fonctionnaire autre que celui qui doit exécuter l'analyse, le nombre nécessaire d'échantillons doit être envoyé à ce dernier pour la vérification de l'homogénéité en cas de doute et pour l'exécution de l'analyse.

ANNEXE II

FORMULAIRE A

RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE

—
*Laboratoire de Chimie
du Ministère des Finances.*

N°
—

A.— *Identité.*

Expéditeur :

Lieu d'expédition :

Désignation commerciale usuelle du vin :

Provenance et année de vendange :

Nombre de fûts ou autres récipients, marques et numéros :

Poids total, kilogrammes. { *Bruts :*
 Nets :

B. — *Analyse.*

Poids spécifique à 15° C :

Alcool en volume pour 100 :

Alcool en poids (grammes par litre) :

Extrait total à 100° C (grammes par litre) :

Sucre non fermenté (grammes par litre) :

Extrait sans sucre (grammes par litre) :

Sucre de canne (grammes par litre) :

Acidité totale :

En cmc. de KOH N/10 (centimètres cubes par litre) :

En C⁴H⁶O⁶ (grammes par litres) :

Acidité volatile :

En cmc. de KOH N/10 (centimètres cubes par litre) :

En C²H⁴O² (grammes par litre) :

Matières minérales (grammes par litre) :

Alcalinité en K_2CO_3 (grammes par litre) :

Sulfates en K^2SO^4 (grammes par litre) :

Acide sulfureux (grammes par litre) :

Acide tartrique (grammes par litre) :

Potasse bitartrate (grammes par litre) :

Nature de la matière colorante :

C. — Conclusions.

Nous certifions catégoriquement que :

1° Tous les fûts ou autres récipients, dont l'échantillon examiné a été prélevé, contiennent du vin de la même sorte;

2° Le vin en question est, d'après le contrôle exercé par les autorités officielles helléniques dans les conditions prévues par la Convention entre la France et la Grèce et d'après le résultat de l'analyse, du pur jus fermenté de raisins frais sans mélange d'aucune sorte (raisin sec, sucre de canne, acide tartrique, potasse et autres substances prohibées par les lois);

ne contient pas

3° Le vin ————— une addition d'alcool de pour
 contient

contient

100 en volume:

4° A la suite de l'échantillonnage, les fûts ou autres récipients ont été

— scellés par notre sceau officiel ci-contre. ,
n'ont pas été

n'ont pas été

, le 19

(Signature et grade du chimiste.)

ANNEXE III

FORMULAIRE B

RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE

Ministère des Finances

A. — *Identité.*

Expéditeur :

Lieu d'expédition :

Provenance et année de vendange :

Désignation commerciale usuelle du vin :

Nombre des fûts ou autres récipients :

Marques et numéros :

Poids total, kilogrammes. { *Brut :*
Net :

B. — *Echantillonnage.*

Nous soussignés :

certifions que, d'après les règlements de la Convention commerciale entre la France et la Grèce :

avons scellé

1° Nous _____ par notre sceau officiel ci-dessous,
n'avons pas scellé

les fûts ou autres récipients, ci-dessus énumérés après l'échantillonnage;

2° *Les échantillons prélevés dans _____ bouteilles numérotées et scellées par notre sceau officiel, sans être mélangés, ont été expédiés afin d'être analysés par le laboratoire de chimie du Ministère des Finances à*

, le . 19 .

(Signature et grade.)

Sceau :

C. — *Certificat d'analyse.*

*Laboratoire de Chimie
du Ministère des Finances.*

N°

Les échantillons, pris suivant la déclaration ci-dessus (A et B), ont été mélangés après constatation de leur homogénéité, pour faire un échantillon moyen, qui, examiné, a donné les résultats et conclusions suivantes :

I. — **RÉSULTATS.**

Poids spécifique à 15° C :

Alcool en volume pour 100 :

Alcool en poids (grammes par litre) :

Extrait total à 100° C (grammes par litre) :

Sucre non fermenté (grammes par litre) :

Extrait sans sucre (grammes par litre) :

Sucre de canne (grammes par litre) :

Acidité totale :

En cmc. de KOH N/10 (centimètres cubes par litre) :

En $C^4H^6O^6$ (grammes par litre) :

Acidité volatile :

En cmc. de KOH N/10 (centimètres cubes par litre) :

En $C^2H^4O^2$ (grammes par litre) :

Matières minérales (grammes par litre) :

Alcalinité en K^2CO^3 (grammes par litre) :

Sulfate en K^2SO^4 (grammes par litre) :

Acide sulfureux (grammes par litre) :

Acide tartrique total (grammes par litre) :

Potasse (bitartrate) (grammes par litre) :

Nature de la matière colorante :

II. — CONCLUSIONS.

Nous certifions catégoriquement que :

1° *Le vin en question est, d'après le contrôle et d'après les résultats de l'analyse, le pur jus fermenté du raisin frais, sans mélange d'aucune sorte (raisin sec, sucre de canne, acide tartrique, potasse et autres substances prohibées par les lois);*

2° *Le vin* $\frac{\text{ne contient pas}}{\text{contient}}$ *une addition d'alcool de* % *en*
en volume. ,le 19 .

(Signature et grade du chimiste.)

LETTRE ANNEXE

LÉGATION
de la
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

*A Monsieur Vouros, Plénipotentiaire du Gouvernement
hellénique, au Ministère des Affaires étrangères.*

Athènes, le 11 mars 1929.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous confirmer que le Gouvernement français et le Gouvernement hellénique sont convenus des stipulations suivantes relatives aux modalités de mise en vigueur de la convention de commerce, de navigation et d'établissement entre la France et la Grèce, signée ce jour :

Les Hautes Parties Contractantes sont d'accord pour mettre provisoirement en application, à la date de l'expiration de la prorogation de la convention du 8 septembre 1926, toutes les dispositions de la convention de commerce, de navigation et d'établissement signée ce jour, à l'exception des abaissements tarifaires consentis par la

France. Ceux-ci entreront en vigueur trois semaines après leur approbation par le Parlement français.

Le Gouvernement français s'engage à demander au Parlement français de procéder, dans le plus bref délai possible, à la discussion de la convention.

Le Gouvernement français accepte que le contingentement des vins grecs ordinaires admis à leur importation en France au bénéfice du tarif minimum soit supprimé dès que le Gouvernement hellénique aura fait connaître qu'il a pris les mesures propres à donner une application effective aux dispositions prévues dans la convention de commerce, de navigation et d'établissement signée ce jour (art. 14), dans son protocole de signature (ad. art. 1^{er}) et dans son protocole annexe, et relative aux garanties contre l'introduction de vins de raisin sec.

Il est entendu que si l'une quelconque des garanties ci-dessus rappelées venait à disparaître, le Gouvernement français aura la faculté, par dérogation aux dispositions de l'article 38, de dénoncer la convention pour lui faire prendre fin un mois après.

En attendant, et à titre transitoire, le Gouvernement français continuera à admettre au bénéfice de son tarif minimum et dans les conditions actuellement en vigueur des tranches mensuelles équivalentes au douzième du contingent annuel de 435.000 hectolitres résultant de la prorogation, en date du 15 septembre 1928, de la convention de commerce du 11 septembre 1926.

Ces vins seront accompagnés des certificats d'analyse prévus à l'article 14 de la Convention.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

Signé : A. DE LENS.

Arrangement du 19 mars 1930.

Cet accord a été nécessaire pour régler le litige franco-hellénique survenu lorsque fut votée notre loi du 1^{er} janvier 1930, dont l'article 4 avait pour but d'arrêter les vins étrangers destinés au coupage.

Le Gouvernement grec, dès qu'il en eût connaissance, fit part au Gouvernement français de son intention de dénoncer la convention conclue entre les deux pays en 1929.

Cette convention assurait à l'exportation française de nombreux avantages conventionnels, et, pour ne pas entraver notre commerce vers la Grèce, le Gouvernement français, dès qu'il fut informé des intentions des autorités d'Athènes, s'efforça de parer aux dangers que la dénonciation de la Convention de 1929 représentaient pour nos exportateurs. Malheureusement, tous les efforts faits pour arriver à un compromis satisfaisant à la fois les viticulteurs et les importateurs de vins de coupage étrangers restèrent sans résultat et aucune compensation n'ayant pu être offerte au Gouvernement grec, celui-ci réitéra sa demande de dénonciation.

La seule politique possible était de gagner du temps et d'obtenir un délai suffisant pour étudier la modification éventuelle de la loi du 1^{er} janvier qui aurait évité la dénonciation.

La proposition fut faite, mais le Gouvernement grec fit remarquer que s'il accordait ce délai, pendant ce temps, l'exportation française continuerait à bénéficier des avantages que lui assurait l'accord de 1929, alors qu'une partie importante des exportations grecques en France serait arrêtée, les expéditions de vins de coupage représentant, en effet, le tiers environ des ventes totales de la Grèce à la France.

C'est pour tenir compte du préjudice causé aux viticulteurs grecs, et aussi pour éviter une rupture entre les deux pays, que

les négociations furent rapides et aboutirent à l'arrangement du 19 mars 1930.

En vertu de ce traité, les deux pays continuaient à s'octroyer le bénéfice de leur tarif minimum ainsi que le traitement de la nation la plus favorisée. La Grèce reconnaissait la nouvelle réglementation française relative aux vins et la France renonçait, à titre de compensation, aux avantages tarifaires spéciaux prévus par la liste B de la Convention de 1929.

Cet arrangement a été mis en vigueur à partir du 1^{er} avril 1930, par décret du 25 mars 1930 (*Journal officiel* des 2 et 3 juin). Un avis du 25 mars 1930 avertissait les exportateurs français de la suspension des avantages conventionnels de la liste B annexée à la Convention de 1929.

Cet accord était signé à titre provisoire et devait laisser au Gouvernement français le temps de trouver une solution aux difficultés causées par la loi du 1^{er} janvier 1930; cette question de coupage a été, pendant les années 1930 et 1931, l'objet de préoccupations continuelles des différents départements ministériels intéressés, car elle ne se limitait pas au conflit avec la Grèce, mais avait été aussi à l'origine de difficultés commerciales avec tous les pays producteurs de vin : l'Espagne, le Portugal et l'Italie.

Il fut, cependant, impossible de trouver un terrain d'entente entre le souci d'assurer aux viticulteurs français une protection nécessaire, et celui de conserver aux importateurs étrangers de vins de coupage un débouché acquis de longue date. Devant cet état de choses, la Grèce dénonça en mars 1931 l'arrangement du 19 mars 1930 ainsi que la Convention de 1929 à laquelle il se rapportait.

Accord du 23 mai 1931.

Ces textes devaient prendre fin, conformément au délai fixé par le « modus-vivendi » du 11 mars 1930, un mois après la dénonciation, c'est-à-dire le 17 avril 1931.

Pendant ce temps, les négociateurs français s'efforcèrent d'empêcher la rupture définitive. Mais malgré leurs efforts, celle-ci ne put être évitée et, dès le 17 avril, les deux pays s'appliquèrent les droits de leur tarif général, ce qui pratiquement correspondait à la fermeture des marchés.

Les négociations furent néanmoins poursuivies et un terrain d'entente put être trouvé aboutissant à la conclusion de l'accord du 23 mai 1931.

En vertu de cette Convention, les deux pays s'appliquaient le tarif minimum. Le Gouvernement grec recevait un contingent pour ses vins qui était fixé à 325.000 hectolitres et pouvait varier suivant une échelle annexée au texte et selon l'état de la récolte française.

Le Gouvernement français s'engageait, en outre, à apporter certaines modifications à sa législation des vins, de façon à permettre, sous certaines conditions de garantie et de contrôle, le coupage de certains vins grecs, blancs et rosés, avec certains vins français.

Les deux pays ont par ailleurs remboursé la différence entre les droits les plus réduits et ceux du tarif général, pour toutes les marchandises introduites sur leurs territoires respectifs entre le 17 avril 1931 et la date de mise en application provisoire de l'Arrangement du 23 mai 1931.

Les articles suivants de cet acte étaient relatifs aux vins.

1° Le Gouvernement français s'engage à faire bénéficier les vins grecs importés en France du régime défini ci-après :

A) Quelle que soit leur destination, les vins grecs autres que les vins de liqueur, ces derniers bénéficiant du régime de la Convention du 11 mars 1929, importés autrement qu'en fiasques, flacons, bouteilles, cruchons et contenants analogues, seront admis en France au bénéfice d'un tarif réduit dans toute la mesure compatible avec les possibilités du marché français.

Ces possibilités seront déterminées chaque année d'après l'importance de la récolte française (Algérie et Tunisie comprises) étant entendu que la récolte tunisienne n'entre en ligne de compte dans ce total que pour la fraction admise en franchise à l'importation en

France et que la récolte française est évaluée d'après les déclarations de production pour la période écoulée sans report des excédents invendus des années précédentes.

Les possibilités d'importation du marché français sont fixées forfaitairement à un chiffre de 325.000 hectolitres pour une récolte égale ou supérieure à 60 millions d'hectolitres.

Si la récolte est inférieure à cette récolte normale, le chiffre de 325.000 hectolitres sera augmenté, selon l'échelle ci-après, d'une quantité d'autant plus élevée que la récolte sera plus faible.

CATÉGORIE	RÉCOLTE EXPRIMÉE en millions d'hectolitres et comprise entre :		Accroissement supplé- mentaire par million d'hectolitres récoltés au-dessous de la récolte normale de chaque catégorie
A	60 au plus et 55 au moins	.....	10.000
B	55 — 50	.....	20.000
C	50 — 45	.....	30.000
D	45 — 40	.....	40.000
E	Au-dessous de 40	.....	50.000

En cas de mise en application en France de dispositions législatives comportant une restriction quelconque au libre droit des viticulteurs de disposer de tout ou partie de leur récolte, le contingent initial de 325.000 hectolitres sera réduit automatiquement dans une proportion égale à celle imposée sur l'ensemble de la récolte vinicole française. Si cependant lesdites mesures diminuent ce contingent de façon qu'il s'établisse au-dessous de 280.000 hectolitres, il sera loisible au Gouvernement hellénique de dénoncer le présent arrangement après un préavis de deux mois.

B) Les quantités ainsi déterminées seront admises, dès la mise en application provisoire du présent Arrangement, au bénéfice des droits du tarif minimum résultant des lois des 2 mars et 2 avril 1928, soit 55 francs l'hectolitre.

Le surplus, excédant les quantités qui bénéficieront de ces dispositions, sera admis, sans aucune limitation quantitative, aux droits du tarif minimum en vigueur au moment de l'importation.

C) Les moûts sulfités, les vins ordinaires et les vins de liqueur, une fois dédouanés, seront soumis aux mêmes droits intérieurs et taxe que les vins et moûts français. Les vins coupés avec des vins grecs en conformité des dispositions du présent Arrangement circu-

leront dans des conditions identiques à celles des vins coupés avec des vins français.

Chacun des deux Etats aura le droit de dénoncer le présent Arrangement avec préavis de deux mois si le commerce des vins et moûts originaires dudit Etat venait à être entravé dans l'autre par des mesures d'ordre législatif ou administratif qui seraient prises postérieurement à la signature du présent Arrangement et qui ne s'appliqueraient pas également aux produits nationaux.

Le Gouvernement français s'engage à prendre toutes dispositions utiles pour que soit autorisée, à partir de la ratification du présent Arrangement, l'importation des vins grecs, blancs et rosés, destinés à être mis en vente après mélange avec du vin français à la condition que les dits vins titrent au maximum 12° d'alcool et que, sous le contrôle de la régie, ils soient coupés avec des vins français titrant au moins 8° d'alcool. La proportion des vins français dans le mélange ne devra pas être inférieure à 30 % et le vin de coupage obtenu devra présenter une somme d'alcool, plus acide fixe, au moins égale à treize. Si la France accorde à d'autres Puissances une autorisation analogue pour les vins rouges, la Grèce bénéficiera également des avantages qui leur seraient accordés.

II. — Le Gouvernement français s'engage à prendre toutes dispositions utiles pour que les moûts (repris sous le n° 171 du tarif douanier français) puissent être imputés sur le contingent de 325.000 hectolitres à partir de la ratification du présent Arrangement. Cette imputation se fera suivant une proportion qui sera fixée annuellement sur les indications du Gouvernement français et dans les limites dudit contingent.

Après la mise en vigueur définitive du présent Arrangement, ces moûts sulfités seront admis au bénéfice des mêmes droits que les vins contingentés, soit 55 francs.

IV. — Dès la mise en vigueur définitive du présent Arrangement, le Gouvernement français et le Gouvernement grec prendront les mesures ci-après :

1. — Les deux Gouvernements rembourseront, l'un et l'autre, aux importateurs la différence entre les droits les plus réduits et ceux du tarif général pour toutes les marchandises introduites sur leurs territoires respectifs entre le 17 avril 1931 et la date de mise en application provisoire de l'Arrangement.

2. — *Les liquidations des droits perçus sur les moûts sulfités (n° 171 du tarif douanier français), originaires et en provenance de Grèce, importés en France depuis le 1^{er} avril 1931, seront révisés sur la base du droit de 55 francs, et la différence sera remboursée. Les moûts ayant bénéficié de cette mesure seront imputés sur le contingent global consenti annuellement à la Grèce.*

3. — *Seront également imputés sur ledit contingent les vins (n° 171 bis du tarif douanier français) originaires et en provenance de Grèce, introduits entre le 17 mai 1931 et la date de mise en application provisoire du présent Arrangement.*

Athènes, le 23 mai 1931.

Son Excellence, Monsieur Venizelos, Président du Conseil des Ministres, Ministre des Affaires étrangères (a. i), à Athènes.

J'ai l'honneur d'accuser réception de la lettre de Votre Excellence, en date d'aujourd'hui, conçue en ces termes :

« J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence qu'en vue de permettre le contrôle du contingentement des vins et moûts importés en France en vertu de l'Arrangement signé à Athènes, le 23 mai 1931, des attestations spéciales devront accompagner les expéditions en France, attestations délivrées par le service compétent du Ministère hellénique des Finances, le contrôle définitif des quantités importées appartenant toutefois à l'Administration française. »

En prenant acte au nom du Gouvernement français de cette communication, je saisis cette occasion de vous prier d'agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma très haute considération.

Signé : CLÉMENT-SIMON.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Athènes, le 23 mai 1931.

Son Excellence Monsieur Clément-Simon, Envoyé Extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de la République française, à Athènes.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence qu'en vue de permettre le contrôle du contingentement des vins et moûts importés en France en vertu de l'Arrangement signé à Athènes, le 23 mai 1931, des attestations spéciales devront accompagner les expéditions en France, attestations délivrées par le service compétent du Ministère hellénique des Finances, le contrôle définitif des quantités importées appartenant toutefois à l'Administration française.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

Signé : E.-K VENIZELOS.

Avenant du 7 mars 1932.

Des difficultés d'application ne tardèrent pas à se faire sentir. Elles provinrent surtout de ce que le Gouvernement hellénique, pour protéger sa monnaie, était contraint d'édicter une réglementation sévère du commerce des devises qui a gêné considérablement notre exportation vers la Grèce.

De son côté, le Gouvernement français se trouvait obligé de limiter les importations de marchandises étrangères en instituant le régime des contingents pour les principaux produits de notre importation.

Dès le 27 août 1931, était contingentée l'importation de vins étrangers pour défendre notre production viticole.

En outre, nous étions forcé de demander au Gouvernement grec de renoncer au tarif réduit de 55 francs par hectolitre que nous lui avions concédé par l'Accord du 23 mai 1931, pour un contingent de 325.000 hectolitres.

Cette mesure avait été prise en vue d'établir un certain parallélisme dans notre politique contractuelle ; elle représentait l'équivalent de ce qui avait été accordé à l'Italie, en échange de la déconsolidation des droits sur les vins établie par l'accord franco-italien du 7 mars 1928.

D'autres pays, et notamment l'Espagne et le Portugal que la question du commerce d'exportation des vins intéresse particulièrement, demandèrent, alléguant la clause de la nation la plus favorisée, à obtenir des satisfactions analogues.

Or, pour parer à ce danger, nous venions, le 17 décembre 1931, de reprendre notre liberté tarifaire avec l'Italie. Il fallait donc, pour avoir les mains complètement libres, amener le Gouvernement hellénique à renoncer au bénéfice du tarif réduit.

Cette renonciation fut obtenue après de laborieuses négociations. Elle est inscrite dans l'Avenant du 7 mars 1932. Par cet acte, la Grèce pouvait importer en France des vins et moûts sulfités aux droits de notre tarif minimum dans la limite d'un contingent de 40.000 hectolitres par mois.

Pour tenir compte des contrats en cours autant que pour établir une transition entre les deux régimes, il était prévu que 50.000 hectolitres de moûts et 100.000 hectolitres de vins ordinaires seraient admis au droit ancien de 55 francs l'hectolitre. Ces importations devaient prendre fin le 1^{er} août 1932 au plus tard.

Voici les textes de cet Avenant qui nous intéressent :

Le Président de la République hellénique et le Président de la République française, ayant constaté que les conditions économiques actuelles rendent difficiles les échanges entre les deux pays sur la base de l'Arrangement commercial du 23 mai 1931, décident d'entamer des pourparlers pour la conclusion d'un nouvel accord.

Toutefois, pour ne pas entraver les relations commerciales entre les deux pays, ils conviennent de maintenir jusqu'au 1^{er} novembre 1932 les dispositions de la Convention de commerce du 11 mars 1929,

ainsi qu'elle a été complétée par l'Arrangement commercial du 23 mai 1931, sous réserve des dispositions suivantes :

1° La Grèce renonce au bénéfice du contingent de 325.000 hectolitres de vins et de moûts sulfités au droit de 55 francs l'hectolitre stipulés aux articles premier et 2 de l'Arrangement commercial du 23 mai 1931.

Par ailleurs, elle obtient la faculté d'importer en France des vins et moûts sulfités aux droits du tarif minimum dans les limites d'un contingent mensuel de 40.000 hectolitres, les quantités non importées au cours de chaque mois pouvant être reportées sur les mois suivants.

2° A titre transitoire, et pour tenir compte des contrats en cours, il sera admis en France, au bénéfice du droit de 55 francs, une quantité de 50.000 hectolitres de moûts et de dix mille hectolitres de vins grecs.

Ces quantités devront être importées avant le 1^{er} août 1932.

Paris, le 7 mars 1932.

Son Excellence Monsieur Michalacopoulos, Ministre des
Affaires étrangères.

Monsieur le Ministre,

Le Gouvernement français examine à l'heure actuelle si les dispositions de l'article 7 de la loi du 4 juillet 1931 qui libèrent du blocage, à raison des envois à la distillerie ou à la vinaigrerie ne devront pas être étendues, par voie d'analogie, aux expéditions faites en vue de la fabrication des mistelles ou vins de liqueur.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que si cette mesure est adoptée, elle sera appliquée aussi bien aux produits d'origine étrangère qu'aux produits d'origine nationale.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

Signé : A. TARDIEU.

Avenant du 3 juillet 1933.

L'Avenant du 3 juillet 1933 modifiant la Convention commerciale du 11 mars 1929 étendait les droits du tarif minimum à certains articles grecs ou français repris à deux listes A et B annexées à l'Avenant.

Le régime applicable aux vins grecs importés en France était toujours fixé par les traités antérieurs demeurant en vigueur.

Cependant, la deuxième partie de la liste B stipulait en faveur des produits de la viticulture française à l'importation en Grèce, un abaissement de droits en leur appliquant les droits réduits suivants :

Tarif Hellénique		Droits en drachmes (1) métalliq. par 100 k.
Numéro	Alinéa	
<i>Vins de raisins frais.</i>		
21	a en fûts ou autre récipient, à l'exception des bouteilles : jusqu'à 13 degrés centésimaux....	4
	b en bouteilles, sans réduction de tare pour les bouteilles : jusqu'à 13 degrés centésimaux.....	5
	c Vins mousseux, sans réduction de tare pour les bouteilles.....	10

Les autres boissons qui ne figurent pas à cette liste B, continuent à être imposées au tarif minimum hellénique en vigueur.

La question de l'importation des vins grecs a été réglée par le Protocole du 16 mars 1934, prévoyant que la Grèce aura droit désormais par campagne viticole pour ses importations de vins et moûts aux droits du tarif minimum, à 13 % du contingent global des importations en France de ces produits.

La part qui revient à la Grèce est de 250.000 hectolitres par an.

Ci-dessous la partie du Protocole franco-hellénique du

(1) La drachme métallique vaut, en tenant compte des taxes accessoires (75 pour cent) et du cours actuel des changes, 6 fr. 28.

16 mars 1934, paru au *Journal officiel* du 31 mars 1934, relative aux vins :

Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République hellénique, animés du commun désir de tenir compte de la situation économique actuelle et d'adapter à cette situation les stipulations de l'avenant à l'Arrangement commercial franco-hellénique du 23 mai 1931, signé à Paris le 7 mars 1932, sont convenus des dispositions ci-après :

1° Le deuxième alinéa du 1° de l'avenant commercial du 7 mars 1932 est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes :

La Grèce aura la faculté d'importer en France des vins et moûts aux droits du tarif minimum dans les limites d'un contingent qui est fixé, pour chaque campagne viticole à 13 % du contingent global des importations en France de ces produits.

Ces importations seront échelonnées comme il est indiqué ci-après :

Octobre-décembre : 30 %.

Janvier-mars : 35 %.

Avril-juin : 25 %.

Juillet-septembre : 10 %.

Les quantités n'ayant pas été importées pendant un trimestre seront reportables sur les trimestres suivants.

2° En cas de blocage définitif d'une partie de la récolte de vins en France, ce même blocage sera applicable en même proportion aux vins grecs ordinaires importés en France, à partir de la date de promulgation du décret instituant ledit blocage.

*
**

Dans ses accords commerciaux avec les pays étrangers, la Grèce a presque toujours accordé à titre inconditionnel l'égalité de traitement avec la nation la plus favorisée en ce qui concerne les droits et taxes à l'importation.

Il y a trois exceptions à ce régime :

La convention avec l'Autriche du 18 avril 1925 dans laquelle

la clause de la nation la plus favorisée n'est accordée qu'à titre conditionnel, ainsi que les traités gréco-finlandais du 18 décembre 1926, et franco-hellénique du 3 juillet 1893, dans lesquels la clause sus-visée est limitée à des listes de produits.

Nous trouvons dans les Conventions signées par la Grèce très peu de dispositions relatives aux vins. Cela s'explique si l'on remarque qu'en dehors de la France, l'exportation des vins, à destination des autres pays, est très faible.

Cependant, dans quelques traités, les raisins de Corinthe et aussi les vins grecs figurent parmi les articles dont les droits sont consolidés.

Ainsi l'accord commercial provisoire du 30 juillet 1932 avec la Tchécoslovaquie porte consolidation tarifaire en faveur des vins grecs.

Le traité gréco-autrichien du 18 avril 1925 consolidait, en faveur de la Grèce seulement, les droits sur les figues, les raisins de Corinthe, les huiles d'olive et certains vins. Par l'échange de lettres du 15 septembre 1933, la Grèce a renoncé à la consolidation pour les vins.

II. — EXPORTATION DES VINS DE FRANCE

ALLEMAGNE

L'Accord commercial du 17 août 1927 concédait à l'Allemagne le régime de la nation la plus favorisée inscrite à l'article 11 du traité de Francfort le 10 mai 1871.

Le traité de Versailles avait, entre temps, réglé pour cinq années les rapports commerciaux entre les deux pays en imposant au Reich l'obligation de consentir aux marchandises françaises le bénéfice du tarif réduit, sans contre-parties de la part de la France.

Le traité de 1927 contient quelques clauses relatives aux produits de la viticulture. Ceux-ci sont repris à la liste E, annexée à l'Accord, où figurent les droits consolidés et les réductions de droits accordés par l'Allemagne pour l'importation des produits français.

Pour les liqueurs, cognacs et armagnacs, la taxation varie de 225 à 700 reichsmarks par quintal métrique.

En ce qui concerne les vins, nous reproduisons ci-dessous le tableau contenu à la liste E, relatif à ces articles :

Numéros du tarif Allemand	Désignation des Produits	Droits à percevoir par quintal métrique (en Reichsmarks)
Ex.-180	Vin et moût frais de raisins, même stérilisés : en récipients de 50 litres ou plus, d'une teneur alcoolique naturelle, moût frais : rouge. 32 blanc. 45	Dans la limite d'un contingent annuel de 360.000 quintaux métriques (poids passible des droits).
NOTE.		
	1. Les réductions de droits que l'Allemagne consentirait à une tierce Puissance, pour des vins de toutes sortes, d'une richesse alcoolique naturelle seront applicables aux vins de même nature originaires du territoire douanier français.	
	2. Vin rouge naturel avec teneur en alcool éthylique de 95 grammes au minimum et de 140 grammes au maximum par litre et avec extraits sans sucre d'au moins 28 grammes par litre destiné au coupage sous le contrôle de la douane avec du vin rouge non coupé produit en Allemagne	20
	3. Les réductions de droit que l'Allemagne consentirait à une tierce Puissance pour les vins de coupage seront applicables aux vins de coupage de même nature originaires du territoire douanier français.	
Ex-182	Vin de vermouth avec teneur en alcool éthylique par litre de 180 grammes au maximum et avec extrait sans sucre d'au moins 18 grammes par litre : en récipients d'une capacité de 15 litres ou plus 25 en récipients autres. 35	
184	Vins mousseux.	200

Le Protocole de signature, sous les rubriques « ad n^{os} 178-179 du tarif allemand » et « contrôle des contingents des vins » contient les dispositions suivantes :

1° Ad n^{os} 178-179 du tarif allemand.

Le Gouvernement allemand déclare que :

1° Les eaux-de-vie de vin qui, d'après la loi française, ont droit à l'appellation d'origine de Cognac ou d'Armagnac, seront désignées en Allemagne comme : « Cognac produit français » ou « Armagnac produit français » à la condition que :

a) Les produits soient accompagnés, au moment de leur importation en Allemagne, d'une copie de l'acquit régional spécial de l'Administration de la Régie française conformément au texte de la liste E (art. 178-179) annexée au présent accord.

b) Qu'ils aient été mis en bouteilles soit en France, soit en Allemagne, lors du dédouanement sous contrôle officiel, et

c) Qu'ils n'aient pas été modifiés par l'importation dans le territoire douanier allemand.

2° Le Weinbrand conforme aux conditions prévues au paragraphe 1 ci-dessus et qui n'aura subi en Allemagne qu'une addition d'eau distillée pour réduire la teneur alcoolique au degré normal de boisson sera désigné comme « Weinbrand français », fini en Allemagne.

Le Gouvernement allemand déclare avoir l'intention de modifier les dispositions d'application de la loi concernant les vins à l'occasion du présent accord, en tant que ces dispositions ne correspondent pas aux dispositions ci-dessus et d'obtenir l'approbation légale du Reichsrat pour ces modifications.

2° Contrôle des contingents des vins.

Pour bénéficier des avantages prévus au présent accord, chaque expédition de vins d'une teneur naturelle en alcool en récipients d'une capacité de 50 litres ou plus (y compris les wagons-citernes et les wagons-réservoirs) faite par un même expéditeur à un même destinataire doit être accompagnée à son importation sur le territoire douanier allemand d'un certificat de contingentement délivré par le Ministère français de l'Agriculture.

Chaque demande de certificat doit être présentée en double exemplaire suivant la formule ci-annexée.

Le Ministère français de l'Agriculture vise les demandes dans la limite du contingent. Le visa, accompagné de la signature du fonctionnaire habilité du Ministère de l'Agriculture, donnera à la demande le caractère d'un certificat de contingentement. Celui-ci est remis au demandeur dès que la quantité est portée au contingent.

Le double du certificat de contingentement est adressé à l'Ambassade d'Allemagne à Paris, revêtu de la mention « copie ».

Le certificat de contingentement autorise l'importateur à importer, par un des bureaux de douane ouverts à l'importation des vins, les quantités de marchandises inscrites au certificat. Le certificat de contingentement devra accompagner la marchandise à son passage à la frontière et être présenté au dédouanement en même temps que la déclaration en douane.

Les certificats de contingentement ne seront pas cessibles; ils ne seront valables que pour les quantités pour lesquelles ils ont été délivrés. Toutefois, les importations pourront avoir lieu par envois partiels jusqu'à concurrence desdites quantités, sous la condition expresse que la quantité totale couverte par un même certificat devra être déclarée en douane et présentée pour le dédouanement définitif au même bureau dans le délai d'un mois, mais de toute manière avant l'expiration du présent accord.

Les quantités de marchandises importées dans le territoire douanier allemand seront portées au contingent avec le poids d'après lequel les droits payables sont calculés. Le Gouvernement allemand adressera au Gouvernement français une communication dès que 75 % du contingent seront atteints.

Le Gouvernement allemand adressera au Gouvernement français tous les mois une communication faisant connaître le solde non utilisé des quantités portées sur les certificats de contingentement enregistrés au Ministère français de l'Agriculture et, dans cette limite, de nouveaux certificats de contingentement pourront être délivrés.

Après épuisement du contingent, lesdites marchandises ne pourront être admises qu'au tarif général.

Les vins en bouteille ne sont pas compris dans le contingent.

Figure, en outre, à ce texte, le modèle des certificats de contingentements pour l'expédition des vins en Allemagne. Il est stipulé que ces documents doivent accompagner les envois jusqu'au dédouanement dans un bureau de douane allemand. Il faut inscrire en chiffres et en lettres, pour les vins en fûts, le

poids du vin lui-même, augmenté de 17 %, et pour les autres le poids brut de l'envoi.

La Convention franco-allemande du 28 juillet 1934 est suivie d'un « arrangement relatif aux échanges commerciaux » entre les deux pays. L'article 4 de ce texte dispose que les produits du territoire français énumérés à la liste 4, conserveront à leur importation sur le territoire douanier allemand, le bénéfice des droits inscrits à la dite liste.

En voici la partie qui intéresse les produits vinicoles, les droits de douane étant indiqués en reichsmarks par quintal métrique :

Alcool, en récipients d'une capacité de 15 litres ou plus, liqueurs : 425.

Rhums accompagnés d'un certificat de l'administration de la régie française, contenant de 32 à 49 % en poids d'alcool : 225.

Cognac et Armagnac accompagnés d'un certificat de l'administration de la régie française, contenant : 36 % d'alcool en poids au maximum, 375; de plus de 36 % à 52 % en poids, 523.

Eaux-de-vie de vin, de Cognac et d'Armagnac, accompagnées d'un certificat de l'administration de la régie française, contenant de 68 à 76 % en poids d'alcool : 700.

Autres eaux-de-vie de vin, contenant 57 % d'alcool au maximum : 700.

Eaux-de-vie de fruits, à l'exception de l'eau-de-vie de raisin et de moût de vendanges, contenant 44 % en poids d'alcool au maximum : 500.

Les deux gouvernements s'entendront sur les modalités de l'application des certificats de la régie française, notamment en ce qui concerne leur délivrance et leur forme.

En récipients autres, liqueurs : 450.

Rhums accompagnés d'un certificat de l'administration de la régie française, contenant 32 à 41 % en poids d'alcool : 375.

Cognac et Armagnac accompagnés d'un certificat de l'administration de la régie française, contenant 36 % en poids d'alcool au maximum : 575.

Eaux-de-vie de fruits, à l'exception de l'eau-de-vie de raisin et de moût de vendanges, contenant 44 % en poids d'alcool au maximum : 500.

Vin et moûts frais de raisins, même stérilisés, en récipients de 50 litres ou plus, d'une teneur alcoolique naturelle, moûts frais, dans la limite d'un contingent annuel de 360.000 quintaux métriques (poids passible des droits) : rouge, 32; blanc, 45.

Les réductions de droits que l'Allemagne consentirait à une tierce puissance, pour des vins de toutes sortes, d'une richesse alcoolique naturelle, seront applicable aux vins de même nature, originaires du territoire douanier français.

Vin rouge naturel, avec teneur en alcool éthylique de 95 grammes au minimum et de 140 grammes au maximum par litre et avec extraits sans sucre d'au moins 28 grammes par litre destiné au coupage, sous le contrôle de la douane, avec du vin rouge non coupé produit en Allemagne : 20.

Les réductions de droits que l'Allemagne consentirait à une tierce puissance pour les vins de coupage seront applicables aux vins de coupage de même nature, originaires du territoire douanier français.

Vin de vermouth avec teneur en alcool éthylique par litre de 180 grammes au maximum et avec extrait sans sucre d'au moins 18 grammes par litre, en récipients d'une capacité de 15 litres ou plus : 25; en récipients autres : 35.

Vins mousseux : 200.

Le gouvernement allemand déclare que :

1° Les eaux-de-vie de vin qui, d'après la loi française, ont droit à l'appellation d'origine de Cognac ou d'Armagnac seront désignées, en Allemagne, comme : « Cognac ou Armagnac, produit français », à la condition que :

a) Les produits soient accompagnés, au moment de leur importation en Allemagne, d'un certificat de l'administration de la régie française conformément au texte de la liste 4;

b) Qu'ils aient été mis en bouteilles, soit en France, soit en Allemagne, lors du dédouanement sous contrôle officiel;

c) Qu'ils n'aient pas été modifiés après l'importation dans le territoire douanier allemand;

2° Le Weinbrand conforme aux conditions prévues au paragraphe 1^{er} ci-dessus et qui n'aura subi, en Allemagne, qu'une addition d'eau distillée pour réduire la teneur alcoolique au degré normal de boisson, sera désigné comme « Weinbrand français, fini en Allemagne ».

Rien dans le présent arrangement ne portera atteinte au droit de prendre à l'exportation ou à l'importation, toutes mesures nécessaires pour faire face à des circonstances extraordinaires et anor-

males et pour assurer la sauvegarde des intérêts vitaux, d'ordre économique ou financier du pays.

Les Hautes Parties Contractantes déclarent, toutefois, que si l'une d'elles apparaissait à l'autre comme fondant sur les dispositions de l'alinéa précédent des mesures de nature à rompre, au détriment de celle-ci, l'équilibre des avantages et concessions résultant du présent arrangement, celle-ci pourrait demander l'ouverture de négociations immédiates et, si ces négociations n'aboutissaient pas dans un délai de vingt jours, à dater de la demande, dénoncer le présent arrangement pour prendre fin un mois après.

Le Gouvernement français s'engage à accorder pour les liqueurs et eaux-de-vie (kirsch, quetsche, Boonekamp, Steinhager, gentiane, framboise) originaires et en provenance d'Allemagne un contingent d'importation de 500 hectolitres.

Pour la répartition dudit contingent sur le territoire douanier français la réglementation sera identique à celle dont bénéficient les liqueurs ou eaux-de-vie originaires et en provenance du pays le plus favorisé en cette matière.

Sur la demande du Gouvernement allemand, d'autres eaux-de-vie, spécifiquement allemandes, pourront être ajoutées à la liste ci-dessus.

GRANDE-BRETAGNE ET DOMINIONS

L'Angleterre, sans compter les Dominions, que nous étudierons à part, a été de tous temps, un débouché précieux pour nos produits vinicoles.

L'importation totale des vins se maintient depuis plusieurs années aux environs de 500.000 hectolitres. Depuis 30 ans, le minimum a été enregistré en 1917 avec 301.300 hectolitres, le maximum en 1919 avec 1.136.000 hectolitres.

La France a expédié vers l'Angleterre 101.000 hectolitres environ en 1913, contre 97.600 en 1931 et 71.500 en 1932.

Pourtant, la consommation du vin, qui est en regression sensible dans la plupart des pays, s'est maintenue dans le Royaume-Uni. En comparant les chiffres d'importation de 1923 avec ceux de 1932, il est facile de constater que la consommation des vins espagnols s'est maintenue avec une légère augmentation. Celle des vins portugais a baissé de 32 %, tandis que la consommation des vins australiens faisait un bond de 280 %.

Le Portugal est devenu, pendant ces dix dernières années, le plus important des fournisseurs de l'Angleterre; l'Espagne est resté au troisième rang, tandis que la France passe du deuxième au quatrième et que l'Australie gagne la deuxième place.

La Convention de 1882, dénoncée par le Gouvernement français, ne prévoyait pas la clause de la nation la plus favorisée en matière tarifaire. L'Accord commercial du 27 juin 1934 contient cet avantage que les deux pays s'accordent réciproquement.

Un certain nombre d'exceptions à cette clause sont prévues :

elles portent sur les échanges des Métropoles avec leurs Colonies et possessions, sur les facilités accordées aux pays limitrophes, sur les arrangements pris en application de la Conférence de Stresa, sur les garanties que chaque partie pourrait prendre pour se défendre contre le dumping étranger.

Le même régime est applicable aux vins et spiritueux, sous l'empire des deux traités. Il faut signaler dans le traité du 27 juin 1934 un article n° 8 ainsi conçu :

« Le Gouvernement britannique accepte de ne pas relever
« pendant la durée du présent accord les droits qui frappent
« les eaux-de-vie françaises à leur importation en Grande-Bre-
« tagne ainsi que l'ensemble des droits (droit de base et droit
« additionnel) applicables aux importations de vins nouveaux
« français. »

Il faut mentionner les Accords d'Ottawa, signés en 1932 par l'Angleterre avec les gouvernements de l'Australie, du Canada, de l'Inde, de Terre-Neuve, de la Nouvelle-Zélande, de l'Afrique du Sud et de la Rhodésie du Sud.

L'Angleterre, moyennant des tarifs préférentiels accordés à ses produits, s'engage à avantager les marchandises en provenance de ses Dominions.

Ainsi, dans le Traité conclu avec l'Australie, parmi les concessions anglaises nous relevons, à l'article 3, que le gouvernement de Londres assure aux vins d'origine australienne n'excédant pas 27 degrés une préférence de 2 sh. par gallon. La même faveur est édictée pour les vins de l'Afrique du Sud.

*
**

Nous étudierons brièvement les clauses relatives aux vins contenues dans les Accords commerciaux conclus avec le Canada et l'Afrique du Sud.

I. — CANADA.

L'Accord franco-canadien du 12 mai 1933 est d'une portée générale. Les produits français repris à la liste C jouissent du tarif intermédiaire; ceux de la liste D obtiennent des réductions sur ce tarif.

Les vins étaient mentionnés dans la première de ces deux listes, et n'obtenaient, de ce fait, aucune réduction sur le tarif intermédiaire.

Le 29 septembre 1934, un échange de lettres a été signé avec le Canada en vue de compléter l'Arrangement commercial du 12 mai 1933.

En ce qui concerne l'importation des vins français au Canada, cet acte a pour effet de réduire le tarif intermédiaire canadien dans la proportion de 63,63 % pour les vins non mousseux en fûts ou en bouteilles titrant jusqu'à 26 % d'esprit de preuve et de 20 % pour les vins mousseux.

Les vins français ayant droit à une appellation d'origine se trouvent, de ce fait, placés dans les mêmes conditions que les vins importés des Dominions.

D'autre part, les réductions prévues, surtout en ce qui concerne les vins ordinaires, sont très importantes et le tarif qui leur sera appliqué dorénavant peut être considéré comme très satisfaisant puisqu'il atteint à peine 0,25 centimes par gallon impérial, soit environ, au cours actuel, un franc le litre. Ce résultat a nécessité plus d'un an de négociations au cours desquelles le Gouvernement canadien a cherché à se libérer des engagements qu'il avait pris lors des Accords d'Ottawa.

Par ailleurs, un paragraphe spécial de l'échange de lettres porte confirmation des assurances qui nous ont été données dans l'accord de 1933 en ce qui concerne la protection des appellations d'origine. Nos appellations ont été, en application de ce texte, notifiées au Canada, où elles ont été régulièrement enregistrées. De ce fait, elles bénéficient actuellement de garanties importantes.

Il convient de signaler que, du côté français, entre autres avantages accordés au Canada, l'accord porte l'octroi de notre tarif minimum pour les whiskys.

L'échange de lettres du 29 septembre permet ainsi de revenir, pour nos vins, à une situation sensiblement équivalente à celle qui existait avant la conclusion des Accords d'Ottawa en août 1932. Il doit permettre à la France de conserver une place importante sur le marché canadien, sans avoir, désormais, à regretter une concurrence accrue de la part des vins des Dominions.

Nous reproduisons les articles 5 et 6 intéressant le commerce des vins :

5° La liste C de l'arrangement commercial du 12 mai 1933 où sont repris les produits français soumis à leur importation au Canada aux droits du tarif intermédiaire avec une réduction, sera complétée de la manière suivante :

Nos du tarif	Désignation des Marchandises	Tarifs
Ex. 156	Liqueurs françaises de marque	Tarif intermédiaire avec une réduction de 10 p. 100.
Ex. 156	Cognacs et armagnacs	Tarif intermédiaire avec une réduction de 20 p. 100.
Ex. 163	Vins de raisins frais non mousseux ayant droit à une appellation d'origine titrant 26 p. 100 ou moins d'esprit de preuve.	Tarif intermédiaire avec une réduction de 63,63 p. 100.
Ex. 165 a, b, c, d	Champagnes et vins mousseux	Tarif intermédiaire avec une réduction de 20 p. 100.

6° Au cas où l'admission temporaire des blés en France serait modifiée ou supprimée sans que soient maintenus au Canada des possibilités d'affaires équivalentes à celles qui existent actuellement, le Gouvernement français reconnaît que le Gouvernement canadien aurait le droit, en ce qui regarde les avantages accordés par le présent échange de lettres aux vins, liqueurs françaises de

marque, cognacs et armagnacs énumérés à la liste complétant la liste C de l'arrangement commercial du 12 mai 1933, de prendre les mesures qu'il jugerait opportunes, sans que toutefois ces mesures puissent constituer une discrimination à l'encontre de la France par comparaison avec tout autre pays étranger.

Pour les appellations d'origine de produits vinicoles et agricoles français qui ont été ou qui seront enregistrés par les services compétents du Canada d'après l'article 11 de l'arrangement commercial du 12 mai 1933, le Gouvernement canadien confirme les engagements pris en vue de leur protection sur son territoire aux termes dudit article.

Le protocole additionnel à l'Arrangement commercial franco-canadien du 12 mai 1933, signé à Ottawa le 26 février 1935, et publié au « Journal officiel » du 5 mars 1935, remplace entièrement l'échange de lettres du 29 septembre 1934.

Aux termes de ce nouvel accord, la réduction octroyée par le Canada sur son tarif intermédiaire est de 10 % pour les liqueurs, 20 % pour les cognacs et armagnacs, 20 % pour les vins de Champagne en bouteilles, 63,63 % pour les vins de raisins non moussoux contenant 23 % de « proof spirit » et pour les vins sacramentaux contenant 26 % de « proof spirit ».

Il est en outre entendu, art. 2, paragraphe 2, que ces produits bénéficieront de tout autre tarif identique ou plus favorable que le Canada pourrait accorder aux articles similaires de tout autre pays étranger.

Les Colonies françaises assimilées et non assimilées, ainsi que les Pays de protectorat et les Territoires sous mandats, sont admis à bénéficier de ces dispositions.

Au cas où le régime de l'admission temporaire des blés en France serait modifié ou supprimé sans que soient maintenues au Canada des possibilités d'affaires équivalentes à celles qui existent actuellement, le gouvernement d'Ottawa aura le droit, en ce qui concerne les avantages accordés aux vins, liqueurs, cognacs et armagnacs, de prendre les mesures qu'il jugerait opportunes, sans que, toutefois, ces mesures puissent constituer

une discrimination à l'encontre de la France, par comparaison avec tout autre pays étranger.

En outre, le Canada renouvelle les engagements de l'article 11 de l'Arrangement commercial du 12 mai 1933 en ce qui concerne la protection des appellations d'origine des produits vinicoles.

II. — UNION SUD-AFRICAINE

Le « Journal officiel » du 14 février 1935 a publié et mis en vigueur provisoirement les dispositions des échanges de lettres franco-sud-africains du 11 février 1935.

C'est le premier accord intervenu avec ce Dominion. En contrepartie d'avantages concédés aux fruits frais, à certains fruits secs ainsi qu'aux langoustes fraîches ou conservées et aux pommes et poires, le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine s'est engagé à accorder au commerce vinicole français les concessions suivantes :

a) protection des appellations géographiques d'origine pour les vins et eaux-de-vie;

b) il ne fera pas d'objections, fondées sur le traité conclu par lui avec le Gouvernement canadien, à ce que la France bénéficie au Canada, pour les vins ci-dessous dénommés, des mêmes droits que ceux qui sont appliqués sur le territoire canadien aux vins sud-africains :

1° vins de raisins frais de toute espèce, non mousseux, importés en cercles ou en bouteilles et contenant 23 % au moins d'esprit de preuve;

2° vins non mousseux destinés aux usages sacramentaux et contenant 26 % au moins d'esprit de preuve;

3° champagnes et vins mousseux importés en bouteilles.

UNION BELGO-LUXEMBOURGEOISE

En 1926, nous importions sur le territoire de l'Union Belgo-luxembourgeoise 331.806 hectolitres de vins. En 1933, le chiffre de nos envois est tombé à 77.430 hectolitres. Cette chute, dans nos exportations de vins, traduit les craintes des commerçants français intéressés qui estiment que la vente du vin français est en voie de disparaître sur le territoire de l'Union.

Il faut remarquer qu'il ne s'agit nullement d'une contraction des achats imputable à la crise. La consommation du vin est restée, en effet, à un niveau suffisant. Mais le vin français a été surtout victime de l'extension abusive du bénéfice des appellations d'origine et de la généralisation des pratiques frauduleuses. De tout temps, sous des dénominations où se retrouvent le nom approximatif de crus français, on offre à la consommation des vins originaires de tous pays, des coupages, des dilutions alcooliques. Ces pratiques avaient pris une telle extension que certains négociants rémois avaient conçu l'intention d'installer en Belgique une fabrication de Champagne à l'aide de vins français exportés bruts et soumis en Belgique au traitement dit « méthode champenoise », de manière à être placés sur le même pied que les falsificateurs de vins de marque.

En raison de notre législation touchant le respect des appellations d'origine, nous ne pouvions que nous refuser à toute tentative de ce genre. Il fallut, néanmoins, pour arriver à un résultat, une démarche de notre Représentant à Bruxelles pour que soit respecté l'article 21 de la convention commerciale franco-belge du 23 février 1928 qui garantit l'emploi des appellations d'origine.

Dans ce traité, nous obtenions la consolidation des droits de douane frappant les vins français munis d'un certificat régulier d'appellation d'origine à leur entrée sur le territoire de l'Union. La taxe de consommation de 15 % « ad valorem » était supprimée et le droit de douane était fixé à 135 francs l'hectolitre pour les vins en fûts jusqu'à 12 degrés, représentant une taxation inférieure à celle d'avant-guerre si on convertissait le montant du droit en francs-or.

Nous reproduisons d'ailleurs la partie de la liste B du traité de 1928 dans laquelle sont inscrites les conditions faites à l'entrée sur le territoire de l'Union aux vins français :

N° du Tarif Belge	Désignation des Marchandises	Droits		Coefficient
		fr.	c.	
265	Vins autres, ne tirant pas plus de 21 degrés de l'alcoomètre de Gay-Lussac, à la température de 15 degrés centigrades :			
	a) Logés en bouteilles :			
	1° Mousseux	Hectolitres		500 » ¹
	2° Non dénommés	—		405 » ²
	b) Logés autrement qu'en bouteilles :			
	Ex-1. — Ne tirant pas plus de 12 degrés de l'alcoomètre de Gay-Lussac, à la température de 15 degrés centigrades ³	—		135 » ⁴

(1) Il est perçu en plus une taxe de 15 pour cent du prix de vente au détail.

(2) L'Union économique belgo-luxembourgeoise se réserve, sur la demande de l'importateur, d'autoriser l'admission de ces vins aux taux de 15 pour cent *ad valorem*.

(3) Eu égard aux garanties données par le Gouvernement français en ce qui concerne leur teneur normale en alcool, sont considérés, en tout cas, comme répondant aux conditions d'application du régime prévu pour les vins jusqu'à 12 degrés, tous les vins originaires et en provenance de France qui ont droit à une appellation d'origine et qui sont accompagnés d'une pièce

Ce régime devait nous valoir un bénéfice qui s'avéra inférieur à nos espoirs. Lorsque le Ministère des Finances belge décida d'appliquer aux vins non protégés la surtaxe alcoolique, il était tout à fait naturel de voir dans cette mesure une confirmation de l'avantage qui nous avait été consenti.

Il en eût été ainsi si tous les pays n'avaient, dès ce moment, notifié aux Gouvernements de l'Union des listes contenant les appellations d'origine qui les intéressent. Aussi, la situation privilégiée que nous avions cherchée et obtenue nous échappait définitivement, et même se renversait à notre détriment. En effet, tous les vins entraient en Belgique à la faveur du traitement que nous avions négocié, sauf certains vins français ne disposant pas d'appellations d'origine au regard de la loi française (vins du Midi, d'Algérie, etc...).

Aux démarches qui furent faites pour remédier à cet état de choses, les autorités compétentes de l'Union ont répondu qu'il ne leur appartenait pas de s'immiscer dans les législations des pays étrangers.

Emus quand même de cette situation, les Services techniques du Gouvernement belge avaient songé, dès 1930, à réprimer les abus et assurer, avec la défense du consommateur, la bonne tenue du marché des vins. Une loi et des arrêtés avaient été préparés à cet effet. Ils ont été produits à la Délégation française à l'occasion de la négociation qui a abouti à la signature de l'accord frontalier et de l'avenant du 15 avril 1931.

Ce dernier texte a été complété par plusieurs échanges de lettres; le Gouvernement belge s'engageait, dans ces textes, à faire préciser les dispositions de la loi belge sur les vins, notamment en ce qui concerne l'utilisation de l'appellation « vins de fruits », alors que le terme de vin devrait être uniquement employé à désigner le produit du jus de raisin fermenté. M. Gaif-

délivrée par les autorités françaises à ce habilitées, constatant que ces vins ont droit à ladite appellation, en vertu de la législation française et qu'ils ne sont pas vinés.

(4) L'Union économique belgo-luxembourgeoise se réserve, sur la demande de l'importateur, d'autoriser l'admission de ces vins au taux de 62 francs l'hectolitre, plus une taxe de 15 pour cent *ad valorem*.

fier d'Estroy affirmait qu'il était dans les intentions du Gouvernement de Bruxelles « d'aboutir à bref délai à l'examen par le « Parlement et à la mise en vigueur de ces projets ».

Cependant, plus de trois ans après la mise en application de l'accord du 15 avril 1931, la Belgique n'avait pas encore rempli l'obligation inscrite dans cet accord et dont l'importance, pour notre commerce d'exportation, était capitale.

Un traité de commerce, signé le 4 août 1934, contient de la part des Gouvernements de l'Union, les mêmes promesses que ceux antérieurement conclus.

Des assurances formelles ont été en effet données à la France en ce qui concerne la réglementation applicable dans le territoire de l'Union au commerce des vins et à la répression des fraudes dont ils peuvent être l'objet.

Des assurances ont été également données au sujet des appellations d'origine dont bénéficient notamment les vins et les fromages français.

La conclusion de cet accord apporte, en principe, la solution de la question de l'importation en Belgique des vins français. Des fraudes nombreuses s'exerçaient, surtout par le coupage, aux dépens de nos crus; elles ont été rendues impossibles, ou tout au moins difficiles et dangereuses par la nouvelle réglementation que le Gouvernement belge a décidé de mettre en application.

SUISSE

La Suisse a toujours constitué, pour nos vins, un débouché de premier ordre. Nous avons longtemps tenu le premier rang parmi ses fournisseurs et jusqu'en 1890 nos exportations de vins vers la République Helvétique se sont élevées à environ 500.000 hectolitres par an. Ce chiffre est tombé à 10.000 hectolitres pendant la période de rupture qui a duré de 1891 à 1895 et nos envois n'ont pu que très difficilement, malgré beaucoup d'efforts, se relever pour atteindre en 1932, 133.870 hectolitres passant ainsi au troisième rang après l'Italie (457.051 hectolitres) et l'Espagne (450.977 hectolitres).

Les chiffres de nos exportations de vins vers la Suisse depuis 1928 ont été les suivants :

1928	1929	1930	1933	1932	1933
345.449 h.	150.856 h.	140.343 h.	112.254 h.	133.870 h.	141.530. h.

Le premier traité de commerce signé avec la Suisse le 20 octobre 1906, portait consolidation des droits de douane appliqués aux vins français.

Ces mesures ont été maintenues par la Convention du 8 juillet 1929. Cependant, sur le désir du Parlement, et pour nous permettre d'assurer à notre production nationale une protection efficace, des négociations furent engagées avec la Suisse comme avec d'autres pays (Italie, Grèce, etc.), pour recouvrer notre liberté tarifaire.

Seul de tous les Etats pressentis, la Suisse refusa son adhésion à une formule nous permettant, par voie amiable, de faire cesser les effets de la consolidation des droits de douane. Devant cet

état de choses, nous nous sommes trouvés dans la nécessité de dénoncer la Convention franco-suisse du 8 juillet 1929.

Par ses lettres des 3 juin et 17 août 1932, le Gouvernement de Berne nous accordait un contingent de 100 % de nos importations de 1931 « à bien plaisir ». Relativement aux vins, cette situation n'a motivé aucune réclamation de la part des exportateurs français.

Il n'en a pas été de même quand l'importation en Suisse des vins et des mouts a été soumise à une autorisation spéciale.

Le Conseil Fédéral, dans sa séance du 4 novembre 1933, décidait de continger l'importation en Suisse des vins en fûts. Ces mesures n'étaient pas applicables aux vins en bouteilles et visaient les produits repris aux nos 117 a¹; 117 a²; 117 b¹ et 117 b² du tarif suisse comprenant les vins naturels blancs et rouges.

Le contingent accordé à la France était égal à 100 % de nos ventes en Suisse pendant l'année 1931 pour chacune des quatre positions susvisées.

Il était stipulé que des envois pouvaient être effectués hors contingents, mais ils seraient alors soumis à un droit supplémentaire de 10 francs suisses par 100 kilos bruts. Ce qui portait, dans ce cas, le droit d'entrée à 35 francs les 100 kilos pour les positions 117 a¹ et a²; à 40 francs les 100 kilos pour la position 117 b¹ et 43 francs les 100 kilos pour la position 117 b².

Ces dispositions étaient applicables à tous les pays et sont entrées en vigueur le 9 novembre 1933.

Les quantités de vins français, reprises aux positions 117 a et b, expédiés en Suisse pendant les années 1931 et 1932, ont été suivantes :

117 a ¹	92.261 hectolitres	101.275 hectolitres
117 a ²	6.909 —	7.555 —
117 b ¹	3.904 —	4.405 —
117 b ²	1.080 —	664 —

Les chiffres de 1931 représentent, pour chacune des positions

en question, le contingent global qui nous était accordé. Ils étaient inférieurs à ceux de 1932.

Bien que le contingent accordé à la France fût fixé à 100 % de nos ventes en 1931, le Service fédéral s'est basé, pour la délivrance des permis, sur les importations de 1932. Le pourcentage appliqué à notre pays a été dès lors fixé à 91 % pour les positions 117 a¹ et 117 a² ; à 89 % pour la position 117 b¹ et à 163 % pour la position 117 b¹.

Quelque temps après, une conséquence fâcheuse fut relevée contre le système suisse. Depuis l'établissement du contingent, les livraisons directes des maisons françaises aux particuliers se trouvaient empêchées. Certaines sociétés envoyaient des voyageurs en Suisse qui visitaient la clientèle et revenaient avec des ordres importants. En raison des règles pratiquées dans la distribution des permis d'importation, les particuliers ne pouvaient en recevoir. Les envois qui leur étaient destinés pouvaient pénétrer quand même sur le territoire suisse en acquittant un droit supplémentaire de 10 francs suisses par 100 kilos bruts. De ce fait, le courant d'affaires que certaines maisons françaises entretenaient en Suisse fut complètement arrêté.

D'autre part, bien que nos vins continuassent à bénéficier de la consolidation des droits de douane à leur entrée en Suisse, il n'existait, à leur égard, aucune convention relative au montant du contingent qui devait nous être accordé. L'Accord du 24 juin 1932, signé entre temps, se référait, en effet, exclusivement aux produits industriels. La Légation de Suisse déclarait que le Gouvernement de Berne se considérait comme entièrement libre de fixer au taux qui lui semblerait bon le montant du contingent.

Aussi ne fallût-il pas trop s'étonner lorsque, le 15 février 1934, la Suisse arrêta brusquement et sans avis préalable nos exportations de vins par mesure de représailles vis-à-vis de la France qui refusait d'élever le contingent des fromages suisses importés en France, de 40.000 à 65.000 quintaux. Des négociations entamées à Berne aboutirent rapidement à la signature de l'accord du 29 mars 1934. Nous obtenions pour nos vins, à l'en-

trée en Suisse, le maintien des contingents au chiffre de nos ventes effectuées en 1931. Sur ces contingents, une quantité de 2.000 hectolitres a été mise à la disposition du Ministère français de l'Agriculture pour être répartie entre ceux de nos exportateurs qui effectuent des livraisons à des particuliers. Par arrêté et avis aux exportateurs du 6 juin 1934 (J. O. du 7 juin 1934), la Commission d'Exportation des vins de France a été chargée d'effectuer la répartition des licences d'exportation sous le contrôle du Ministère de l'Agriculture.

En outre, lors des négociations commerciales qui ont précédé la signature de l'accord du 29 mars 1934, sur la demande pressante de la Délégation française, le Gouvernement suisse s'est engagé à examiner, avec bienveillance, toutes demandes de contingents supplémentaires, dans les limites d'un contingent maximum de 13.000 hectolitres, ce qui correspondrait à peu près à la quantité de vins que nous n'avons pu livrer en Suisse pendant le premier trimestre 1934.

Il faut signaler aussi que la taxe supplémentaire de 4 % « ad valorem » qui frappait nos vins à l'importation en Suisse a été supprimée par le Gouvernement Fédéral le 17 avril 1934.

DANEMARK, NORVÈGE, SUÈDE, ESTHONIE, FINLANDE.

Il convient de grouper, sous le même titre, les accords commerciaux signés avec le Danemark, la Norvège, la Suède, l'Esthonie et la Finlande, dans lesquels, en contrepartie de la suppression de la surtaxe compensatrice de l'écart des changes, les Gouvernements de ces pays ont consenti des avantages à notre exportation de vins.

I. — Danemark.

En vertu du Traité de commerce du 23 août 1742, de la convention additionnelle du 9 février 1902, des articles additionnels du 9 février 1910 et des lettres diplomatiques du 28 février 1930, les deux pays s'accordent réciproquement le bénéfice du traitement de la nation la plus favorisée.

Le dernier de ces documents contient deux ordonnances relatives, la première, aux boissons de fruits (*frugtvin*) et aux boissons de raisins secs (*rosinvin*) ; la deuxième, aux vins et spiritueux, et ayant pour objet d'assurer la protection des appellations viticoles françaises et des vins français contre la concurrence des « boissons de fruits ».

Le 31 juillet 1934, ce régime a été complété par un échange de lettres signé à Copenhague.

Par ce traité, en contre-partie de la suppression de la surtaxe compensatrice de l'écart des changes sur les marchandises danoises exportées en France, nous avons obtenu l'abrogation des lois des 27 novembre 1931, 23 décembre 1932 et 23 mars 1934 restreignant l'importation au Danemark des vins mousseux, eaux-de-vie, liqueurs et autres spiritueux.

D'autre part, la France obtient que le certificat des devises nécessaires à l'importation, soit délivré de manière à permettre le maintien, entre l'importation des vins de toute nature d'une part, et les spiritueux d'autre part, et l'importation totale de nos marchandises au Danemark, d'un rapport au moins aussi favorable que celui qui existait en 1931.

L'examen des statistiques de l'année-base montre que l'importation des vins français au Danemark s'élevait alors à 14 millions de francs et celle des eaux-de-vie et spiritueux à un chiffre sensiblement égal.

Les importations françaises totales atteignant pour la même période 331 millions de francs, les vins et spiritueux entraient dans notre exportation vers le Danemark pour 28/331^e, soit un peu moins d'un dixième.

II. — Norvège.

L'idée prohibitionniste, née aux Etats-Unis, s'est développée, vers 1920, dans les pays scandinaves, où la « sécheresse » a rencontré de nouveaux partisans. Notre exportation de vins et spiritueux vers la Norvège se trouvait de ce fait gravement menacée.

Des négociations furent entreprises avec ce pays, et nos délégués s'attachèrent à réclamer la liberté d'importation pour les vins au-dessous de 14°, et un contingent raisonnable pour les autres.

1° **L'Arrangement signé le 23 avril 1921** nous donna en principe satisfaction; la Norvège avait institué le monopole d'importation des vins étrangers sous le contrôle de l'Etat, dénommé « Vinmonopolet ».

Des frictions assez fréquentes se sont produites entre cette administration et nos exportateurs. Elles étaient dues, pour la plupart, à l'inobservation des règles par les expéditeurs, mais surtout aux vices inhérents à tout monopole.

2° **Convention sur les vins et spiritueux du 12 avril 1927.** — Cette convention est très importante pour notre commerce

d'exportation de vins et de spiritueux à destination de la Norvège.

Les Accords postérieurs s'y réfèrent plus ou moins et, notamment, celui du 9 juin 1934 qui y renvoie tout simplement. Nous croyons utile de reproduire textuellement ce traité publié au « Journal officiel » du 17 avril 1927 :

CONVENTION

ENTRE LA FRANCE ET LA NORVÈGE CONCERNANT LES VINS ET LES SPIRITUEUX

Désireux d'établir, d'un commun accord, un nouveau régime pour l'importation en Norvège des vins et des spiritueux français, le Gouvernement français et le Gouvernement norvégien ont convenu des dispositions suivantes qui remplaceront celles de la convention du 23 avril 1921 ainsi que les protocoles de signature et d'interprétation qui s'y rapportent.

Article premier. — a) *Le Gouvernement norvégien permettra, pendant la durée du présent arrangement, l'importation en fûts et en bouteilles, ainsi que le transport et la vente à l'intérieur, des vins et des vins mousseux français d'une teneur d'alcool égale ou inférieure à 21 degrés, sans en limiter la consommation;*

b) *Les dispositions de la législation française relative à la répression des fraudes étant de nature à donner aux consommateurs de vins et vins mousseux français en Norvège les garanties d'ordre hygiénique nécessaires, le Gouvernement norvégien s'engage à adopter les certificats d'analyse délivrés par les laboratoires officiels français comme preuve que les produits importés remplissent les conditions requises au point de vue hygiénique;*

c) *Il sera réservé aux vins français d'une teneur en alcool égale ou inférieure à 21 degrés un traitement à tous points de vue aussi favorable en ce qui concerne l'importation, le transport, la vente et la consommation, que celui qui est ou sera, à l'avenir, accordé aux produits de même teneur en alcool du pays, à l'exception des bières, ou originaires de tout autre pays que la France. Le traitement national ainsi prévu pour les vins français n'implique pas cependant une assimilation complète du régime des vins et du régime des boissons de fruits de même teneur alcoolique que les vins, en ce qui concerne leur vente et leur débit, étant entendu cependant que les*

vins ne seront pas soumis à un régime moins favorable que les boissons de fruits, au point de vue des réglementations administratives et fiscales;

d) Pour la vente des vins en Norvège, il est entendu que les représentants des maisons françaises pourront s'adresser à la société Vinmonopolet et à toute personne ou institution ayant le droit de vente ou de débit de ces produits. Ils pourront faire leurs offres avec ou sans échantillons, mais sans colporter de marchandises.

Les représentants des maisons françaises auront le droit d'envoyer à la clientèle privée les prospectus des maisons françaises qu'ils représentent, et de faire, pour la vente des vins, toute publicité, à la condition que ce soit sous le nom des firmes françaises vendeuses.

Pour la présentation des offres et échantillons à la clientèle privée, les maisons françaises bénéficieront à tout moment des mêmes facilités que les agents de la société Vinmonopolet;

e) Quel que soit le régime adopté en Norvège pour l'importation, la vente, le transport et la consommation des vins et vins mousseux visés ci-dessus, le Gouvernement norvégien permettra que les particuliers, ainsi que les restaurateurs et les institutions ayant le droit de vendre du vin, puissent obtenir pour leur consommation ou leur commerce, l'importation et le transport de toutes marques de vins et vins mousseux français ci-dessus visés sans limitation de quantités.

Les vins et vins mousseux français ne seront pas soumis à des restrictions spéciales, à des taxes ou à des charges intérieures qui auraient pour but de comprimer les importations autorisées par le présent article.

La société Vinmonopolet ne pourra prélever de bénéfice exagéré sur les produits visés dans le présent article.

Les dispositions du présent article prévaudront, le cas échéant, contre toute réglementation locale qui serait de nature à y faire échec.

Art. 2. — a) A partir de la date où la prohibition des spiritueux sera abolie, le Gouvernement norvégien autorisera la société Vinmonopolet, seule qualifiée à cet effet, à importer des eaux-de-vie de vins, de cidre, de marc, de quetsches, du rhum, du tafia, du genièvre et des alcools de bouche, quelle que soit leur teneur en alcool, sous réserve que ces produits seront accompagnés de certificats délivrés par des laboratoires officiels français établissant qu'ils satisfont aux prescriptions de la législation française et attestant, en

outre, les appellations d'origine auxquelles ces produits peuvent avoir droit. Il est entendu que la vente intérieure des produits d'une teneur alcoolique dépassant 60 degrés n'aura lieu qu'exceptionnellement et sous réserve de l'approbation du Roi.

b) La composition des produits naturels visés à l'alinéa précédent est garantie par le certificat d'analyse délivré par les laboratoires officiels français. La composition des produits visés à l'article précédent, couverts par une marque de fabrique ou de commerce, est garantie par une seule analyse, faite une fois pour toutes par les laboratoires officiels français. Le certificat d'analyse sera envoyé au ministère norvégien des finances et des douanes qui en prendra note et donnera aux bureaux des douanes du royaume des instructions autorisant l'importation ultérieure pour la durée d'une année et sans qu'il soit besoin de certificats afférents à chaque expédition, des produits auxquels s'applique le certificat entériné.

La composition des produits, autres que ceux désignés ci-dessus, destinés à la pharmacopée et au traitement des animaux, ainsi qu'aux usages techniques et scientifiques, sera garantie par un certificat d'analyse délivré par les laboratoires officiels français, et, en cas d'absence de ce certificat, leur composition sera contrôlée, s'il y a lieu, par les autorités norvégiennes.

La liste des laboratoires officiels français chargés de la délivrance des certificats d'analyse ci-dessus visés et les modèles desdits certificats seront notifiés au Gouvernement norvégien par le Gouvernement français.

Les certificats de délivrance d'un acquit-à-caution régional « Cognac » ou « Armagnac » tiendront lieu de certificat d'analyse.

c) Les représentants de maisons françaises qui ne pourront offrir des spiritueux qu'à la société Vinmonopolet auront néanmoins la faculté de faire de la publicité en faveur de ceux-ci, mais seulement sous le nom des maisons françaises qu'ils représentent et sans que le nom desdits représentants soit mentionné.

La société Vinmonopolet portera sur ses prix courants toutes les marques de spiritueux dont l'inscription leur sera demandée par une maison française inscrite au registre du commerce.

Les personnes ou institutions autorisées à vendre de tels produits ou à en faire l'emploi dans leur industrie ou pour des usages pharmaceutiques, scientifiques ou techniques auront toujours le droit d'exiger la livraison des produits portés au prix courant de la société;

d) Il sera accordé aux liquides alcooliques d'une teneur supérieure à 21 degrés d'alcool importés de France un traitement aussi

favorable à tous points de vue que celui qui serait appliqué aux produits de toute nature de même teneur alcoolique originaires de Norvège ou en provenance de tout autre pays.

La société Vinmonopolet ne pourra prélever sur les produits visés dans le présent article de bénéfices exagérés;

e) Les taxes fiscales, qui, sous quelques dénominations que ce soit (taxes de consommation, de circulation, d'octroi, etc.) sont ou pourraient être imposées sur les spiritueux en Norvège, ne pourront, en aucun cas, avoir pour but d'en comprimer l'importation.

Art. 3. — Les droits de douane sur les vins en fûts seront stabilisés au taux actuel et resteront exempts de toute majoration, les droits sur les vins en bouteilles non mousseux ne pourront en aucun cas être supérieurs au double des droits applicables aux vins en fûts.

Les droits de douane, y compris la majoration temporaire, actuellement applicables aux spiritueux français en Norvège ne pourront être augmentés.

Art. 4. — Le Gouvernement norvégien assurera le respect du droit aux appellations régionales de provenance qui revient aux produits vinicoles français conformément aux lois ainsi qu'aux décisions administratives prises conformément à ces lois et aux jugements rendus en application de ces lois qui lui seront notifiés par le Gouvernement français et qui déterminent ou réglementent le droit à une appellation régionale pour tous ces produits ou les conditions dans lesquelles l'emploi d'une appellation régionale peut être autorisée. Il interdira l'importation, l'entreposage, l'exportation ainsi que la fabrication, la circulation, la vente ou la mise en vente des produits vinicoles portant des appellations régionales, contrairement aux lois et décisions régulièrement notifiées par le gouvernement français.

La notification pourra viser notamment :

1° les appellations régionales de provenance;

2° la délimitation des territoires auxquels s'appliquent ces appellations;

3° la procédure relative à la délivrance du certificat d'origine régionale;

La saisie des produits incriminés aura lieu, soit à la diligence de l'administration des douanes, soit à la requête du ministère public ou d'une partie intéressée, individu ou société, conformément à la législation de la Norvège.

Les dispositions du présent article s'appliqueront alors même

que l'appellation régionale est accompagnée de l'indication du nom du véritable lieu d'origine ou de l'expression « type », « genre », « façon », « ceps » ou de toute autre expression similaire. Cette disposition ne fait pas obstacle à ce que le vendeur norvégien mentionne, sur les récipients, outre l'appellation régionale ou de crû à laquelle le produit a droit, son nom et son adresse, en caractères plus petits. A défaut de l'appellation régionale ou de crû, l'indication d'origine française devra toujours figurer sur les récipients, en caractères plus apparents que toutes autres mentions.

Art. 5. — Les déclarations du 20 février 1909 et du 15 avril 1911 sont abrogées en tant qu'elles sont incompatibles avec les dispositions du présent accord.

Art. 6. — Le présent arrangement sera mis en vigueur dès qu'aura été levée en Norvège la prohibition des spiritueux.

Il aura la même durée que la convention commerciale du 13 janvier 1892 et sera comme elle soumis à la reconduction tri-mestrielle.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé la présente convention qu'ils ont revêtue de leurs sceaux.

Fait à Paris, en double exemplaire, le 12 avril 1927.

Signé : ARISTIDE BRIAND.

— MAURICE BOKANOWSKI.

— F. WEDEL JARLSBERG.

— HANS HALVERSEN.

PROTOCOLE DE SIGNATURE

Au moment de conclure la convention relative au régime des vins et spiritueux, le Gouvernement français et le Gouvernement norvégiens, désireux d'éviter tout litige qui pourrait résulter de l'application de ladite convention, ont cru utile de préciser les points ci-après :

1° En ce qui concerne l'application de l'article premier, il est entendu qu'aucun obstacle ne sera mis en Norvège à l'introduction des échantillons nécessaires soit aux représentants ou commerçants voyageant pour le compte de maisons françaises, soit, dans les mêmes conditions, aux agents locaux de ces maisons françaises et

expédiés par les producteurs ou commerçants français auxdits représentants, commerçants ou agents locaux;

2° En ce qui concerne la vente à la clientèle norvégienne de vins titrant 21 degrés ou moins que la société Vinmonopolet ne possède pas en stocks, les Gouvernements français et norvégien sont d'accord sur les précisions suivantes :

Les commandes passées par la clientèle norvégienne ou recueillies par les représentants ou commerçants voyageant en Norvège pour le compte d'une maison française et exerçant leur profession dans les conditions prévues par la présente convention seront adressées à la société Vinmonopolet, qui en effectuera la transmission dans le plus bref délai possible, si elle ne possède pas en stocks les vins du cru, de l'année et de la marque demandée.

Les ordres transmis seront exactement ceux recueillis par les représentants ou commerçants voyageant en Norvège pour le compte d'une maison française ou passés directement par la clientèle norvégienne. Rien ne sera changé aux conditions de prix indiquées auxdits ordres.

La société Vinmonopolet pourra exiger le paiement anticipé de la commande, en totalité ou en partie, lorsque celle-ci dépassera 4.000 francs. Elle aura, en outre, la faculté de renvoyer aux frais de l'expéditeur les vins commandés dans ces conditions, s'ils sont refusés par le client ou s'ils ne sont pas payés dans les vingt-cinq jours qui suivront la date à laquelle il aura été donné avis au client de l'arrivée de la marchandise.

La société Vinmonopolet prélèvera pour prix du service rendu une commission de 18 p. 100 du prix « fob ».

Les envois de vins destinés à la clientèle privée seront dédouanés dans les ports d'Oslo, de Bergen et de Trondhjem jusqu'à ce que la société Vinmonopolet ait augmenté le nombre des ports de dédouanement; mais si le destinataire se trouve dans une autre localité, la société Vinmonopolet se chargera des frais de transport jusqu'à destination et assumera la responsabilité de ce transport.

Les expéditions de vins d'une maison française pour une même ville ou commune pourront être groupées en un seul envoi;

3° La société Vinmonopolet accepte de recevoir en consignation dans la mesure où le permettront les locaux dont elle disposera et pour la vente aux conditions ordinaires, les vins qui pourront lui être confiés par des maisons françaises, en vue de les faire connaître à la clientèle norvégienne;

4° La société Vinmonopolet ne restreindra pas l'application de l'article premier de la présente convention en se substituant, sans leur consentement, aux firmes françaises, pour des produits qu'antérieurement à la constitution de la société Vinmonopolet celles-ci vendaient directement à la clientèle norvégienne ou en prétendant subordonner la transmission des ordres de ladite clientèle à une entente ou à des contrats entre la Société et les fournisseurs français;

5° Les maisons françaises qui, antérieurement au 1^{er} juillet 1921, vendaient leurs vins à la clientèle privée par l'entremise de représentants en Norvège et qui, après l'établissement de la société Vinmonopolet, ont continué ce commerce jusqu'au 13 novembre 1925, seront seules autorisées à faire des offres et à présenter des échantillons à la clientèle privée par l'entremise de représentants. Ceux-ci seront autorisés à prendre des commandes pour le compte et au nom des firmes qu'ils représentent pourvu toutefois qu'ils remplissent les conditions mentionnées à l'article 2 de la résolution royale du 13 novembre 1925. Les commandes prises par eux seront transmises par la société Vinmonopolet, même si elles sont libellées sur formule imprimées;

6° S'il résultait de l'usage des raisons sociales dites contremarques qui ne correspondent pas à des fonds de commerce réels, des difficultés pour le commerce loyal entre la société Vinmonopolet, d'une part, et le producteur ou commerçant français, d'autre part, la société Vinmonopolet trouverait auprès des organismes français constitués à cet effet toute collaboration pour étudier et apurer les litiges en plein accord avec les intéressés. Si ces difficultés ne pouvaient être ainsi résolues, elles seraient soumises aux deux Gouvernements;

7° Pour l'application de l'alinéa 2 du paragraphe C de l'article 2, il est entendu que l'engagement du Vinmonopolet est limité aux produits importés en bouteilles et garantis par une marque de fabrique ou un nom commercial déposé.

Si la société Vinmonopolet ne possède pas en stock le produit demandé, elle le fera venir de France, pourvu que la quantité commandée ne soit pas inférieure à 12 bouteilles; la société prélèvera sur cette transaction le bénéfice normalement calculé pour ses ventes de spiritueux similaires.

En ce qui concerne les alcools en fûts, l'alinéa 2 du para-

phe C de l'article 2 ne trouvera son application que pour les ventes de firmes produisant elles-mêmes les produits commandés, et seulement pour des commandes égales ou supérieures à 100 litres.

Fait à Paris, en double exemplaire, le 12 avril 1927.

Signé : ARISTIDE BRIAND.

— MAURICE BOKANOWSKI.

— F. WEDEL JARLSBERG.

— HANS HALVERSEN.

3° Echange de notes des 14 et 15 septembre 1932. — Par l'échange de notes des 14 et 15 septembre 1932, la France obtenait :

1° La réduction du prix de vente du Monopole norvégien pour :

les champagnes (1 kr. par bouteille);

les mousseux (15 à 20 %);

les liqueurs (15 %);

les cognacs (5 à 10 %);

2° L'élévation des taxes intérieures frappant les boissons de fruits norvégiennes (doublement de la taxe sur les boissons de fruits non mousseuses; quadruplement de la taxe sur les boissons de fruits mousseuses).

4° Arrangement commercial du 4 avril 1933. — Par l'Arrangement commercial du 4 avril 1933, en échange de la suppression de la surtaxe compensatrice de l'écart des changes de 15 % sur ses produits, la Norvège accordait à la France, entre autres avantages, une réduction tarifaire pour les vins mousseux. Les droits passaient de 3,60 kr. à 0,96 kr.

Ces deux accords ont produit leurs effets, notamment pour les champagnes et vins mousseux, dont la consommation, en Norvège, a augmenté en 1933, par rapport à 1932, d'environ 35 %.

En outre, en ce qui concerne les boissons de fruits norvé-

giennes, les ventes du Vinmonopolet, qui étaient passées de 120.000 litres en 1928 à 470.000 en 1932, ont été ramenées en 1933 à 300.000 litres.

5° **Accord du 9 juin 1934.** — L'accord du 9 juin 1934 prévoit, dans son article 9, que la Convention signée le 12 avril 1927 avec la Norvège continuera à former la base du régime de l'importation, de la vente, de la consommation et du débit des vins et spiritueux français. Le Gouvernement norvégien s'abstiendra de toute mesure tendant à modifier les lois et règlements régissant l'importation des vins français achetés directement en France par la clientèle privée. Il recommandera à la Société Vinmonopolet de n'apporter aucune modification à l'application de ces règlements, tant que cet arrangement restera en vigueur.

Enfin, le Président de la délégation norvégienne a déclaré le 7 juin 1934 que la monopolisation du débit des vins par la Société Vinmonopolet n'était pas à prévoir présentement et que le Ministre des Affaires étrangères norvégien déconseillerait l'institution d'une telle mesure.

6° **Avenant du 19 novembre 1934.** — Le texte de cet accord modifie légèrement celui de la convention franco-norvégienne du 12 avril 1927 concernant les vins et spiritueux.

Nous le reproduisons ci-dessous :

AVENANT

A LA CONVENTION DU 12 AVRIL 1927 ENTRE LA FRANCE ET LA NORVÈGE
CONCERNANT LES VINS ET SPIRITUEUX

Le Gouvernement français et le Gouvernement norvégien, désireux d'améliorer le régime institué à l'importation en Norvège des vins et spiritueux par la convention du 12 avril 1927 sont convenus des dispositions ci-après :

Article premier. — *Le bénéfice des dispositions contenues dans le paragraphe 2° du protocole de signature à la convention du*

12 avril 1927 entre la France et la Norvège s'appliquera aux vins titrant 14 degrés ou moins.

Art. 2. — Les dispositions contenues dans le cinquième alinéa du paragraphe visé à l'article précédent sont remplacées par les dispositions suivantes :

La Société Vinmonopolet prélèvera pour prix du service rendu, une commisison de 14 p. 100 du prix fob.

Art. 3. — Le présent avenant entrera en vigueur dans un délai de huit jours à dater de la signature. Il suivra, quant à sa durée, le sort de la convention du 12 avril 1927.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs, dûment autorisés à cet effet, on signé le présent avenant et l'on revêtu de leur cachet.

Fait à Paris, en double exemplaire, le 19 novembre 1934.

(Signé) LAVAL.

— PAUL MARCHANDEAU.

— H. H. BACHKE.

III. — Suède.

Par l'échange de lettres du 13 mars 1933, en compensation de la suppression de la surtaxe de change sur les produits suédois, la Suède a accordé à la France une réduction tarifaire de 400 kr. à 100 kr. (1) sur les vins mousseux par 100 litres.

De plus, le Gouvernement suédois s'est engagé :

1° à interdire l'emploi du nom de vins pour les boissons fabriquées avec des jus de fruits autres que les jus de raisin;

2° à ne pas limiter la consommation des vins et vins mousseux français d'une teneur en alcool égale ou inférieure à 14°;

3° à accepter les certificats d'origine délivrés par les laboratoires officiels français;

4° à ne pas soumettre les vins ordinaires et les vins mous-

(1) La couronne suédoise vaut 3 fr. 95.

seux à un régime moins favorable que les boissons de fruits au point de vue des réglementations administratives et fiscales;

5° à ne pas limiter les importations de vins et *vins mousseux* français par des particuliers;

6° à ne pas soumettre les vins ordinaires et *vins mousseux* français à des restrictions spéciales ayant pour résultat de comprimer les importations;

7° à assurer le respect des appellations régionales des produits vinicoles français et à les protéger contre la concurrence déloyale dans la mesure où le prescrit la réglementation française.

A la suite de l'obtention de ces avantages pour les vins français, les achats de Champagne et autres vins mousseux par le Monopole suédois des vins et spiritueux ont quadruplé, passant de 31.000 à 117.000 litres dans la période du 15 mars au 31 août 1933.

IV. — Esthonte.

Avenant du 27 avril 1933 à la Convention commerciale du 15 mars 1929. — En échange de la suppression de la surtaxe compensatrice de l'écart des changes, la France obtient, par ce traité, entre autres avantages, des réduction sur les droits de douane frappant les vins, les cognacs et les armagnacs, etc... Les chiffres sont consolidés à la deuxième partie de l'annexe A à l'accord.

Aux termes de ce texte, les cognacs et armagnacs paient :

1° en fûts : 6 francs-or par kilo brut;

2° en bouteilles :

a) Jusqu'à 50° Gay-Lussac : 8 francs or par kilo brut;

b) Au-dessus de 50° Gay-Lussac : 12 francs-or par kilo brut.

Il est stipulé que ces marchandises ne sont admises à l'importation que si elles possèdent une autorisation du Ministère des Finances; de plus, les cognacs et armagnacs en fûts ne peuvent être importés que s'ils sont destinés à des fabriques de liqueurs et d'eaux-de-vie, et en bouteilles, que si elles sont expé-

diées en emballages originaux d'une capacité non supérieure à un litre sans être transvasée.

Les vins de raisins, en fûts, ne titrant pas plus de 16° d'alcool paient 2 francs-or par kilo brut. Toutefois, les vins doux contenant au moins 50 grammes de sucre par litre et titrant jusqu'à 16° d'alcool sont admis au droit de 1 fr. 50.

Pour les vins en bouteilles, la taxation est de 2 fr. 50 par kilo brut, pour les non-mousseux et de 5 francs par kilo brut pour les mousseux.

Les vins contenant plus de 25° d'alcool suivent le régime applicable aux cognacs et armagnacs.

Il est entendu que ne bénéficient des droits réduits que les boissons alcooliques et les vins accompagnés de certificats émis par les laboratoires officiels français attestant leur pureté et certifiant leur droit à une appellation d'origine. En ce qui concerne le cognac et l'armagnac (en bouteilles seulement), le certificat de pureté doit, en outre, porter une indication de leur titrage d'alcool.

V. — Finlande.

Avenant du 20 février 1933 à la Convention commerciale du 13 juillet 1921. — Par la déclaration annexe n° 1 à l'avenant du 20 février 1933, le Gouvernement français s'engage à supprimer la surtaxe compensatrice de l'écart des changes à l'égard des importations finlandaises, tant en France que dans les Colonies assimilées.

En contrepartie, la Finlande nous consent de nombreuses réductions de droits de douane, notamment pour les vins mousseux et les champagnes qui sont désormais soumis au même tarif que les vins ordinaires.

L'Avenant stipule qu'il y aura égalité de traitement, au point de vue tarifaire, entre les cognacs, les armagnacs, les rhums et les autres alcools destinés à la consommation sans distillation préalable en Finlande, à l'exception des eaux-de-vie blanches

de grain et de pomme de terre en provenance de pays limitrophes, ainsi que du Danemark et de la Pologne.

Aucune assimilation ne pourra exister entre les vins et spiritueux importés et les boissons de fruits et spiritueux indigènes quant à la perception de taxes intérieures.

Comme l'importation des vins est monopolisée, les représentants des maisons françaises pourront recevoir, par l'entremise du monopole et sous son contrôle, les échantillons qu'ils désirent présenter à la clientèle privée. Ils pourront faire usage de prospectus et de toute publicité non contraire aux lois.

Le Monopole s'engage à fournir toutes marques de vins et spiritueux figurant sur ses catalogues en usage, aux particuliers et aux établissements ayant l'autorisation de débiter la catégorie de vins ou de spiritueux à laquelle ces marques appartiennent.

Si une marque française réclamée par la clientèle ne figure pas au catalogue, le Monopole la fera venir de France.

ETATS-UNIS

Le marché américain n'est pas devenu, malgré la suppression de la prohibition, un gros débouché pour les vins d'Europe. Cela tient à plusieurs raisons :

- 1° La diminution du pouvoir d'achat de l'Américain;
- 2° La préférence qu'il témoigne pour les boissons enivrantes;
- 3° La fraude des appellations d'origine;
- 4° La protection exagérée accordée aux vins nationaux.

Les vignerons et négociants français avaient fondé de grands espoirs à l'occasion de l'abrogation du régime sec. Il a fallu bien vite déchanter, surtout pour la France. Cette situation résulte un peu de la mauvaise organisation de nos exportateurs.

L'Italie, au contraire, a organisé une remarquable présentation de ses vins à l'occasion de la Foire de Chicago. Elle a, par surcroît, envoyé une mission de techniciens pour développer aux Etats-Unis le goût des vins italiens.

Elle a aussi créé une marque nationale pour ses vins. Cet effort de propagande a été soutenu grâce à une surtaxe sur les vins exportés.

Les résultats de cette initiative ont été concluants puisque, de tous les importateurs de vins aux Etats-Unis, l'Italie s'est classée en tête. Pour les quatre premiers mois de 1934 elle a expédié 636.000 gallons de vins, contre 552.000 pour la France, 173.000 pour l'Espagne, 126.000 pour l'Allemagne, 64.000 pour le Portugal.

Pourtant, en valeur, pendant cette période, la première place nous revient en raison du prix élevé de nos vins.

A la fin de la prohibition, intervenue le 5 décembre 1933, le Comité fédéral des spiritueux a alloué, en principe, à chaque pays, la proportion qu'il avait dans les importations de vins et liqueurs pour la période de 1910 à 1914.

Cette décision était valable pour quatre mois, et jusqu'en fin février 1934, les Etats-Unis devaient admettre 150.000 hectolitres de spiritueux et 293.000 hectolitres de vins de tous les pays.

Pour cette période, les autorisations d'importation ont été délivrées en tâchant de favoriser l'entrée des vins et de la bière aux dépens des whisky, cognacs et liqueurs.

En ce qui concerne les parts qui devaient être allouées à chaque état, le Gouvernement fédéral ne prit de décisions qu'après de longues négociations avec les pays intéressés, tâchant de consentir ces contingents ou de les augmenter moyennant des contreparties offertes pour les articles de l'exportation américaine.

Pour la France en particulier, des conversations furent engagées en vue d'arriver à un échange de pommes contre des vins.

Cependant, dès le début de décembre 1933, l'Administration fédérale chargée de l'établissement du contingent des boissons alcooliques a fixé à 5.595.137 gallons la quantité de vins, liqueurs et spiritueux dont l'importation était autorisée pendant les quatre premiers mois se terminant le 31 mars 1934.

La répartition entre pays était la suivante :

Italie	1.100.000	gallons
France	784.000	—
Grande-Bretagne	607.000	—
Allemagne	399.000	—
Espagne	395.000	—
Pays-Bas	110.000	—
Portugal	60.000	—
Grèce	25.000	—

Bientôt, le contingent alloué à l'Espagne fut doublé à la suite des négociations menées par l'Ambassadeur de ce pays à Washington, et concernant l'achat de tabacs par l'Espagne.

Les conversations amorcées avec la France aboutirent à un résultat et, par l'accord commercial du 21 décembre 1933, nous nous engageons à importer 20.000 tonnes de fruits américains (pommes et poires) avant le 31 mars 1934, moyennant quoi notre contingent de vins et spiritueux s'élevant à 784.000 gallons était porté à 1.100.000 gallons pour les mois de mars et d'avril.

Après cette date, le marché américain a été ouvert sans limitation de contingents aux vins étrangers. Cette facilité d'importation n'a pas donné lieu aux demandes de réapprovisionnement auxquelles on s'attendait.

Il ne faut pas croire que l'importation de nos vins aux Etats-Unis soit uniquement freinée, comme l'ont dit plusieurs journaux, par les droits de douane qui leur sont appliqués.

En effet, les droits d'entrée sur les vins non mousseux ne titrant pas plus de 14 degrés, sont de 1 dollar 25 par gallon, soit 0 dol. 237 par bouteille. Il faut ajouter à ce chiffre la taxe intérieure « Internal Revenue Tax », de 4 à 10 cents par gallon, soit un maximum de 0 dollar 019, et un droit supplémentaire sur le verre de 6 cents par 12 bouteilles. Le tout représente 0 dollar 261 par bouteille.

En réalité, c'est surtout la demande pour nos vins qui fait défaut. L'Américain a été habitué à boire de l'alcool de grain avant et après les repas, et de l'eau lorsqu'il est à table. L'éducation du public américain reste à faire entièrement et, pour activer notre exportation de vins vers les Etats-Unis, la meilleure formule serait celle qui activerait la consommation.

COSTA-RICA

Le « *modus vivendi* » franco-costaricien du 1^{er} mars 1933 contient plusieurs paragraphes favorables à notre commerce d'exportation des vins et produits vinicoles :

Art. 3. — « Le paragraphe i de l'article 6 de la loi n° 3 du « 14 décembre 1918 se lira ainsi: « Pour le débit du champagne et des spiritueux étrangers distillés, pour chaque « litre: 2 c. » (1)

Art. 4. — « Le vin blanc de table importé en bouteilles et « qui ne contiendra pas plus de 18 degrés d'alcool, sera inclus « dans l'article 109 du tarif des douanes, qui se lira ainsi: « Vins rouges et blancs de table importés en bouteilles, jusqu'à « 18 degrés d'alcool compris: 0 c. 16. »

« Le vin de table importé en barils ou en dame-jeannes, « ne contenant pas plus de 18 degrés d'alcool, sera inclus dans « l'article 112 du tarif des douanes, qui se lira ainsi: « Vins « rouges et blancs de table, importés en barils ou en dame-jeannes, jusqu'à 18 degrés d'alcool compris: 0 c. 30. »

« Les vins rouges et blancs de table, en n'importe quel « contenant, quand ils contiendront plus de 18 degrés d'alcool, « seront taxés conformément aux articles 123 et 125 du tarif « des douanes et acquitteront également l'impôt de conversion. »

En outre, la convention du 10 juillet 1933 nous assure la protection des appellations d'origine sur le territoire de Costa-Rica.

(1) Le colon vaut 3 fr. 75.

HAÏTI

Si nous parlons ici de l'exportation des vins en Haïti, ce n'est guère à cause de l'importance du marché, mais surtout pour étudier l'Avenant signé le 10 mars 1934 avec le Gouvernement de Port-au-Prince, accord libellé dans une forme nouvelle relativement aux vins, aux spécialités pharmaceutiques et aux produits de la parfumerie.

Nos envois de vins en Haïti se sont élevés en 1931 à 2.147 hectolitres. A cette date, l'importation de certains de nos produits dont les vins, était favorisée par l'accord du 12 avril 1930.

Cette convention stipule, dans son article 3, que les produits en provenance de France ou d'Algérie figurant à un tableau annexe B bénéficient d'une détaxe de 33 1/3 % sur les droits inscrits au tarif douanier haïtien. Cette liste contient les cognacs, les liqueurs, les vermouths, les vins fins et ordinaires, ainsi que les champagnes et autres vins mousseux.

Malgré cet avantage, notre commerce restait stationnaire et même, pour les vins, notre exportation diminuait considérablement, gênée qu'elle était par de nouvelles taxes intérieures et impôts qui neutralisaient la détaxe que nous avait accordé l'accord du 12 avril 1930.

Des négociations furent amorcées à Port-au-Prince en vue de porter remède à cet état de choses. Elles aboutirent, le 10 mars 1934, à la signature d'un Avenant, en attendant l'occasion favorable pour signer un accord général.

Cet Avenant nous accorde le retour aux droits de 1926 pour les vins en barriques, en bouteilles, mousseux ou de champagne, pour les vermouths et apéritifs, pour les cognacs et armagnacs et autres liqueurs dont les marques figurent à l'annexe à l'Avenant.

A titre d'exemple, on peut citer le cas des vins en barriques (n^{os} 12.313 et 12.314 du tarif douanier haïtien) qui payaient anté-

rieurement à l'accord 0,801 gourde par litre et qui acquittent, depuis, 0,073 gourde seulement.

Cette liste n'est nullement limitative. En effet, et c'est ici que réside la nouveauté, aux termes de l'article 7 de l'annexe, le Gouvernement français se réserve le droit de notifier au Gouvernement haïtien les autres « crus » ou « marques » qui devront être admis au bénéfice des droits réduits. On peut donc dire que pratiquement tous les produits de la viticulture peuvent bénéficier des avantages de l'Avenant du 10 mars 1934, moyennant une demande de notification qui, par l'intermédiaire du Ministère des Affaires étrangères, est transmise au Gouvernement de Port-au-Prince.

L'AMERIQUE DU SUD

Les pays de l'Amérique du Sud constituaient, avant la guerre, un précieux débouché pour nos vins et spiritueux. Ce marché s'est fermé de plus en plus sous l'influence de grandes plantations de vignes, de primes à l'exportation et surtout à cause de l'usurpation de nos appellations géographiques d'origine qui ne sont pas garanties.

Les pays gros producteurs de vins sont, par ordre d'importance, l'Argentine, le Chili, le Brésil et l'Uruguay. Leurs productions pour 1931 et 1932, en millions d'hectolitres, ont été les suivantes :

	1931	1932
République Argentine	5.175	2.101
Chili	2.423	2.411
Brésil	1.208	1.200
Uruguay	437	378

Il suffira de donner quelques précisions sur notre exportation en République Argentine, que l'on peut considérer, à ce point de vue, comme un pays type, pour avoir une idée générale du recul de nos expéditions vers l'Amérique du Sud.

L'Argentine a importé 85.700 hectolitres environ en 1930 et 58.400 en 1931. Sur cette quantité globale, la France s'inscrit pour 27.100 hectolitres en 1930 et 15.700 hectolitres seulement en 1931, tandis qu'en 1913 nous vendions à la République Sud-Américaine plus de 70.000 hectolitres de vins.

Nos exportations de Champagne se restreignent de plus en plus avec la hausse du prix de revient provenant de la dévalorisation de la piastre qui porte la vente de la caisse de 150 à 180 piastres alors que le producteur indigène de vin champagnisé peut livrer à 40 piastres. Ce mauvais breuvage ne supporte pas la comparaison avec notre Champagne, mais le prix de ce dernier le fait abandonner par les consommateurs. De 30.000 caisses annuellement, l'exportation du Champagne dépasse péniblement 3.000 caisses en 1934. L'importation de nos vins mousseux est suspendue depuis deux ans pour le même motif.

De plus, les exportateurs de vins, liqueurs et verthouths, ne pouvant obtenir de permis d'importation, le règlement des entrées de ces articles est encore augmenté d'environ 20 %, moyenne en 1934 de l'écart entre le taux officiel de la piastre et le cours du marché libre.

Il ressort de cette brève étude que, tant pour la République Argentine que pour les autres pays de l'Amérique du Sud, si l'on veut développer les ventes de vins français sur ce marché, lorsque l'occasion se présentera de signer des accords commerciaux avec ces Etats, nos négociateurs devront porter leurs efforts à obtenir la protection des appellations géographiques d'origine pour nos vins et spiritueux.

*Tableau des droits de douane
appliqués aux vins par les différents pays (1)*

ALLEMAGNE

	Tarif général	Tarif conventionnel
Vins en fûts	720 »	
Rouge		192 »
Blanc		270
Ayant une teneur alcoolique renforcée (rouge ou blanc)	810 »	
De teneur alcoolique renforcée		11,75
Vins en bouteilles (rouge ou blanc)		10,80
Vins destinés à la fabrication des mousseux ..		120 »
Vins pour la fabrication des vermouths	270 »	270 »
Vins mousseux ²	18 »	12 »
Vins de liqueurs :		
En fûts	360 »	150 »
En bouteilles	4,80	2,10

AUTRICHE

Vins en fûts de moins de 18°	302,40	151,20
Vins en bouteilles de moins de 18°	6,25	4,05
Vins mousseux de moins de 18°	40,30	7,55

(1) Voir *Annuaire International du vin*, 1934.

(2) Plus un droit additionnel de 6 fr. 10 par bouteille.

BELGIQUE

Vins en fûts de moins de 12°	94,50
Ou au choix de l'importateur 43,40 + 15 % <i>ad valorem</i> (taxe de consommation).	
Vins de plus de 12°	43,40
Vins en bouteilles	2,85
Ou au choix 1,85 plus 15 % <i>ad valorem</i> .	
Vins mousseux	3,50
(Plus la taxe de consommation : 15 % <i>ad valorem</i> .)	
Vins de liqueurs	2.310 »

RÉPUBLIQUE ARGENTINE

Vins en fûts :		
Ordinaire	<i>par hecto</i>	300 »
Moyens	—	417 »
Fins	—	860 »
Vins mousseux, ou en bouteilles	<i>la bouteille</i>	10,20
Champagne	—	16,10

AUSTRALIE

	Tarif général	Tarif préférentiel applicable à l'Empire Britannique
Vins en fûts	<i>l'hectolitre</i> 1.600	1.470 fr.
Vins en bouteilles, vins mousseux..	<i>la bouteille</i> 34	31 »

BRESIL

Vins en fûts :		
Jusqu'à 14 degrés.....	<i>l'hectolitre</i>	218,50
De 14 à 24 degrés.....	—	450 »
Plus de 24 degrés.....	—	545 »
Vins en bouteilles :		
Jusqu'à 14 degrés.....	<i>la bouteille</i>	2 fr.
De 14 à 24 degrés.....	—	2,75
plus de 24 degrés.....	—	3,65
Vins mousseux	—	29,10
Vins de liqueur (en fûts).....	<i>l'hectolitre</i>	455 fr.
Vins de liqueur (en bouteilles).....	<i>la bouteille</i>	2,75

CANADA

Vins en fûts :		
Jusqu'à 14°75	<i>l'hectolitre</i>	195 fr.
Jusqu'à 15°,5	—	206 »
et 0 fr. 16 par unité de 0°6 de 15° jusqu'à 23° par litre.		
Vins et mousseux.....	<i>le litre</i>	12, 05

CHINE

Vins en fûts	<i>l'hectolitre</i>	408 fr.
Vins en bouteilles.....	<i>la bouteille</i>	10 »
Vins mousseux	—	13, 60
Champagne.....	—	28, 90

COLOMBIE

Vins en fûts :		
Moins de 15 degrés.....	<i>l'hectolitre</i>	1.000 fr.
De 15 à 22 degrés.....	—	1.500 »
Vins de champagne.....	<i>la bouteille</i>	56, 25

CUBA

Vins en fûts :		
1° blanc.	<i>l'hectolitre</i>	115, 50
2° rouge.	—	75, 25
Vins mousseux	<i>la bouteille</i>	14, 80
Champagne.....	—	14 fr.
Vins ordinaires en bouteilles :		
1° blanc.	—	3, 30
2° rouge.	—	2, 10

DANEMARK

Vins en fûts :		
Jusqu'à 14°	<i>l'hectolitre</i>	276 fr.
Plus de 14°	—	423 »
Vins en bouteilles :		
Jusqu'à 14°	<i>la bouteille</i>	4, 40
Plus de 14°	—	15, 70
Vins mousseux	—	22, 10

ESPAGNE

Vins en fûts	<i>l'hectolitre</i>	200 fr.
Vins mousseux	<i>la bouteille</i>	25 »
Mis en bouteilles	—	2, 50
Vins de liqueurs :		
a) en fûts	<i>l'hectolitre</i>	1.000 fr.
b) en bouteilles	<i>la bouteille</i>	10 »

GRANDE-BRETAGNE

Vins en fûts :		
Moins de 25° d'esprit de preuve (14°28 Gay Lussac)	<i>l'hectolitre</i>	356 fr.
De 25° à 42° d'esprit de preuve (14°28 à 24° Gay Lussac)	—	712 »
Plus de 24° Gay Lussac par degré ou frac- tion de degrés	—	59 »
Vins mousseux et vins de champagne :		
Mêmes droits augmentés par une surtaxe de 11,50 par bouteilles. Cette taxe est de 1 fr. 75 pour la mise en bouteilles ordi- naires.		

GRÈCE

Vins en fûts :		
Jusqu'à 13 degrés	<i>l'hectolitre</i>	24, 50
De 13 à 24 degrés	—	183, 75
Vins en bouteilles :		
Jusqu'à 13 degrés	<i>la bouteille</i>	0, 30
De 13 à 24 degrés	—	4, 90
Vins mousseux	—	0, 65
Vins de liqueur : en bouteilles : de 0 à 12° ..	—	6, 15
Plus de 12° jusqu'à 24°	—	9, 20
En fûts :		
Jusqu'à 12°	<i>l'hectolitre</i>	428, 75
De 12 à 24°	—	612, 50

HONGRIE

	Tarif général	Tarif réduit
Vins en fûts	<i>l'hectolitre</i> 303,50	242 fr.
Vins en bouteilles	<i>la bouteille</i> 12,10	5, 50
Mousseux et champagne	— 25,30	8, 10

ITALIE

Vins en fûts, en dames-jeannes ou en wagons- réservoirs.	<i>l'hectolitre</i>	250 fr.
(plus une surtaxe de 15 % <i>ad valorem</i>).		

LETTONIE

Vins en fûts :		
Moins de 13 degrés	<i>l'hectolitre</i>	1.250 fr.
De 13 à 24 degrés	—	2.000 »
Vins en bouteilles	<i>la bouteille</i>	20 »
Vins mousseux	—	40 »

LITHUANIE

	Tarif général	Tarif minimum
Vins en fûts	<i>l'hectolitre</i>	2.000 fr.
Vins en bouteilles.....	<i>la bouteille</i>	22 »
Mousseux.	—	32 »

MEXIQUE

Vins en fûts :		
Jusqu'à 12 degrés	<i>l'hectolitre</i>	120 fr.
De 12 à 23 degrés	—	436 »
Vins en bouteilles :		
Jusqu'à 12 degrés	<i>la bouteille</i>	1, 85
De 12 à 23 degrés	—	4, 90
Vins mousseux	—	10 »

NORVEGE

Vins en fûts :		
De moins de 21 degrés	<i>l'hectolitre</i>	192 fr.
Plus de 21 degrés.....	<i>(taxés comme les spiritueux).</i>	

PAYS-BAS

Vins mousseux	<i>la bouteille</i>	12 fr.
Jusqu'à 15 degrés	<i>l'hectolitre</i>	360 fr.
De 15 à 18 degrés	—	480 »
Plus de 18 degrés	—	2.200 »
Les vins en bouteilles et les vins mousseux sont passibles des mêmes droits, augmen- tés d'une surtaxe de 10 % <i>ad valorem</i> .		

PORTUGAL

Vins en fûts	<i>l'hectolitre</i>	1.695	810 fr.
Vins mousseux	<i>la bouteille</i>	33,50	16 »
Vins de champagne	—	64,80	32, 50

ROUMANIE

		Tarif général	Tarif minimum
Vins en fûts	<i>l'hectolitre</i>	1.350	675 fr.
Champagne.	<i>la bouteille</i>	56 »	18, 50

SUÈDE

Vins en fûts :		
Jusqu'à 14 degrés	<i>l'hectolitre</i>	140 fr.
De 14 à 25 degrés	—	410 »
Vins mousseux	<i>la bouteille</i>	4, 10

SUISSE

Vins en fûts :		
Moins de 13 degrés	<i>l'hectolitre</i>	118, 80
Plus de 13 degrés :		
a) blanc	—	163 fr.
b) rouge	—	148 »
Les vins de Banyuls, Frontignan, Lunel et autres vins doux de France et d'Algérie acquittent ces derniers droits (148 francs <i>l'hectolitre</i>).		
Vins mousseux	<i>la bouteille</i>	6 fr.

TCHECOSLOVAQUIE

Vins en fûts	<i>l'hectolitre</i>	315	158 fr.
Vins mousseux et champagne	<i>la bouteille</i>	22,50	8, 25

TURQUIE

Vins en fûts	<i>l'hectolitre</i>	1.112 fr.
Vins mousseux	<i>la bouteille</i>	50 »

Les vins étrangers en fûts, à l'entrée en France paient, lorsqu'ils titrent moins de 12°, 84 francs par hectolitre au tarif minimum, et 336 francs au tarif général.

On remarquera, par comparaison avec la taxation appliquée par les autres pays, que les droits de douane français sur les vins sont très bas.

Cependant, on comprendrait aisément le contraire, car la France étant un pays gros producteur de vin a le droit de défendre son marché.

CONCLUSION

L'importation des vins étrangers en France, sauf en 1932, n'a cessé d'augmenter depuis 1921. Elle a passé d'environ 5 millions d'hectolitres à plus de 17 millions.

Pendant ce même temps, au contraire, notre exportation est allée en décroissant. La courbe représentant nos envois à l'étranger n'est pas très inclinée, mais comme elle part de deux millions d'hectolitres elle tend, après douze années de baisse, à se rapprocher de zéro.

Les causes du mal sont faciles à déceler; nous nous bornons à une simple énumération :

1° Le développement de la viticulture dans des pays qui, de consommateurs, sont devenus producteurs et même exportateurs; c'est le cas pour les pays de l'Amérique du Sud;

2° La diminution de la consommation mondiale;

3° La pratique de la concurrence déloyale;

4° Le protectionnisme sous toutes ses formes comprenant aussi bien le relèvement des droits de douane que la création de taxes intérieures, véritables droits déguisés, la dépréciation des devises étrangères qui empêchent notre exportation en rendant trop chère notre monnaie, le protectionnisme administratif multipliant les tracasseries sous prétexte de santé publique ou de défense du consommateur, enfin l'institution des contingents qui ont porté à notre exportation un coup mortel.

De plus, la surproduction des vignobles métropolitains et le rendement nouveau des vignes plantées récemment en Afrique du Nord, ont amené la baisse et la mévente de nos vins.

Devant cet état de choses, les syndicats et groupements qui ont à charge de défendre les intérêts de la viticulture française ont estimé que le Gouvernement se devait de faire quelque chose pour résoudre la crise viticole. De là sont nées les mesures restrictives en vue de réduire la production. Il est encore trop tôt pour juger cette politique.

Cependant, nous croyons que, comme dans toute autre branche du domaine économique, ce ne sont pas des décrets qui, à l'instar d'une baguette magique, seront capables de nous ramener vers la prospérité.

Pour nous, la crise que traverse actuellement la viticulture, sans nier l'influence de la crise générale que nous traversons, semble due aussi, pour une part, au manque d'une politique du vin.

Nous savons que des tentatives ont été faites dans ce sens. La création de l'Office international du vin en est une preuve. Cet essai devrait être continué. Actuellement, le moins que l'on puisse dire pour les vins destinés à l'exportation, c'est que leur sort dépend de cinq ministères. Il résulte de cette situation une grande lenteur et souvent, pour ne pas dire toujours, une grande divergence d'intérêts. Il nous semble que le Ministère du Commerce est surtout qualifié pour traiter ces questions; présentement, il est dominé par le Ministère de l'Agriculture, et c'est de là que vient le plus grand mal.

Cette politique du vin ne devrait pas être oubliée au moment des négociations engagées avec les pays étrangers en vue de la conclusion de traités de commerce.

Nous n'ignorons pas que les différents Départements ministériels intéressés s'attachent toujours à obtenir des dispositions en faveur de nos vins. Celles-ci, bien souvent, sont incomplètes ou insuffisantes.

Les avantages consentis à notre exportation vinicole doivent, pour être efficaces, se traduire en achats effectifs sur notre marché.

En effet si, comme le cas se produit trop souvent, les droits

de douane sur les vins sont relevés de 200 % par une puissance étrangère qui nous consentira ensuite 30 %, les contreparties offertes en échange sont onéreuses et sans profit. Tel est le cas pour la réduction des droits de douane obtenue du Portugal sur les vins de Champagne par l'Accord du 13 mars 1934.

De même, si par des traités nous obtenons des réductions de droits par un pays non producteur de vin, qui augmente ensuite ses taxes intérieures de telle sorte que l'incidence des impôts frappant nos vins soit plus lourde que celle existant avant l'Accord, on a encore travaillé vainement. Le cas s'est produit pour la Pologne.

Les avantages obtenus perdent une large part de leur intérêt si, ayant consenti des tarifs acceptables, le Gouvernement du pays avec lequel la Convention est passée, favorise la production de prétendus vins de fruits ou de vins dits artificiels.

Des contingentements et des restrictions de change peuvent rendre impossibles toutes transactions normales, et si les paiements doivent être indéfiniment retardés (Nicaragua, Brésil, République Argentine, etc...) pour la raison que le vin est un article de luxe, il est bien inutile d'avoir discuté pendant des mois pour obtenir des garanties en faveur de nos produits.

Pour toutes ces raisons, nous croyons que les accords conclus relativement à l'exportation des vins de France devraient comporter une obligation d'achat de la part du pays contractant.

Il faut remarquer que ce sont avant tout nos régions productrices de vins à appellation d'origine qui souffrent du recul de nos exportations, et c'est à elles en particulier que des possibilités d'affaires doivent être rendues. Pour arriver à ce résultat, la France devrait chercher à obtenir de tous les pays étrangers, gros consommateurs de vins, la protection des appellations géographiques d'origine.

Vu : Le Doyen,
Edgard ALLIX.

Vu : Le Président de la Thèse,
William OUALID.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

I. — OUVRAGES GÉNÉRAUX

- BASDEVANT : *Recueil des Traités et Conventions entre la France et les Puissances étrangères. Ministère des Affaires étrangères.* — Imprimerie Nationale, 1918.
- J. DENOËL : *Son Excellence le vin de Porto.*
- C.-J. GIGNOUX : *L'après-guerre et la Politique commerciale.* — (Colin, 1924.)
- NOGARO ET MOYE : *Les régimes douaniers.* — (Colin.)
- JEAN NAUDIN : *Les Accords commerciaux de la France depuis la guerre.* — 1928.
- PERREAU : *Cours d'Economie politique.*
- BOULET. — *Cours de législation et de réglementation douanière.* — Librairie administrative Oudin. — Poitiers, 1928.

II. — RAPPORTS ET ETUDES

- Annuaire International du vin (1932, 1933, 1934). — Alcan.
- Annuaire de l'Institut international d'Agriculture de Rome.
- Actes de la Conférence Internationale du Vin.
- Décret portant codification des textes législatifs concernant les douanes. — Imprimerie Nationale. 1928.
- Les Relations économiques franco-espagnoles. — Georges Marindaz (publié par le Comité d'Action Economique et Douanière, 1929).
- La Politique douanière de la France, 1927-1931. — Jean Proix. (Publication du Comité d'Action Economique et Douanière.)
- Les Prohibitions d'entrée et de sortie. — Paul Elbel (1926).
- Rapport du Ministre du Commerce et de l'Industrie sur la Mission économique en Espagne, par le D^r Lucien Graux (1929-1931).
- Statistiques mensuelles du Commerce extérieur.

Accords commerciaux conclus par la France avec les pays étrangers (éditée par l'Union des Industries Exportatrices).

DOUARCHE : *Le Vin de France* (1927).

DOUARCHE : *La Crise viticole mondiale*.

OUALID : *Politique économique dans la vie de la France contemporaine* (1925).

J.-H. RICARD : *L'exportation des Produits agricoles*. (Publication du Comité d'Action Economique et Douanière.)

REVUES ET JOURNAUX

Le Bulletin du Syndicat National des Vins et Spiritueux.

Le Bulletin Douanier.

Les Echos.

La Journée Industrielle.

Moniteur Officiel du Commerce et de l'Industrie.

Le Journal du Commerce.

Le Vrai Cognac.

Le Moniteur Vinicole.

La Revue Vinicole.

Bulletins de la Chambre de Commerce Franco-Portugaise.

Annales des Douanes.

Journal Officiel (Lois et Décrets et Débats parlementaires).

Annuaire du Brésil.

TABLE DES MATIERES

<i>INTRODUCTION</i>	3
<i>I. IMPORTATION DES VINS ETRANGERS EN FRANCE...</i>	11
ITALIE	13
ESPAGNE	43
PORTUGAL	69
GRECE	115
<i>II. EXPORTATION DES VINS DE FRANCE</i>	143
ALLEMAGNE	145
GRANDE-BRETAGNE ET DOMINIONS	153
1. CANADA	155
2. UNION SUD-AFRICAINE	158
UNION BELGO-LUXEMBOURGEOISE	159
SUISSE	163
DANEMARK, NORVEGE, SUEDE, ESTHONIE, FINLANDE.	167
I. DANEMARK	167
II. NORVÈGE	168
III. SUÈDE	178
IV. ESTHONIE	179
V. FINLANDE	180

ETATS-UNIS	183
COSTA-RICA	186
HAITI	187
AMERIQUE DU SUD	188
TABLEAU DES DROITS DE DOUANE APPLIQUES DANS LES DIFFERENTS PAYS	191
<i>CONCLUSION</i>	199
BIBLIOGRAPHIE	203
